

# PENSER LES AILES FRANÇAISES

n° 23 Été 2010

La tribune de réflexion de l'air et de l'espace

## Dossier spécial Afghanistan

Actes du colloque du 1<sup>er</sup> décembre 2009 :  
« Le fait aérien en Afghanistan »





## Éditorial du général Jean-Marc Laurent directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales

L'ouvrage qui vous est proposé est une édition spéciale de la revue *Penser les Ailes françaises* du Centre d'études stratégiques aérospatiales de l'armée de l'air. Il a trois vocations.

Il constitue d'abord un recueil à dimension historique, en cela qu'il rapporte des faits et des situations qui décrivent une page majeure de l'histoire moderne des forces aériennes nationales et alliées. Pour autant, il ne s'agit pas d'un livre omniscient et magistral car il s'appuie sur des témoignages d'expériences vécues et des réflexions personnelles qui sont marquées par une certaine subjectivité. Mais c'est ce qui lui donne toute sa richesse et ce ton naturel qui le rend si agréable à lire et permet de se faire une idée, autant que possible, de la réalité de la situation en Afghanistan.

Ce document constitue aussi une véritable mine en matière de retour d'expériences d'une opération militaire internationale pour le moins centrale dans l'actualité des forces armées. Selon les propos rapportés, il se situe au niveau stratégique, opératif et tactique et, s'il se concentre sur l'emploi de la puissance aérienne, son approche multidimensionnelle laisse une part significative aux questions de nature politique et humaine. Son ambition est *in fine* d'alimenter la réflexion des états-majors face au défi sécuritaire de l'Afghanistan.

Le troisième objectif de cette revue est de restituer un extraordinaire moment de communion entre des personnes qui n'ont pas toujours l'occasion de se rencontrer mais qui possèdent toutes un point semblable, celui d'œuvrer au rétablissement de la paix et du développement économique en Afghanistan. Ce moment rare s'est déroulé le 1<sup>er</sup> décembre 2009 et a associé politiques, diplomates, humanitaires et militaires de diverses nationalités, en particulier afghans, lors d'un colloque organisé par l'armée de l'air à l'École militaire de Paris et consacré au *Fait aérien en Afghanistan*.

Par un hasard aussi inattendu qu'opportun, la manifestation a pris place au moment même où le président Barack Obama présentait sa nouvelle stratégie pour l'Afghanistan. Elle a permis de croiser les regards et de nourrir le débat sur la démarche internationale dans un pays soumis, depuis plusieurs décennies, à une instabilité qui frappe cruellement sa population. La rencontre a aussi fait prendre conscience du poids de l'aérien dans la résolution de la crise, que ce soit sur le plan sécuritaire, au sein de la coalition, ou sur le plan de la reconstruction économique du pays.

De fait, la puissance aérienne constitue la condition *sine qua non* d'une progression de la souveraineté de l'Etat afghan dans un pays humainement morcelé et géographiquement accidenté

qui ne laisse aucune autre alternative que le combat asymétrique. Dans ces conditions, l'arme aérienne permet de surveiller avec discrétion des situations ambiguës et de détecter des menaces obscures. Elle maintient l'adversaire dans une posture défensive et facilite l'avancée des troupes à terre en leur offrant une protection vitale et en leur permettant d'investir des zones qui sont sous l'emprise de *spoilers* de tout type.

Sur le plan économique, la puissance aérienne est au cœur de la reconstruction d'un pays enclavé à l'infrastructure défaillante et dont la survie dépend beaucoup de la viabilité et de la sécurité de son espace aérien ainsi que de la disponibilité de ses aéroports, au premier rang desquels figure celui de Kaboul où transite la plupart de l'aide internationale. Aussi discret qu'essentiel, ce rôle du fait aérien dans le développement de l'Afghanistan est absolument déterminant.

Ce sont tous ces éléments et les échanges qu'ils ont suscités que vous trouverez dans cet ouvrage dont j'invite chacun à partager la richesse des expériences et la diversité des témoignages. ●

Le général Jean-Marc Laurent,  
directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales

# Sommaire

## INTRODUCTION

- ▶ *Un colloque sur le fait aérien en Afghanistan, Une vision originale du théâtre afghan, Une contribution à l'approche globale*, colonel Olivier Erschens ..... 4
- ▶ *Les ailes de la liberté : huit ans d'engagement aérien français dans le ciel afghan*, lieutenant-colonel Thierry Marzocchi ..... 12

## LES ACTES DU COLLOQUE

### **Colloque international du 1<sup>er</sup> décembre 2009 : Le fait aérien en Afghanistan**

- ▶ **Présentation**, général Jean-Marc Laurent ..... 20
- ▶ **Ouverture du colloque**, général Jean-Louis Georgelin ..... 22
- ▶ **Introduction**, madame Françoise Hostalier ..... 30
- ▶ **Présentation des débats**, monsieur Ulysse Gosset ..... 34
- ▶ **La volonté afghane d'une force aérienne capable de défendre le peuple et de servir les intérêts nationaux**, Son Excellence monsieur Omar Samad ..... 36
- ▶ **La vision d'un « expert » des conflits armés sur l'action internationale en Afghanistan**, monsieur Gérard Chaliand ..... 40
- ▶ **L'importance des traditions dans la relation entre le peuple afghan et les forces internationales**, monsieur Étienne Gille ..... 43
- ▶ **L'Afghanistan, entre espoir et incertitudes**, monsieur Alain Boinet ..... 47
- ▶ **L'Afghan National Army Air Corps (ANAAC), une armée de l'air naissante qui a besoin de l'appui occidental**, général Mohammad Dawran ..... 51
- ▶ **Combined Air Power Transition Force (CAPTF), une réponse occidentale au développement des forces aériennes afghanes**, brigadier général Walter D. Givhan ..... 54
- ▶ **Présentation des débats : déclinaisons du fait aérien en Afghanistan**, monsieur Jean Claude Viollet ..... 69
- ▶ **Le rôle de l'arme aérienne dans une opération de stabilisation et de contre-insurrection**, général Gilles Desclaux ..... 71
- ▶ **L'emploi de la puissance aérienne, élément central de la coopération internationale**, major general Douglas L. Raaberg ..... 80
- ▶ **Le rôle du conseiller juridique au sein des éléments Air des forces en Afghanistan**, capitaine commissaire Guilhem Brouard ..... 87
- ▶ **Les drones opératifs : l'emploi du *Harfang* en Afghanistan**, colonel Cyril Carcy ..... 92
- ▶ **Appui aérien et forces de protection**, lieutenant-colonel Jean-Paul Besse ..... 97
- ▶ **La spécificité française en matière de « Joint Terminal Attack Controller » (JTAC) : le contrôle tactique air (CTA)**, lieutenant-colonel Bernard Granier ..... 102
- ▶ **Le transport aérien militaire tactique : largage de matériels à très grande hauteur avec ouverture basse des parachutes**, lieutenant-colonel Laurent Solda ..... 108
- ▶ **Remerciements**, général Jean-Marc Laurent ..... 116
- ▶ **Clôture du colloque**, général Jean-Paul Paloméros ..... 117

# Un colloque sur le fait aérien en Afghanistan, une vision originale du théâtre afghan, une contribution à l'approche globale

le colonel Olivier Erschens,  
directeur adjoint du CESA, chargé du département stratégie  
et ancien commandement des éléments air pour l'Afghanistan, représentant national français  
auprès du commandant de la composante aérienne pour l'ISAF et OEF.

Un colloque consacré au « *Fait aérien en Afghanistan* » s'est tenu à l'École militaire le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Organisé par le CESA, cette journée d'études et d'échanges se fixait pour objectif de mieux comprendre comment la puissance aérienne est devenue un facteur clé de la gestion de la crise afghane. Cet article permet de découvrir comment et pourquoi j'ai été amené à proposer l'organisation d'un colloque qui se voulait utile à la restauration de la sécurité, en rassemblant militaires, membres d'ONG, élus, diplomates, afghans et occidentaux, autour d'une même table pour échanger ensemble, mieux se connaître et défricher des pistes innovantes. Il s'agissait de partager cette somme de connaissances avec tous ceux qui seront conduits, de par l'exercice de leur métier, civils ou militaires, à s'impliquer dans ce pays, pour mieux le comprendre, mieux répondre aux demandes de ses habitants et donc mieux agir. C'est pour cette raison qu'il fallait appréhender la situation dans sa globalité avant de s'intéresser aux détails techniques de l'emploi de l'arme aérienne dans les opérations de guerre contre-insurrectionnelle, qui sont l'objet de toute l'attention des forces engagées sur le théâtre et des états-majors chargé de leur préparation opérationnelle en France.

Cet article n'a pas pour prétention de se substituer aux synthèses de renseignement militaire ni à des analyses politico-militaires qui dépassent le niveau de mes fonctions en opérations extérieures en Asie centrale. En revanche, il apporte une perception très personnelle de la situation et des évolutions possibles, bâtie progressivement au cours de ma mission sur ce théâtre, de mes nombreux déplacements en

Afghanistan et des différents entretiens que j'ai pu avoir sur place ainsi qu'en France, avec des interlocuteurs ayant tous une excellente connaissance des réalités afghanes de par leur longue expérience de terrain et leur passion pour ce pays.

L'Afghanistan est un pays qui naît au XVIII<sup>e</sup> siècle et se construit dans le cadre des rivalités entre la Perse, l'Empire britannique et la Russie. Il se voit alors attribuer des frontières artificielles et pour partie arbitrairement délimitées. Ce pays, qui souffre depuis plus d'un quart de siècle de conflits, n'en demeure pas moins un État qui poursuit résolument sa construction et dont les populations, dans l'ensemble de leur diversité, manifestent le désir de vivre ensemble en sécurité.

Aujourd'hui, une vision juste de l'Afghanistan ne doit pas se limiter aux aspects négatifs, malheureusement les plus médiatisés. C'est ainsi qu'il ne faut pas occulter, par exemple, la réelle diversité et la liberté des médias, ni l'action des services de sécurité afghans dans leur ensemble, qui atteint maintenant un bon niveau d'efficacité dans la région de Kaboul, notamment en permettant de déjouer bon nombre de tentatives d'attentats.

## Une expérience unique de commandement au sein de la coalition en Afghanistan

Le fait d'avoir commandé au feu un détachement de 15 *Mirage 2000D* du 25 avril au 7 juin 1999 au plus fort de la campagne aérienne au-dessus du Kosovo et de la Serbie, ou d'avoir organisé les deux dernières coupes « *Comète* »



de l'armée de l'air, engageant dans une même compétition et évaluation l'ensemble des escadrons de chasse et de transport de l'armée de l'air française, ou encore ma formation de « *Deployable Operating Base commander* » dans le cadre de la *NATO Response Force 6*, n'ont pas été sans influence sur la décision du CEMAA, approuvée par le CEMA, de me désigner pour assurer les fonctions de *Senior National Representative Air Component Command* (SNR ACC). J'ai occupé ce poste de « représentant national français auprès du commandant de la composante aérienne », du 27 décembre 2008 au 19 mai 2009 sur la base d'Al-Udeid au Qatar en support des opérations *Operation Enduring Freedom* (OEF) et *International Security Assistance Force* (ISAF).

### **Les fonctions du French SNR ACC et sa place dans la structure alliée...**

En tant que SNR ACC, j'avais plusieurs missions. En premier lieu, j'étais le représentant du chef d'état-major des armées (CEMA) auprès du *Combined Forces Air Component Commander* (CFACC), un général de l'armée de l'air américaine, le général North. Celui-ci avait sous sa responsabilité l'ensemble de la composante aérienne pour l'Afghanistan et l'Irak. Ma mission consistait à m'assurer que l'emploi des moyens aériens français par la coalition était conforme aux directives du CEMA, qui conserve le commandement opérationnel des forces françaises. Ainsi, je veillais à la cohérence de la planification et de l'exécution des

missions au-dessus de l'Afghanistan par les moyens aériens français, à l'exception des hélicoptères et des drones tactiques relevant des commandements terrestres régionaux.

Le positionnement du *FR SNR ACC* aux côtés du commandant de composante aérienne, le CFACC, offrant une vision complète des opérations aériennes sur le théâtre, était déterminant pour assurer un fonctionnement optimal des moyens aériens français.

Dans le même temps, j'exerçais les responsabilités de commandant des éléments « Air » pour l'Afghanistan dont les unités étaient réparties entre Al-Udeid au Qatar, Kaboul, Kandahar, Bagram et Mazar e-Charif en Afghanistan, Douchanbe au Tadjikistan et enfin Manas au Kirghizistan.

En ce qui concerne le cœur de mes attributions opérationnelles, la mise en place des *Rafale* en janvier 2009, l'intégration en février 2009 du drone opératif Système intérimaire de drone MALE (SIDM) *Harfang*, qui assurait au sein de l'ensemble « *Intelligence Surveillance and Reconnaissance* » (ISR) le renseignement, la surveillance et la reconnaissance au profit de l'ISAF, et enfin l'amélioration du soutien transport aérien intra-théâtre, ont constitué des dossiers particulièrement denses et passionnants. Ces activités occupaient environ 60 % de mon temps.

### **...une connaissance du terrain développée au cours de nombreux déplacements...**

J'ai effectué 55 jours de déplacements en Afghanistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan, ce qui représente les 40 % restants de mes fonctions. Ces déplacements étaient destinés à m'assurer, avec le « *Legal Advisor* » (Legad), mon juriste en droit des conflits armés, de la parfaite connaissance et du respect par les équipages des « *Rules Of Engagement* » (ROEs), des règles d'engagement et d'ouverture du feu. Par ailleurs, ces « *briefings* » formalisaient le transfert d'autorité des équipages entre la France et le théâtre d'opérations.



DR

Le CAOC sur la base aérienne d'Al-Udeid au Qatar.



DR

Ces missions avaient aussi pour but de conférer la visibilité qui convenait à mes fonctions sur le théâtre et d'inspecter les détachements « Air ». C'est ainsi que je rendais visite aux commandos parachutistes de l'air « *Joint terminal attack controller* » (JTAC) en Kapisa ou au sud de Kaboul, ainsi qu'aux éléments essentiels dans la chaîne de l'appui aérien de l'ISAF, afin d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer les améliorations nécessaires aux autorités nationales, à celles de l'ISAF à Kaboul et à celles de l'ACC à Al-Udeid.

**...un relationnel cultivé avec les autorités de la coalition...**

Nous étions dix aviateurs français à Al-Udeid, parmi plusieurs milliers d'Américains et plusieurs centaines de Britanniques, d'Australiens et de Canadiens. J'avais réellement une position privilégiée. Je rencontrais quotidiennement le général CFACC, ou son adjoint, afin de lui présenter nos différentes capacités et nos spécificités, ainsi que le faisaient mes trois homologues anglo-saxons ou le représentant de l'état-major de l'ISAF. En retour, le général North me faisait partager, en toute confiance, sa vision sur la planification des actions aériennes en support des forces au sol, et m'associait au traitement des événements particuliers. Ces échanges ont contribué à améliorer la connaissance mutuelle, permettant ainsi à l'état-major des armées à Paris d'accélérer ses prises de décisions.

C'est aussi à Al-Udeid que j'ai eu l'honneur d'être présenté à Madame Nancy Pelosi, « *Speaker of the House* », la présidente de la Chambre des représentants américaine, le numéro 3 de l'appareil d'État américain.

À ce titre, le rapprochement franco-américain a été très favorablement ressenti à Al-Udeid. Les différences de positionnement du drapeau français sur l'insigne du CAOC à mon arrivée à Al-Udeid en décembre 2008 et en mai 2009 méritent attention.



Décembre 2008



Mai 2009

Les insignes du CAOC d'Al-Udeid.

Enfin, j'ai pu développer de belles relations de confiance avec les officiers qataris de l'équipe de commandement de la base aérienne d'Al-Udeid, ce qui m'a amené plusieurs fois à partager leur hospitalité et des moments d'amitié sous une tente plantée dans le désert, en y faisant la connaissance d'hôtes venus pour l'occasion d'Abu-Dhabi.

Ma présence à Kaboul était mise à profit pour entretenir et consolider les liens avec les entités « Air » et « Renseignement » de l'ISAF et participer aux réunions d'état-major français. C'est ainsi que je me suis entretenu régulièrement avec le général Stollsteiner, le RepFrance auprès du COMISAF, les autorités de l'HQ ISAF et les commandants des bases de Bagram, Manas et Kandahar.

**...et la conviction d'un professionnalisme confirmé des aviateurs...**

L'impression la plus forte que je garde est le grand professionnalisme dont a fait preuve l'ensemble



des aviateurs engagés sur le théâtre, quelles que soient les fonctions exercées : pilotes, mécaniciens, commandos, logisticiens... Je retiens, en particulier, l'excellent niveau opérationnel des équipages des avions de chasse, de transport et de ravitaillement ou encore celui des opérateurs *Harfang*, s'appuyant sur un entraînement adapté en France. Tous affichaient la même motivation dans la réalisation de leur mission de protection des forces au sol, quelle que soit leur nationalité, ainsi que celle de la population afghane, en Kapisa, aux abords de Kaboul, comme dans les provinces de Helmand et de Kandahar.

### **...au-dessus d'un pays d'une rare complexité.**

J'ai parcouru l'Afghanistan de long en large, par la voie des airs aussi bien que par la route. J'ai pu ainsi me rendre compte de la diversité de sa géographie, de son climat, des ethnies qui y cohabitent et des attitudes des Afghans envers les militaires étrangers selon les provinces et même les vallées. J'ai aussi pu mesurer le poids des traditions. Le sentiment qui demeure, est celui de l'énorme complexité de ce pays construit autour d'une montagne.

## **Un engagement militaire complexe**

### **Un engagement militaire sous contraintes géographiques et économiques...**

Les militaires français opèrent sur ce théâtre depuis plus de huit ans aux côtés de leurs alliés et des forces de sécurité afghanes, dans une démarche de stabilisation, de reconstruction et d'assistance à un peuple qui veut retrouver l'entière maîtrise de son destin.

L'engagement militaire en Afghanistan est coûteux pour les pays de la coalition, essentiellement en raison des élongations logistiques considérables et de la nécessité d'acheminer les équipements et le ravitaillement sensibles des forces par voie aérienne. En effet, le choc de la crise financière internationale, ressenti également dans les pays du nord de l'Asie centrale, incite ces derniers à augmenter le coût des prestations au profit des forces de la

coalition, qu'il s'agisse du survol ou de l'utilisation de facilités aéroportuaires.

Les convois routiers d'approvisionnement de l'ISAF, en particulier en essence, traversent le Pakistan au sud qui se trouve sous le coup d'une instabilité forte dans sa partie nord-ouest. La sécurité de ces lignes d'approvisionnement est encore plus préoccupante depuis quelques mois, avec la montée en puissance des renforts américains en Afghanistan, comprenant entre autres plusieurs dizaines d'avions de chasse, plus de cent hélicoptères, et plusieurs centaines de véhicules blindés « *Mine resistant ambush protected* » (MRAP) ; tous ces moyens nécessitant un ravitaillement en carburant important.

Enfin, j'ai remarqué au cours de mes derniers passages à Kaboul que, si la menace était toujours présente, notamment celle des « *Improvised Explosive Device* » (IED), le ressenti du niveau de risque par les Afghans était nettement moindre. Je n'en conclurai pas que l'« afghanisation » de la sécurité à Kaboul est aboutie, cependant j'ai noté que cette « sécurité » plaisait à la population.

### **...dans lequel les moyens aériens jouent un rôle déterminant mais peu connu...**

Depuis 2001, le fait aérien a joué un rôle clé dans le dispositif allié, en lui offrant de façon permanente le renseignement indispensable à ses actions (avions, drones, satellites) et en permettant d'utiliser sa technique performante et ses effets asymétriques pour contraindre, de jour comme de nuit, la dynamique adverse. Les moyens aériens se sont aussi avérés décisifs pour assurer la mobilité et le ravitaillement des forces terrestres, leur protection et, le cas échéant, leur survie. C'est ainsi qu'ils s'inscrivent systématiquement dans une démarche de soutien aux opérations terrestres, depuis la planification jusqu'à l'exécution sans préavis afin de dégager les troupes prises sous le feu des insurgés, n'engageant exclusivement que les objectifs désignés et identifiés par les forces amies, avec le souci permanent de préserver la population civile.

*...alors que sont mises en œuvre de nouvelles stratégies pour l'Afghanistan.*

Depuis l'été 2009, de nouvelles stratégies sont mises en œuvre en Afghanistan par le général McChrystal, ancien commandant des forces spéciales américaines (USSOCOM), qui a succédé au général McKiernan, sous l'impulsion de l'administration du président Obama.

La nouvelle stratégie, définie pour l'ISAF par le général McChrystal, s'est clairement fixé pour objectif de rallier la population à la cause des forces de la coalition, en leur garantissant la sécurité dans les zones contrôlées, en participant à l'amélioration de la gouvernance pour mettre un terme aux accusations de corruption et d'inefficacité locales. Le volume des forces étant compté, la priorité donnée aux grands centres urbains s'est faite aux dépens des zones rurales, au moins dans un premier temps.

Cette démarche succède à une stratégie de lutte tactique contre l'insurrection privilégiant la sécurité des forces engagées. Elle impliquait la mise en place d'équipements lourds, l'usage important, parfois immodéré, des frappes aériennes, en raison de leur très grande réactivité en cas de sollicitation par les forces au sol, prises sous le feu adverse.

Le Sud-Ouest de l'Afghanistan, pour pouvoir être sécurisé, fera sans doute l'objet d'une grande concentration de forces, dont des unités du « *Marine Corps* », en vue de nombreux combats dans lesquels elles chercheront à garder l'initiative. Ces provinces, traditionnellement favorables à certains courants de l'insurrection, sont aussi propices à la culture du pavot, qui indirectement peut financer l'insurrection.

La priorité très nettement donnée à la formation des armées afghanes, notamment de l'armée de l'air afghane, confèrera dans les meilleurs délais la mission régaliennne de sécurité au gouvernement afghan. Le charisme et la volonté affichés par le Major General

Mohammad Dawran, chef d'état-major de l'« *Afghan National Army Air Corps* », jouissant d'une longue expérience des combats, sont les meilleurs atouts pour assurer la réussite de ce processus, qui associe les Afghans à la construction de leur destin.

En revanche, on peut imaginer que cette nouvelle stratégie de l'ISAF sera complétée par une autre, mise en œuvre dans le cadre d'OEF, qui s'attache à intensifier la guerre contre le terrorisme en Afghanistan, en s'appuyant sur des actions aériennes et des opérations spéciales avec des moyens dédiés. Elle pourrait ainsi se concentrer sur les « *Safe Heavens* », les zones sûres des tålebån et d'Al-Qaida qui se trouvent de part et d'autre de la ligne Durand, identifiées comme étant leurs centres de gravité.

**Mais quelles sont les attentes du peuple afghan ?**

« *On ne construit pas un pays autour d'une montagne* », tels sont les propos qu'un Français présent depuis plus de vingt ans en Afghanistan m'a confiés lors de notre entretien.

En effet, cette mosaïque d'ethnies qui peuplent les différentes provinces suite aux invasions, aux migrations et aux déportations n'ont souvent en commun que les litiges et rancœurs qui les opposent depuis des siècles. S'intéresser à la société afghane, c'est donc avant tout comprendre la multiplicité des sociétés traditionnelles, pachtoune ghilzaï, pachtoune dourrani, pachaï, nouristani, tâdjik, ouzbek, turkmène, hazåra, aymaq et baloutche, leurs spécificités linguistiques, historiques, culturelles et parfois religieuses. En effet, les antagonismes religieux entre les courants sunnites et chiites sont plus lourds de conséquences qu'on pourrait le penser vu d'Europe.

***Un pays aux traditions séculaires respectables...***

Il paraissait essentiel à mes interlocuteurs afghans que les forces de la coalition témoi-



DR

Une idée du relief afghan dans le Nord et l'Est du pays.

gnent du respect à l'égard de la population, à ses traditions, aux représentants locaux de l'autorité que sont les chefs de clan, les khân, et les patriarches. L'effort d'explication des raisons de notre présence doit être amplifié, pour mieux combattre les idées reçues sur la débauche des sociétés occidentales, sur le capitalisme, l'impérialisme et le christianisme, habilement distillées et propagées par les tâlebân auprès d'une population largement analphabète.

### ***...dont les habitants ont développé en un temps des relations privilégiées avec la France...***

Il est important de noter que, s'il y avait unanimité de la population afghane contre les forces soviétiques, qui avaient paradoxalement effectué de nombreux grands travaux, ce n'est pas le cas pour les forces de la coalition.

Les Français bénéficient d'une image positive auprès d'une partie de la population portée par trois idées force : le soutien à Massoud, dont le mythe de résistant est soigneusement cultivé, même s'il est contesté dans différents segments de la population ; les échanges culturels et scolaires dont le lycée Malalai, pour les filles, et le lycée Estequal, pour les garçons, à Kaboul, qui ont formé des générations de jeunes Afghans qui conservent depuis le goût de la langue française ; et enfin l'engagement depuis plusieurs décennies des *French Doctors* notamment dans la province du Wardak.

### ***...qui expriment des attentes importantes en termes de respect, de sécurité, de justice et d'éducation...***

Il nous faut dépasser le contraste ressenti entre ce que l'on imagine depuis l'étranger, au travers des informations que diffusent les médias sur la situation en Afghanistan et ce que l'on ressent quand on parcourt ce pays.

Ce pays n'est pas à feu et à sang, il suffit d'observer la circulation intense de camions sur les grands axes, les embouteillages à Kaboul, ou encore les multiples campements des nomades qui s'installent dans les endroits les plus variés.

Toutefois, les attentes du peuple afghan en matière de sécurité demeurent importantes. Ces attentes portent aussi sur la justice, sur l'approvisionnement en électricité et en eau, la santé et l'éducation et enfin sur le développement de l'économie.

Il existe un réel afflux des jeunes vers les écoles : la demande de scolarisation en Afghanistan, est très perceptible à Kaboul dès le mois de mars, au début de l'année scolaire. Ces vagues d'enfants, filles et garçons, qui envahissent les allées pour se rendre à l'école, sont révélatrices de l'intérêt de la population pour l'accès à l'éducation, alors que l'information en Occident reste orientée sur les écoles qui brûlent. L'éducation est, dans l'esprit des gens, le premier pas sur le chemin de la prospérité et de la sécurité.

On constate aussi une forte demande de justice, et de cohésion sociale qui pourrait s'exprimer au travers de l'armée avec la conscription, ou de l'université en veillant à maintenir les liens entre ethnies et la culture traditionnelle, synonyme de racines et de fierté.

Les Afghans aiment le pouvoir fort, qui doit être exercé par des hommes respectables, ce qui ne s'oppose pas à la démocratie, telle qu'ils l'imaginent. C'est pour cette raison qu'ils étaient ravis d'avoir pu voter en 2004, mais ont rapidement déchanté parce que rien n'avait

changé. La sortie de crise est forcément délicate dans un pays qui n'est pas unifié.

Les Afghans reconnaissent volontiers que les tâlebân n'ont rien fait pour la croissance de l'économie, la santé, mais ils rappellent régulièrement qu'ils ont apporté la sécurité, au travers d'une certaine forme de justice, et ont lutté contre la corruption, même si ce fut par l'instauration d'un régime de terreur.

***...mais qui expriment une méfiance, une exaspération croissante, mêlées de bienveillance à l'égard de la présence des forces de la coalition...***

Chez les Afghans il existe une profonde interrogation sur la motivation de la présence étrangère qui, selon eux, ne peut être désintéressée, qu'elle soit militaire ou humanitaire. En revanche, ils ne souhaitent pas, dans leur grande majorité, le départ des forces de la coalition. Ce départ est assimilé au retour immédiat de la guerre civile et de luttes entre chefs de guerre, identiques à celles qui ont suivies le départ des forces soviétiques. C'est ainsi que les annonces de retrait des forces en 2011 ont suscité une profonde inquiétude de la population, qui craint, dès lors, un retour des tâlebân ou tout simplement de l'anarchie et la guerre civile.

En réalité, les Afghans critiquent moins la présence des forces de la coalition que l'utilisation aveugle de la force et les humiliations subies, le manque de respect que les forces occidentales leur témoignent et qui ne peuvent conduire qu'à de fâcheux incidents, voire à la haine. L'impression que de nombreuses victimes au sein de la population sont dues aux actions des armées occidentales et notamment des bombardements, prédomine, sans qu'elle soit relativisée par le fait qu'il y avait davantage de victimes à l'époque des tâlebân et qu'il y en a également davantage aujourd'hui dans les attentats qu'ils commettent.

Dans le même temps, les Afghans sont fascinés par la puissance des armées de la coalition. Nombreux sont ceux qui souhaitent rejoindre



FOB de NIJRAB Kapisa.

l'Occident qui les fait rêver, pour ses droits de l'homme, sa richesse.

***...alors que les insurgés développent un argumentaire discutable, mais entendu par une partie de la population.***

L'Afghanistan est historiquement une nation rurale basée sur la redistribution, dont les structures hiérarchiques ont été meurtries successivement par l'occupation soviétique, par la domination tâleb et par la présence des forces occidentales. Pour certains, la grande majorité des insurgés serait constituée de jeunes Afghans nationalistes qui, dans leur esprit, combattent l'invasion étrangère. Les clichés reposant sur l'assimilation des forces de sécurité étrangères à des forces d'occupation deviennent une réalité indiscutable. À cela s'ajoute la sensation qu'il leur est imposé un modèle démocratique occidental dont ils ne veulent pas, et qui s'opposerait aux principes religieux.

La destruction du système social traditionnel du pays accroissant les inégalités, l'utilisation de l'Afghanistan à des fins géostratégiques propres aux Américains, le développement du trafic de drogue, la corruption du pouvoir sont autant d'arguments patiemment distillés par les tâlebân ou par d'autres insurgés nationalistes au sein d'une population analphabète à plus de 80 %. Ces informations prises pour argent comptant annihilent l'effet des actions de la coalition réalisées au profit de cette même



DR

population. C'est ainsi que certains affirment que « l'envoi de 300 humanitaires serait davantage apprécié que celui de 30 000 militaires ».

Le manque de proximité entre la population et les forces occidentales, abritées au sein de quartiers fortifiés, circulant en convois lourdement blindés, ne pratiquant ni le dari (persan afghan) ni le pachto, portant lunettes de soleil qui cachent le regard, gilets de combat et casques lourds ne permet guère de reprendre l'avantage de la confiance et de la crédibilité dans la rue ou dans les champs. Et pourtant, « s'il est acquis dans les esprits que la solution ne peut être purement militaire, il me semble qu'à l'inverse elle ne puisse cependant être purement civile ».

### Conclusion

Dans un contexte de perpétuel questionnement sur la situation en Afghanistan, le colloque du 1<sup>er</sup> décembre a privilégié une approche globale, fondée sur la connaissance mutuelle et le croisement des expériences des différents acteurs de la reconstruction du pays, qu'ils soient membres d'ONG, diplomates, élus, ethnologues ou responsables militaires français et étrangers afin d'apporter un éclairage original et utile.

Ce colloque ne cherchait pas à faire de l'action aérienne la pierre angulaire de la résolution du conflit. En revanche, en s'inspirant du proverbe afghan : « *Toute montagne, si élevée soit-elle, possède un chemin sur elle-même* », il avait pour ambition d'en indiquer objectivement la place dans la mission de l'Alliance et d'imaginer de possibles évolutions techniques et tactiques.

Il s'agissait par ailleurs de regagner la confiance des Afghans et de rétablir le respect mutuel, avant même de gagner leur cœur, en se comportant en « *Mehmân* », c'est-à-dire comme leurs invités et non en occupants auxquels ils finiraient par crier « *Khâna boro* », c'est-à-dire « *Go Home* ».

Mes remerciements s'adressent tout particulièrement à Son Excellence l'ambassadeur d'Afghanistan en France, Monsieur Omar Samad, ainsi qu'à son oncle résidant en Afghanistan, au général Douglas Raaberg, à Patrice Franceschi, au docteur Pierre Fyot et à tous ceux, humanitaires, ethnologues, médecins qui, passionnés par l'Afghanistan et acteurs engagés de l'ombre, ne souhaitent pas voir leur nom apparaître, mais qui m'ont beaucoup appris sur la réalité afghane et sans le soutien desquels cette entreprise n'aurait pu aboutir.

Je tiens à remercier tous les intervenants du 1<sup>er</sup> décembre, dont Madame la députée Françoise Hostalier, Monsieur le député Jean-Claude Viollet, les généraux Walter Givhan et Mohammad Dawran, ainsi qu'Alain Boinet, Gérard Chaliand, Étienne Gille et Ulysse Gosset qui ont eu l'extrême amabilité de nous faire partager leur vision de ce pays mystérieux et fascinant, dont la population aspire à la paix, à la sécurité et à une vie meilleure.

Enfin, je tiens à adresser mes sincères remerciements à mon ami Benjamin Lambeth pour sa forte recommandation auprès du général North, facilitant ainsi une intégration rapide et instaurant un climat de confiance avec les autorités américaines du CFACC. ●

# Les ailes de la liberté : huit ans d'engagement aérien français dans le ciel afghan

le lieutenant-colonel Thierry Marzocchi,  
adjoint au chef du soutien technique - BA 107 Vélizy-Villacoublay.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, la France s'engage en Afghanistan afin de lutter, aux côtés des Américains, contre le terrorisme international. Sur la base du retour d'expériences des huit ans d'occupation du territoire par les troupes spéciales et les moyens aériens français (*Mirage IVP*, *Transall Gabriel*, avions de transport tactiques, *Rafale*), à travers des missions comme *Héraclès*, le lieutenant-colonel Marzocchi dresse un premier bilan. Il apparaît que la force aérienne conserve toute sa pertinence et a su se rendre complémentaire des forces des autres nations dans ce conflit alliant terrain difficile et adversaire irréguliers. Cependant, l'armée française doit absolument développer ses capacités opérationnelles afin de s'adapter aux besoins évolutifs des Alliés et de conserver son rôle de premier plan.

En réaction aux attentats du 11 septembre 2001 et pour manifester son soutien à son allié américain dans la lutte contre le terrorisme international, au cœur même des pays qui l'appuient, la France décide de l'envoi de troupes spéciales et de moyens aériens en Afghanistan, sur un théâtre historiquement complexe à maîtriser. Huit ans d'engagement ininterrompu marquent aujourd'hui l'occasion de dresser un bilan intermédiaire de ce déploiement en Asie centrale, qui, malgré l'efficacité indéniable des actions militaires entreprises, ne semble pas avoir affaibli la volonté des taliban de reprendre le contrôle du pays.

Engagées dès les premiers jours des opérations en Afghanistan, aux côtés de la coalition de circonstance combattant le terrorisme, l'armée de l'air et la marine nationale ont réussi de concert, un ensemble de missions aériennes variées, dans un contexte extrêmement difficile, en parfaite complémentarité avec les forces des autres nations. Par delà cette performance, l'exploitation du RETEX<sup>1</sup> opérationnel souligne, au fur et à mesure que le conflit s'installe dans la durée – en dépit de la capacité d'adap-

tation légendaire des forces françaises, une nouvelle fois vérifiée – la difficulté des armées françaises à proposer des capacités opérationnelles renouvelées et adaptées aux besoins sans cesse évolutifs de la coalition.

## Une présence ininterrompue depuis octobre 2001

Bien avant les premières frappes, l'armée de l'air française a participé à la phase d'acquisition de renseignement et de reconnaissance d'objectifs, grâce au déploiement, dès octobre 2001, de deux *Mirage IVP*<sup>2</sup> et d'un *Transall Gabriel* dédié au recueil de renseignement électromagnétique. Au même moment, et de manière ininterrompue jusqu'à aujourd'hui, les avions de transport tactique (ATT) ont assuré leur mission de soutien<sup>3</sup> aux forces, au plus près de la ligne de front, depuis Douchanbé au Tadjikistan. Une mission particulière illustre la difficulté du rôle de précurseur joué par les ATT : le 6 décembre 2001, deux *Transall* effectuèrent un poser d'assaut

**1** Retour d'expérience.

**2** 80 missions de recueil d'images.

**3** 4 000 tonnes de fret transportées par les *C130 / C160* et 9 250 personnes convoyées, pour 1 590 heures de vol, durant *Héraclès*.

Les premiers vols de l'opération *Enduring Freedom – Héraclès*, mis en place conformément à l'article 5 de l'OTAN, furent des vols « ISR » (Intelligence, surveillance et reconnaissance), avec une première mission du *C-160 Gabriel*, déployé aux EAU et rédirigé sur l'Afghanistan avec un premier vol d'une durée de 9 heures 30, le 20 octobre 2001, précédant de quelques heures le déploiement du *Mirage IV* aux EAU le 21 octobre 2001.

**Le premier vol des forces armées françaises sur le théâtre afghan a donc été réalisé par un C-160 G en mission *Comint*.**



Les sites utilisés par l'armée de l'air en 2002.

à Mazar-e Sharif, sur une piste parsemée de cratères de bombes et balisée de cinq petites lampes de poche. Concomitamment, le CPA<sup>4</sup>10 déployait ses hommes dans le cadre des forces spéciales, permettant ainsi le recueil de renseignement et la sécurisation des zones de déploiement.

Ce travail de préparation et d'appropriation de la zone d'opération a ainsi facilité le déploiement du plus important dispositif aérien français envoyé en Afghanistan : l'opération *Héraclès*, qui représentait la partie air de la

troisième phase d'OEF<sup>5</sup>, baptisée *Anaconda*. L'envoi du porte-avions *Charles-de-Gaulle* disposant de 16 SEM<sup>6</sup> et de deux E2C<sup>7</sup>, opérationnels sur zone dès le 20 décembre 2001, complété par 6 *Mirage 2000D* déployés en février à Manas, au Kirghizistan, permit de répondre au plus vite au besoin d'appui aérien des troupes au sol, dans cette phase d'opération à dominante terrestre. Cet engagement intense de huit mois, durant lequel 900 missions<sup>8</sup> ont

4 Commando parachutiste de l'air.

5 Opération *Enduring Freedom*.

6 *Super-Étendard* modernisé.

7 480 heures de vol et 111 missions au 1/10/2002.

8 4 500 heures de vol de *M2000D*.



L'engagement aérien français au 13 juin 2003

été réalisées par les *M2000D* et 272<sup>9</sup> par les SEM, souvent à grande distance (régions d'Hérat ou de Kandahar), a été rendu possible grâce notamment aux capacités de ravitaillement des *C-135 FR*<sup>10</sup> et des ravitailleurs de la coalition. Le 2 octobre 2002 marquait la fin de l'opération *Héraclès* et s'est traduit par la relève du dispositif d'appui feu français par trois nations européennes.

Les avions de chasse de l'armée de l'air française, complétés par la participation périodique de la marine nationale (trois SEM), ne seront réengagés qu'à partir d'août 2005<sup>11</sup>, à l'occasion de l'opération *Serpentaire*, qui visait, à l'origine, à soutenir le processus électoral en cours dans le pays. La seconde participation à cette opération, toujours active depuis mai 2006, s'est élargie à la fois au soutien à la mission de stabilisation de l'OTAN, dévolue à la FIAS<sup>12</sup> et à la lutte contre la rébellion talibane objet

d'OEF. La description du dispositif ne serait pas complète sans évoquer le rôle central des CPA, dans le cadre des forces spéciales ou du soutien aux OMLT<sup>13</sup>, notamment à travers leur expertise du guidage pour l'appui aérien. Mentionnons de même, tout spécialement, l'engagement des *EC-725 Caracal*<sup>14</sup>, opérant dans des conditions délicates, au plus près de la ligne de front, notamment lors de l'accrochage du 18 août dernier, dans la vallée d'Uzbeen, durant lequel l'intervention héroïque de leurs équipages a permis de soutenir les combattants français pris sous le feu nourri des taliban.

### Une opération exigeante, préfigurant sans conteste les engagements de demain

La difficulté à opérer en Afghanistan, éprouvée notamment par les troupes soviétiques dans un passé récent, provient d'une multitude de facteurs qui touchent à la nature du conflit mais

**9** 2 060 heures de vol pour les SEM.

**10** 2 650 heures de vol durant l'opération *Héraclès*.

**11** Exception faite de l'engagement de 3 *F1CR* et d'un *C-135FR*, en 2004, pour des missions de reconnaissance.

**12** Force internationale d'assistance et de sécurité.

**13** *Operational mentoring liaison team* (formation et encadrement de l'armée afghane au combat).

**14** Hélicoptère spécialisé dans le secours au personnel en zone ennemie et dans l'appui logistique au plus près de la ligne de front.



aussi à la configuration de la zone d'opération. Ainsi, pour l'arme aérienne, même si sa suprématie dans les airs n'est pas disputée et que la menace sol-air est faible, l'engagement face à un adversaire utilisant une stratégie de guérilla, extrêmement fugace, farouchement déterminé et sachant s'adapter aux spécificités de la bataille aéroterrestre<sup>15</sup>, engendre un certain nombre de contraintes à surmonter :

☞ d'une part, la **zone d'action est vaste, accidentée<sup>16</sup> et souffre d'un climat extrêmement rigoureux<sup>17</sup>**. Cette contrainte d'élongation de la zone d'opération a été en partie levée en septembre 2007 grâce à l'installation des moyens de chasse à Kandahar, au cœur même des combats. En plus de l'intérêt tactique évident qu'elle représente, cette décision a été ressentie, par la coalition, comme une preuve supplémentaire de la volonté française de soutenir son action coercitive, dans la durée, dans une démarche de partage des risques avec les alliés ;

☞ d'autre part, cette opération nécessite une **pleine appropriation des procédures de l'OTAN ou américaines** et impose l'usage des réseaux opérationnels dédiés (ISAF<sup>18</sup> secret, Centrixs<sup>19</sup>, Mirc<sup>20</sup>...), afin de pouvoir bénéficier à plein de la complémentarité des moyens de la coalition ;

☞ de plus, au niveau opératif, l'intensité des combats terrestres progressant sans cesse, l'appui aérien est désormais constamment indispensable pour les troupes au sol. Ainsi, **la qualité de la coopération avion/unités**

**terrestres constitue désormais un facteur important de réussite.** Cette complémentarité des composantes a consacré le rôle déterminant du contrôleur avancé dans la gestion des actions dans la troisième dimension ;

☞ enfin et surtout, les dommages collatéraux constituent une préoccupation essentielle, souvent prioritaire sur les autres considérations opératives. Le partage des responsabilités dans l'ouverture du feu, décrit dans les ROEs<sup>21</sup> devient alors déterminant pour le choix d'un mode d'action face à une menace donnée.

### La capacité d'adaptation française mise à l'épreuve

Malgré la complexité des opérations sur ce théâtre, l'aviation française a, encore une fois, montré sa capacité unique à surmonter les difficultés auxquelles elle est confrontée pour imposer, *in fine*, la France comme une nation de haut rang au sein de la coalition. Ce résultat flatteur s'explique essentiellement par la parfaite intégration du personnel dans les états-majors à tous les niveaux, par la culture partagée de l'armée de l'air et de la marine des procédures OTAN et américaines, par la capacité d'adaptation réactive aux exigences du théâtre grâce à un entraînement adapté, et par l'utilisation au meilleur niveau des capacités permises par les moyens français. Enfin et surtout, comme pour toute projection de force de cette nature, la qualité du soutien, aussi bien logistique que technique, a été déterminante pour assoir l'efficacité globale du dispositif. Ainsi, la disponibilité des aéronefs a été maintenue presque constamment à son maximum, grâce à l'engagement des mécaniciens et des logisticiens, ainsi qu'aux efforts consentis par les unités en France, malheureusement souvent au détriment des aéronefs en métropole.

Cette volonté permanente d'adaptation aux exigences du théâtre a notamment mené à la création de la capacité RESAL<sup>22</sup> adaptée au

**15** Imbrication des combattants talib dans la population ou au plus près de nos troupes pour dissuader l'action aérienne.  
**16** Les montagnes culminent à 7 500 m, dépassant 5 000 m sur 50 % du trajet, en moyenne, pour chaque vol.  
**17** Les températures oscillent entre -25 °C et +40 °C.  
**18** *International Security Assistance Force*.  
**19** *Combined ENTERprise Regional Information eXchange System*, réseau de l'*US Navy* sécurisé et ouvert aux Alliés.  
**20** *Military Internet Relay Chat*, système de *chat* tactique mis en œuvre par la coalition pour la conduite des opérations aériennes.

**21** *Rules Of Engagement*.  
**22** Recherche et sauvetage aérolargué (récupération en altitude des combattants).



Un *Mirage 2000D* se ravitaille au-dessus de l'Afghanistan.

relief montagneux, a démontré encore une fois l'efficacité du concept ODESSAA<sup>23</sup> en soutien des OMLT, et a engendré la remise au goût du jour du largage logistique au plus près de la ligne de front grâce à la procédure LMTGH-OB<sup>24</sup>. Dans la même logique d'adaptation, l'expertise du CEAM<sup>25</sup>, fortement impliqué sur le théâtre, a autorisé le développement d'outils de partage de la situation tactique entre le personnel au sol et les équipages (SCARABEE<sup>26</sup>, UMPC<sup>27</sup>), mais aussi l'intégration en un temps extrêmement court de la GBU 12<sup>28</sup> sur *Rafale* et bientôt, à l'instar du SEM, de la GBU49<sup>29</sup> sur *M2000D*.

Enfin, les missions variées ont révélé la complémentarité des différents vecteurs, aujourd'hui

- 23** Observation, Destruction des Sites par l'Arme Aérienne, capacité mise en œuvre par une équipe du CPA.
- 24** Largage de Matériel à Très Grande Hauteur – Ouverture Basse, autorisant un rapport coût/efficacité inégalé.
- 25** Centre d'expériences aériennes militaires.
- 26** Système de communication aéroterrestre de restitution et acquisition et bibliothèque embarquée évolutive.
- 27** Ultra-mobile PC.
- 28** Bombe guidée laser de 250 kg.
- 29** Bombe de 250 kg à guidage GPS, tout temps.

anciens, que sont le *Mirage FICR*, le *M2000D* et le SEM. Le premier s'est distingué par ses capacités de reconnaissance louées par les acteurs du théâtre mais aussi par l'emploi de son canon pour le marquage d'objectifs ou le traitement de cibles. Pour sa part, le *M2000D*, utilisé dans son domaine privilégié d'emploi (Close air support– CAS) a permis la réalisation du plus grand nombre de missions<sup>30</sup> avec succès. Quant au SEM, l'emport d'une nacelle *Damoclès* (désignation, extraction de coordonnées, identification) et de la GBU49 a permis l'introduction de la capacité française de frappe autonome tout temps, aux coordonnées, en Afghanistan. Parallèlement, le *Rafale* a connu son baptême du feu sur ce théâtre. Il n'a cessé d'évoluer pour améliorer ses capacités air-sol et proposer aujourd'hui l'utilisation de l'armement air-sol modulaire (AASM), ouvrant ainsi de nouvelles perspectives en matière de diversification des effets<sup>31</sup> produits. Récemment, le déploiement d'un système de

**30** Bombardement mais aussi *Show of Force* (passage à basse altitude et grande vitesse au-dessus des opposants).

**31** Utilisation tout temps, précision décimétrique/métrique, adapté à la destruction d'ouvrages durcis.



drones SIDM<sup>32</sup>, à Bagram, a marqué une étape importante dans la participation française aux opérations aéroterrestres en offrant à la coalition une capacité supplémentaire dans le domaine de la reconnaissance et de la surveillance aérienne.

## Des voies de progrès à explorer pour opérer au meilleur niveau

L'Afghanistan constitue un véritable « laboratoire technico-opérationnel » dans lequel les besoins en techniques de pointe évoluent sans cesse. Dans ce cadre, le RETEX de huit ans d'opérations met certes en lumière les domaines d'excellence de l'aviation française mais souligne également les voies nécessaires de progrès à envisager afin de suivre l'inéluctable évolution capacitaire de nos alliés, rendue possible notamment grâce à l'acquisition d'équipements aux fonctionnalités étendues. Ainsi, les enseignements opérationnels recueillis démontrent que les moyens français d'identification des combattants au sol et d'extraction des coordonnées doivent progresser en précision, afin de permettre une meilleure discrimination de l'ennemi et l'usage de bombes guidées GPS de manière autonome par l'aéronef, au niveau de performance requis. Le *pod* de combat de nouvelle génération devrait répondre à cette double contrainte. Parallèlement, la nécessité de disposer d'une liaison vidéo air-sol (ROVER<sup>33</sup>) a été prise en compte par les états-majors afin d'équiper les avions dans les meilleurs délais. Plus généralement, la difficulté d'identification des opposants, dans un environnement souvent

urbain ou densément peuplé, ainsi que l'environnement juridique contraignant imposent une adaptation des effets des armements aux situations rencontrées de natures très diverses. Cette constatation commande d'étendre la palette d'armements à des armes de type non léthal, disposant de charges et de conditions d'emploi diversifiées, ou à tir tendu (roquettes, canon). Ces capacités aujourd'hui communes pour certaines nations sont peu répandues ou inexistantes en France.

À l'heure du premier bilan sur un parcours qui apportera encore de multiples enseignements dans le futur, l'engagement afghan de l'aviation française, de manière continue, aux côtés des membres de la coalition et des troupes de l'OTAN, a prouvé encore une fois la capacité d'adaptation de celle-ci et la pertinence de sa préparation. Le bilan remarquable des aviateurs français, dans une opération particulièrement exigeante, ne doit cependant pas faire oublier les nécessaires efforts d'adaptation des équipements à réaliser. C'est seulement à ce prix que la France pourra conserver un rôle de premier plan qu'elle a su gagner grâce à la motivation et au savoir-faire de ses combattants. ●

Pour agir efficacement sur le théâtre afghan, la flexibilité et d'interopérabilité sont primordiales. La puissance aérienne répond à cette exigence et constitue en cela un outil adapté à ce théâtre d'opération singulier. Le défi est de continuer à effectuer les opérations sur le long terme, de développer un savoir mutuel et une confiance à l'intérieur de la coalition elle-même.

**32** Système intérimaire de drone moyenne altitude longue endurance.

**33** *Remotely Operated Video Enhanced Receiver.*





Colloque international du 1<sup>er</sup> décembre 2009  
à l'amphithéâtre Foch - École militaire

## « Le fait aérien en Afghanistan »

Colloque international

# LE FAIT AÉRIEN EN AFGHANISTAN

Mardi 1<sup>er</sup> Décembre 2009  
de 8 h 30 à 17 h 00

École militaire  
1 place Joffre - Paris 7<sup>e</sup>

Ministère de la Défense  
Armée de l'Air

Centre d'études  
stratégiques aéronautiques

75 ANS  
ARMÉE DE L'AIR  
1934 - 2009

Inscription obligatoire :  
Par téléphone : 01 44 42 46 91 - Par fax : 01 44 42 80 10 - Par mail : [manifestation.cesa@inet.air.defense.gouv.fr](mailto:manifestation.cesa@inet.air.defense.gouv.fr)  
ENTRÉE LIBRE DANS LA LIMITE DES PLACES DISPONIBLES - Programme : [www.cesa.air.defense.gouv.fr](http://www.cesa.air.defense.gouv.fr)

## Présentation par le général de division aérienne Jean-Marc Laurent – Directeur du CESA –

---

Mon général, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Madame et Messieurs les officiers généraux, Mesdames et Messieurs,

Depuis un peu plus de huit ans, la communauté internationale est engagée dans des opérations au cœur de l'Asie centrale dont le président de la République rappelait encore hier aux Invalides l'enjeu en termes de paix, de sécurité et de souveraineté pour le peuple afghan.

Cet engagement militaire s'appuie, entre autres, sur des forces aériennes issues de différentes armées et de différentes nations. Elles entendent répondre avec efficacité et détermination aux objectifs tant civils que militaires qui leur sont confiés.

Ce colloque va se concentrer plus particulièrement sur leur action et replacer le fait aérien dans le contexte des efforts entrepris pour stabiliser l'Afghanistan et favoriser sa reconstruction. Mais le fait aérien n'a de sens militaire et politique que s'il est habituellement combiné avec les autres dynamiques opérationnelles, terrestres en particulier, ainsi qu'avec les processus civils de développement.

Ce principe est au cœur de l'approche globale de la gestion des crises pour laquelle le fait aérien est un levier d'action parmi d'autres. Mais levier néanmoins stratégique dans un pays enclavé marqué par une géographie physique et humaine mouvementée.

**Le fait aérien en Afghanistan**, titre le thème de ce colloque, traduit l'action aérienne

d'un ensemble de contributeurs œuvrant au sein d'une coalition multiple et alignant des vecteurs variés, pilotés à bord ou à distance, et des capacités qui entrent dans le champ de l'aérien comme la gestion de l'espace ou le guidage avancé. Ils sont regroupés sur des bases comme Kaboul, Bagram ou encore celle de Kandahar, base qui défie les schémas traditionnels par sa taille et son activité aérienne comparable en volume aux grands aéroports européens. Ces dispositifs aériens peuvent aussi être placés à proximité des forces terrestres, comme dans le cas des drones tactiques.

Sur le plan national, l'engagement aérien prend forme le 23 octobre 2001 alors que les *Mirage IV* de l'armée de l'air effectuent leurs premières reconnaissances stratégiques complétant l'action de recueil d'informations électromagnétiques du *Transall Gabriel*. Elles interviennent peu de jours après les frappes aériennes qui ont initié la chute du régime taliban. Quelques semaines plus tard, les accords de Bonn, du 5 décembre, et la résolution 1383 des Nations unies, du 6 décembre, lançaient le processus de rétablissement des institutions étatiques en installant une **Autorité intérimaire**. Deux jours après, le premier avion *Transall* se posait au cœur du théâtre.

Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 créait l'ISAF, et en février 2002, le dispositif aérien français prenait corps avec l'installation de *Mirage 2000D* au Kirghizistan, dispositif que j'ai eu l'honneur de commander, et par le biais du groupe aéronaval dont l'appareillage vers l'océan Indien avait été



effectué le 1<sup>er</sup> décembre. Depuis, l'aérien s'est installé au cœur de l'action militaire et civile de la communauté internationale et des services afghans.

*Le fait aérien en Afghanistan*, c'est un ensemble d'effets stratégiques qui va de la connaissance de l'adversaire à son confinement dans une posture défensive et dans la clandestinité en passant par la mobilité, l'appui et la protection des forces terrestres. Sur le plan national et dans l'année écoulée, le fait aérien a vu ces effets stratégiques renforcés par l'arrivée des drones *Harfang* et des hélicoptères de combat *Tigre*, qui amplifient incontestablement l'efficacité interarmées.

*Le fait aérien en Afghanistan*, c'est aussi, de façon plus discrète, la sécurisation de l'espace aérien, tellement vitale pour la vie politique et économique du pays, et c'est l'approvisionnement stratégique du théâtre. C'est toute cette dynamique politico-militaire globale qui sera au cœur de nos débats aujourd'hui.

Je remercie très sincèrement le chef d'état-major des armées de nous faire l'honneur, une nouvelle fois, de présider nos travaux et de nous fixer leur cadre. Notre ambition, Mon général, est de participer à la réflexion stratégique de notre pays avec une vision résolument interarmées et internationale. Nous souhaitons trouver les meilleures voies de progrès pour que, sur la base du retour d'expérience, l'action aérienne, dans toutes ses dimensions, concoure le plus opportunément possible à la dynamique d'ensemble.

Pour évoquer ces différents volets, de nombreuses personnalités, ambassadeur et parlementaires, militaires français et étrangers, journalistes, ethnologues, politologues, humanitaires nous ont fait l'honneur de répondre à notre appel. Je souhaitais, Mon général, les remercier chaleureusement devant vous ainsi qu'en présence du général Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air. Je ne les citerai pas tous, mais, par cour-

toisie envers nos hôtes étrangers qui n'ont pas hésité à venir de très loin ou qui ont, très exceptionnellement, accepté d'être des nôtres, je me permets de mettre à l'honneur quatre d'entre elles dont le témoignage sera essentiel.

Tout d'abord, le général Mohammad Dawran, chef d'état-major de la nouvelle armée de l'air afghane dont le déplacement en France est une vraie première. Général, vous êtes à la tête d'une force aérienne dont l'essor témoignera de la capacité afghane à assurer sa sécurité. Nous vous souhaitons un franc succès. Il est accompagné par Son Excellence l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Paris, M. Omar Samad.

Je souhaite également mettre à l'honneur les généraux Douglas Raaberg et Walter Givhan, de l'armée de l'air des États-Unis, qui furent chargés respectivement du commandement de la composante aérienne de l'ISAF et d'OEF et de la formation des forces aériennes afghanes.

Mon général, tout comme moi, ils sont impatients de vous écouter. Je vous cède donc la parole. ●

## Allocution du général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées

Dans le conflit afghan, nous ne sommes plus dans la même configuration que lors des opérations en Irak ou au Kosovo. Partant de ce constat, le général Jean-Louis Georgelin partage quelques réflexions personnelles. Il identifie le cadre des opérations avant de s'attarder sur les effets qui accompagnent l'engagement en Afghanistan des forces françaises, en général, et des forces aériennes, en particulier.



CESA

Le chef d'état-major des armées introduit les débats et précise comment les opérations en Afghanistan s'inscrivent dans la stratégie de sécurité nationale.

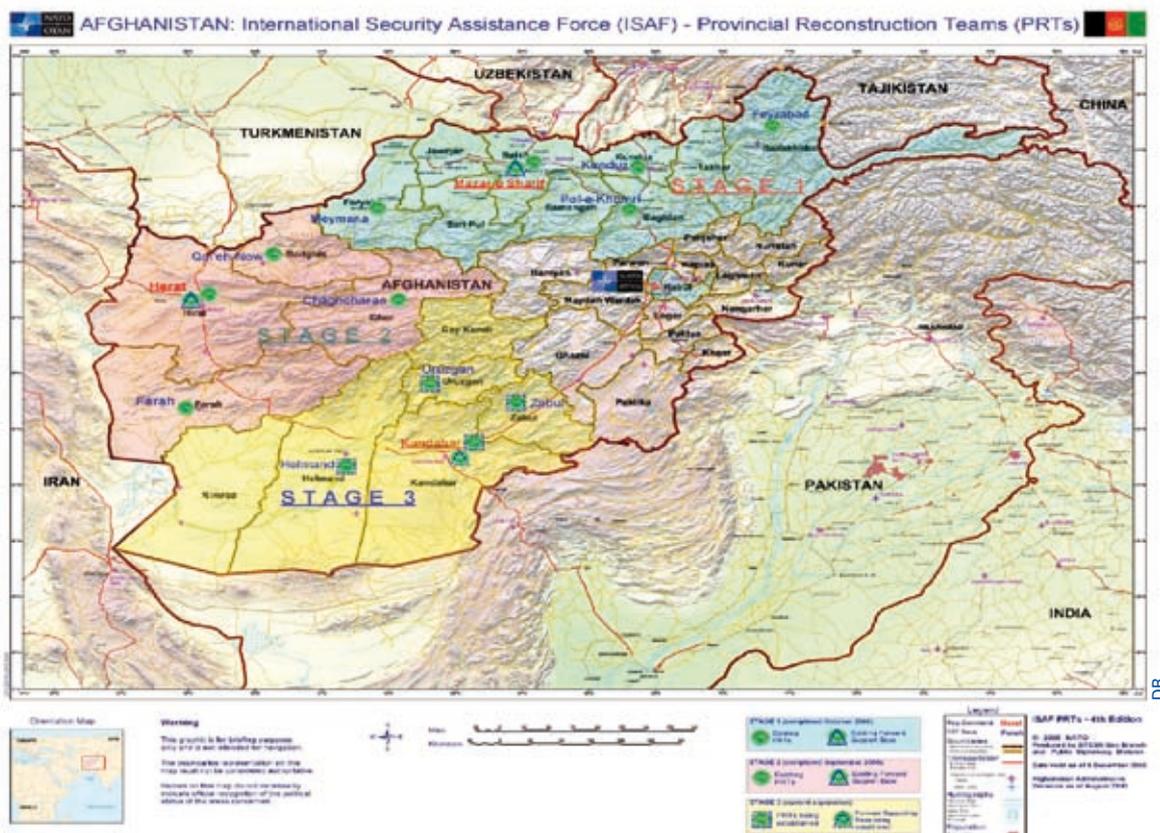
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Monsieur l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan,  
Monsieur le général, chef d'état-major de l'armée de l'air afghane,  
Monsieur le général, chef d'état-major de l'armée de l'air,  
Mesdames et messieurs,

En quoi et à quelles conditions un colloque comme celui-ci peut-il être utile ?

En premier lieu, il doit m'être utile pour m'éclairer dans la conduite de l'action, de l'engagement français en Afghanistan. Des colloques, des conférences, des articles, il y en

a tous les jours. Tous les jours des gens affirment avec plus ou moins d'autorité, à proportion inverse de leur connaissance du théâtre, ce qu'il faut faire, ce qu'il aurait fallu faire, ce qu'il faudrait faire en Afghanistan. Mais l'Afghanistan aujourd'hui, c'est d'abord le temps de l'action pour les Afghans. Car on ne dit pas assez que nous sommes en Afghanistan pour les Afghans, et c'est aux Afghans qu'il appartient de régler leurs problèmes. Et on ne dit pas assez que les forces de l'OTAN et de la coalition ne sont là que pour, le moment venu, être capables de s'effacer devant l'efficacité retrouvée d'une armée et des forces de sécurité afghanes régénérées. L'Afghanistan, c'est aujourd'hui le temps de l'action pour tous les soldats, soldats de l'armée de terre, aviateurs, marins et gendarmes, de l'OTAN, des quatorze nations qui ne font pas partie de l'OTAN mais qui sont constitutives de cette coalition. Parmi eux, des soldats français qui, tous les jours, risquent leur vie pour que l'Afghanistan retrouve des conditions d'existence satisfaisantes.

Pendant que nous parlons dans nos colloques, pendant que de beaux esprits écrivent des articles, pendant que les conférences se multiplient, il y a tous les jours des soldats qui risquent leur vie dans ce pays. Et quoi de plus normal d'ailleurs pour un soldat que de voir



Les forces de l'OTAN et de la coalition sont présentes en Afghanistan pour assurer la sécurisation du pays et le transfert progressif des responsabilités aux autorités afghanes. La formation d'une armée et de forces de sécurité afghanes joue un rôle central dans cette perspective.

sa vie exposée aux dangers de la guerre ? Tous les jours, sous la pression des événements, face au comportement de leurs ennemis, et non pas de l'armée talibane naturellement puisqu'elle n'existe pas, ils réfléchissent, ils inventent de nouveaux modes d'action pour être de mieux en mieux adaptés aux circonstances exactes de ce qui est une vraie guerre de contre-insurrection. Cette expérience est primordiale et compte énormément pour améliorer nos réponses militaires à une crise qui ne se réglera pas uniquement par une voie militaire et dont il faut qu'elle puisse un jour trouver une solution.

Ce colloque, organisé par le CESA sous la tutelle du chef d'état-major de l'armée de l'air, ne sera utile que s'il réfléchit de manière imaginative et constructive aux questions de détail qui concernent l'emploi de l'arme aérienne, sous tous ses aspects dans ce type de guerre contre-insurrectionnelle.

## 1) Dans un premier temps, dans quel cadre se déroulent nos opérations ?

Je tiens tout d'abord à souligner que nous ne nous sommes pas trompés dans notre analyse de la situation. **La stratégie définie par les Alliés, à l'occasion du sommet de Bucarest en avril 2008, notamment sous l'impulsion du président de la République française, est toujours adaptée à la gestion de la crise afghane**, et la coalition n'en a pas changée. Les divers commentateurs qui parlent d'une nouvelle stratégie à la suite de la publication des conclusions du rapport McChrystal vont vite en besogne. L'étude initiale de la situation qui a été réalisée cet été ne conteste pas la ligne définie par les dirigeants politiques de la coalition ; elle affirme la volonté de la mettre en œuvre.

Je souhaite donc vous rappeler les quatre principes qui fondent cette stratégie, en vous



DR

Le sommet de Bucarest en avril 2008 fut l'occasion d'approfondir la stratégie développée lors de la conférence de Bonn en 2001. L'engagement de la coalition dans la durée et la mise en place d'une approche globale du conflit en constituent les piliers.

rappelant qu'ils ont été définis, en des termes différents, lors de la conférence de Bonn en 2001 :

- ✎ La détermination commune des Alliés à maintenir un engagement dans la durée ;
- ✎ Un transfert progressif des responsabilités aux Afghans, ce qui est déjà en cours depuis deux ans ;
- ✎ Une approche globale de la communauté internationale intégrant à la fois la dimension civile et la dimension militaire ;
- ✎ Enfin, une stratégie politique d'ensemble tenant compte des pays voisins de l'Afghanistan, et notamment du Pakistan.

Nous devons les garder à l'esprit car c'est à l'aune de ces principes qu'une tactique peut être considérée comme efficace ou non. C'est à l'aune de ces grands principes que l'emploi de nos moyens et de nos capacités doit être envisagé.

**Cette stratégie poursuit un objectif clair :**

**le transfert de la responsabilité de la sécurité au gouvernement afghan sur une base assainie.**

Dans ce domaine, je constate que nous progressons. Le transfert dans le « *commandement régional-capitale* » est un succès, même s'il est occulté habilement par les

attentats des taliban, qui, dans le domaine de la bataille de la communication, sont plus habiles que nous. Dans cette zone, ce sont les Afghans qui commandent et qui œuvrent désormais en première ligne. Ils y ont assuré très correctement la sécurité des élections, et les troupes de l'OTAN n'y interviennent qu'à leur demande.

Vous comprenez aisément que la constitution de forces de sécurité afghanes efficaces constitue un élément central de notre stratégie.

Vous comprenez également que **l'atteinte de cet objectif nous impose d'utiliser un vocabulaire précis.**

Il ne s'agit pas de vaincre en Afghanistan mais d'obtenir un succès. Le terme de victoire n'a pas de sens dans le cas présent. Nous ne cherchons pas à anéantir un adversaire au cours d'une bataille décisive. Cette approche purement clausewitzienne qui avait encore cours dans nos engagements récents conduirait à de graves et lourdes erreurs tactiques. Nous devons obtenir une situation sécuritaire qui permette le rétablissement d'une administration locale efficace, une situation sécuritaire qui autorise l'établissement d'un solide processus de développement du pays. Une situation qui permettra, *in fine*, aux Afghans de reprendre leur destin en main.



DR

Lors des élections de 2009, la sécurité fut assurée par les Afghans et le scrutin s'est déroulé sans incidents majeurs.



DR

La coopération entre les soldats français et l'armée afghane permet de sécuriser les zones tout en menant des opérations civilo-militaires conjointes, afin de venir en aide à la population.

### **L'action sur le terrain des forces françaises au sein de la coalition, et donc des forces aériennes, s'inscrit parfaitement dans cette logique.**

Elle s'inscrit dans la droite ligne de la directive du commandant de l'ISAF : placer les populations au cœur des préoccupations.

Concernant le dispositif français, le regroupement des troupes terrestres au sein d'une *Task Force* unique et le déploiement d'un bataillon d'hélicoptères dotés des équipements les plus modernes permettent de répondre à cette approche. L'organisation adoptée depuis le début du mois de novembre est destinée à accroître la coordination de l'ensemble de nos moyens et à améliorer l'articulation des actions militaires et civiles. Il s'agit d'aider les forces de sécurité afghanes à rétablir le contrôle des districts de Surobi et de Kapisa. Il s'agit de favoriser la reprise du développement local pour affaiblir le terreau de la rébellion, notamment en assurant la liberté de circulation sur l'axe routier qui relie Jalalabad et Bagram.

C'est donc dans la perspective de la mise en œuvre d'une « approche globale » que s'inscrit l'emploi de nos moyens militaires. C'est dans le cadre d'une manœuvre profondément interarmées, interalliés et « inter-agences » que se combinent désormais nos capacités.

## **2) Alors, quelles sont les conséquences de cet engagement pour nos armées et pour la composante aérienne ?**

Première conséquence, à l'instar des autres composantes, la composante aérienne connaît un foisonnement de réflexions sur de nombreux sujets, en particulier dans le domaine **tactique**. C'est une de mes plus grandes satisfactions comme chef d'état-major des armées, lorsque je me rends en Afghanistan et lorsque je vais parfois à des colloques, de constater à quel point, dans nos armées, nos officiers ont retrouvé, sous la pression des événements, le goût de la réflexion tactique.

Confrontés à de nombreux défis, nos soldats, nos aviateurs, nos marins et nos gendarmes cherchent désormais des solutions, pour accroître leur efficacité tactique.

Ainsi, en matière d'appui au sol, il est évident que les dégâts collatéraux provoqués par des bombardements mal maîtrisés ruinent les efforts entrepris pour rétablir le dialogue. Les dégâts collatéraux sont également pain bénit pour nos adversaires qui, dans la guerre de la communication, savent saper la volonté de nos Nations.

Pourtant, aujourd'hui comme en 1924 lors de la guerre du Rif, l'appui aérien constitue un élément clé dans la protection des troupes au sol dans les moments les plus critiques. L'épisode de la défense d'une base avancée dans la Kunar, située à la frontière afghano-pakistanaise, nous l'a rappelé il y a quelques mois.

Les réflexions sur ce sujet ont conduit à ce que l'emploi du bombardement soit subordonné, d'une part, à une définition précise des effets à produire, à l'appréciation de son opportunité et de la prise de risques afférente par le commandant terre de l'opération et, d'autre part, à une stricte identification de la cible par les pilotes. L'échange d'informations en temps réel entre les différents

capteurs participe à cette démarche d'amélioration de cette identification et donc de l'efficacité militaire de nos capacités dans le cadre de notre stratégie.

Mais cette pensée ne doit pas rester isolée, cantonnée au seul niveau tactique. Elle doit **enrichir nos réflexions stratégiques**.

Le théâtre afghan a notamment ouvert un vaste champ d'investigation dans le domaine aérien. Le développement croissant des capacités des drones pose la question de la place qu'ils occuperont dans les opérations à venir. Vous devez approfondir ce sujet car les réponses aux multiples questions techniques, tactiques et humaines qu'il soulève conditionneront l'évolution de notre outil de défense et de nos équipements.

La composante aérienne, qui est née de l'innovation technique et tactique lors de la première guerre mondiale, doit jouer un rôle essentiel dans les réflexions en cours. Le théâtre afghan peut fournir l'occasion à l'armée de l'air de renouer avec son passé de laboratoire tactique qu'elle a su être lors de la guerre d'Algérie lorsqu'elle a développé des outils adaptés à la contre-guérilla. Je pense à l'emploi d'avions de la seconde guerre mondiale plus lents et plus efficaces dans les affrontements du moment, à la création des commandos de l'air, à la mise en œuvre des hélicoptères *Pirate*. Confrontée à la pression des événements, l'imagination doit retrouver toute sa place. Dans le prolongement des grandes évolutions qui ont marqué la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, l'armée de l'air doit maintenir à un très haut niveau son esprit d'innovation en s'évadant des schémas récents.

La seconde conséquence qui apparaît réside dans une autre réalité de terrain : nous avons une **plus grande maîtrise dans la coordination de l'emploi des moyens et de leurs effets**. Plus que pour toute autre opération, l'engagement de nos forces en Afghanistan se traduit par un renforcement de la coopération entre les différentes capacités :

✎ Une coopération accrue entre les capacités militaires d'abord. Et dans ce domaine la composante aérienne œuvre quotidiennement en étroite liaison avec la composante terrestre. Elle fournit du renseignement, des appuis, de l'aérotransport de troupes et, bien entendu, un soutien logistique essentiel pour un théâtre enclavé. Ce colloque doit être l'occasion d'étudier et d'améliorer encore ces quatre points, en définissant comment ils peuvent sortir des routines classiques et comment les moyens actuels peuvent être employés avec encore plus d'efficacité, notamment en ce qui concerne les insuffisances dans le domaine du transport. Imagination et innovation devront être les maîtres mots ;



La coopération entre acteurs civils et militaires a permis de réhabiliter l'aéroport de Kaboul, autorisant ainsi le rétablissement de la circulation aérienne. Le premier vol commercial de la compagnie Ariana est l'illustration de cette coopération.

✎ Une coopération entre capacités civiles et militaires également, puisqu'il convient de montrer aux Afghans les effets positifs de notre stratégie sur leur vie quotidienne. Ainsi, cette coopération se traduit par la mise en œuvre de nombreuses actions concrètes de développement sur l'ensemble du territoire et par des actions de plus grande ampleur comme, par exemple, le rétablissement de la circulation aérienne civile sur l'aéroport de Kaboul. Dans ce domaine, les premiers aviateurs qui ont pris en charge la sécurité de cet aéroport doivent tirer les leçons de l'expérience des missions menées au profit de la plateforme de Sarajevo en Bosnie-Herzégovine.



La composante aérienne œuvre au quotidien afin d'assurer le soutien logistique des forces au sol sur des terrains isolés et peu praticables. Ici, le ravitaillement d'une base avancée par largage aérien.

☞ Cette complémentarité, qui est devenue une évidence pour les hommes et les femmes qui sont déployés sur ce théâtre, doit être entretenue au travers de deux types d'actions.

D'une part, les retours d'expérience complets doivent donner lieu à l'établissement des doctrines et des concepts d'emploi interarmées qui s'imposent dans la gestion des crises actuelles. Ce colloque pourrait apporter une contribution utile à cette entreprise, par les réflexions qui seraient présentées au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations. Celui-ci ne peut convenablement travailler qu'à partir de la richesse des contributions issues à la fois du terrain et d'une réflexion théorique rigoureusement conduite.

D'autre part, nous devons favoriser une préparation opérationnelle et un entraînement interarmées plus poussés de nos forces. Nous devons mettre à profit la connaissance acquise sur le théâtre afghan. Nous devons diffuser l'expérience accumulée à l'ensemble des unités et des formations. L'amélioration de cette transmission d'information doit aussi constituer un sujet d'étude lors de ce colloque.

Troisième constat : **nos forces ont acquis une aisance dans le travail en coalition.**

En effet, l'emploi des capacités civiles et militaires se fait bien évidemment dans le cadre de l'ISAF. Toutes nos actions se déroulent dans un environnement multinational. Du déploiement d'une force de réaction rapide hélicoptérée à la réalisation d'une évacuation sanitaire, nos opérations nécessitent souvent l'intervention de personnel de différentes nationalités jusqu'à l'échelon le plus bas.

D'ailleurs, nos capacités aériennes travaillent fréquemment au profit de la coalition. Elles ne sont pas exclusivement affectées aux troupes françaises, et leurs bases de stationnement sont multinationales, qu'il s'agisse de Kandahar, de Kaboul ou de Bagram.

Cette aisance tactique dans le travail en coalition n'est possible que parce que nos forces disposent de matériels et de procédures interopérables, interopérabilité qui est désormais impérative et qui nécessite parfois l'adaptation de certains de nos matériels. C'est dans ce cadre que la mise en place de moyens de transmission d'images sur les *Rafale* a été décidée. Il est là aussi néces-

saire de réfléchir au niveau des états-majors, de la Délégation générale de l'armement : comment améliorer cette interopérabilité ?

Ainsi, la réactivité et la souplesse d'emploi ne s'imposent pas que dans le domaine de la tactique et de l'utilisation des capacités. **Nos équipements évoluent également sous l'effet du conflit afghan.** Et il s'agit là d'une autre conséquence de notre engagement.

Pour que nos soldats disposent des outils adaptés à la conduite de leur mission, tout le ministère s'est mis en ordre de bataille. Des équipements individuels aux drones, la réactivité est le maître mot. Sans cesse et en temps réel, je fais en sorte que nos unités sur le terrain disposent des moyens disponibles les mieux adaptés aux situations que nos soldats affrontent. Concernant les drones d'ailleurs, la décision de les déployer sur le théâtre a été prise sans attendre la mise en service opérationnelle habituelle. L'objectif bien compris par les armées et par les industriels a été de répondre dans les plus brefs délais aux besoins immédiats de nos forces en matière de renseignement.

L'enjeu est bien que toute notre organisation se tourne vers l'accomplissement de la

mission, vers la satisfaction des besoins des troupes engagées dans des opérations délicates. Outre l'acquisition et la mise en place de matériels adaptés, notre engagement a souligné l'importance de la polyvalence de nos équipements. L'utilisation de ces équipements ne doit pas être enfermée dans un cadre d'emploi ou dans un concept d'emploi idéologique. Cette polyvalence permet de renforcer la souplesse dans l'emploi de nos moyens, souplesse indispensable pour innover et contrer efficacement nos adversaires. Réfléchir à la polyvalence est aussi un moyen d'ouvrir les esprits.

L'éloignement de la guerre de nos horizons européens, l'éloignement géographique du conflit afghan et la difficulté d'en saisir le lien avec l'intérêt national rendent plus difficiles l'acceptation de l'évidence : une opération militaire comporte des risques. Des risques que des hommes et des femmes acceptent de prendre librement au nom de la Nation. Des risques qui font que les militaires peuvent être amenés à tuer ou à être tués pour défendre les intérêts de notre pays.

Cette réalité nous devons la rappeler à notre opinion publique comme nous devons l'accepter en interne. Chaque militaire sait, lors-



Le conflit afghan a permis à la composante aérienne de développer et d'adapter ses équipements et leur mise en œuvre opérationnelle. De ce point de vue, l'acquisition et l'utilisation des drones de renseignement sont une évolution essentielle.



DR

Un des enseignements que nous devons tirer de notre engagement réside dans l'acceptation des aléas de la guerre et de la mort au combat.

qu'il s'est engagé, qu'il s'est d'abord et avant tout engagé à risquer sa vie si les autorités de son pays le lui demandaient. C'est le cœur et la noblesse de notre métier de soldat.

Pour la composante aérienne en Afghanistan, cela recouvre une inquiétude que nous avons tous : celle de voir les insurgés se doter d'armements sol-air. Ne l'oublions pas, la livraison par les Américains de missiles *Stinger* aux *Mujahidin* a permis au commandant Ghaffar d'abattre trois *Mi-24* à Jallalabab, en septembre 1986. Cet événement marque le tournant de la guerre contre les Soviétiques. Cette menace mérite donc toute notre vigilance et je sais qu'elle est au cœur des préoccupations opérationnelles de tous les aviateurs.

Vous l'aurez compris, pour atteindre son but, notre stratégie a placé les populations au cœur de nos préoccupations. Cela conditionne l'emploi tactique de nos moyens et nous conduit à combiner le plus intelligemment possible l'ensemble de nos capacités civiles et militaires.

Cela pousse nos soldats, aviateurs ou marins, à chercher des solutions, à innover, face à un adversaire qui adapte en permanence ses modes opératoires.

Les réflexions qui résultent de notre expérience afghane sont nombreuses. La tentation est grande de vouloir considérer les enseignements que nous tirerons de cet engagement particulier comme des principes généraux.

Nous devons faire preuve de discernement dans nos conclusions en termes capacitaires. Il serait dangereux de vouloir construire un outil militaire sur la situation du moment en prenant le risque de ne pas être en mesure de répondre aux défis futurs. Nous ne devons jamais perdre de vue que les armées constituent avant tout l'outil qui permet à la Nation de réagir face à l'impensable et que la contribution de nos armées à la lutte contre l'instabilité mondiale ne constitue que l'une des trois directions de notre triangle stratégique.

Mesdames et messieurs, voilà les quelques considérations que je tenais à partager avec vous pour fixer le cadre de vos réflexions. Je vous souhaite donc un bon colloque et de riches débats autour du fait aérien en Afghanistan. Soyez humbles, responsables et imaginatifs. Ne faites pas un pastiche du rapport McChrystal ou un *remake* de la conférence de Bonn, mais attachez-vous à répondre aux questions concrètes que pose l'utilisation de l'arme aérienne dans un cadre de guerre de contre-insurrection. ●

Madame Françoise Hostalier,  
députée du Nord, membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées,  
vice-présidente du groupe d'amitié France-Afghanistan.

Forte de son expérience personnelle dans un pays où elle se rend régulièrement, co-auteur d'un rapport sur l'Afghanistan pour l'UEO, Françoise Hostalier évoque la complexité de la situation afghane et le malentendu qui existe, selon elle, entre Occidentaux et Afghans.



CESA

Mme Françoise Hostalier, députée de la commission de la Défense et des forces armées, spécialiste de l'Afghanistan.

Il y a un plus d'un an, le 22 septembre 2008, après un débat d'une rare gravité, l'Assemblée nationale autorisait, par 343 voix contre 210, la prolongation de l'intervention des forces armées françaises en Afghanistan.

Le 16 novembre dernier, un nouveau débat a eu lieu au Sénat, et je voudrais souligner l'intelligence des orateurs qui ont su faire preuve de retenue et n'ont pas politisé le débat, mais l'ont traité avec beaucoup de responsabilité, en rendant hommage aux soldats français morts ou blessés sur le théâtre afghan.

Finalement, tous se sont posé la même question : que fait-on là bas ?

Et c'est cette même question que nous nous poserons très probablement à l'Assemblée nationale le 16 décembre prochain.

Personnellement, j'ai découvert l'Afghanistan en 1997, à travers les actions que nous menions dans le cadre de la défense du droit des femmes. À ce titre, je voudrais saluer la présence ici de Patricia Lalonde, qui s'est beaucoup battue et qui milite encore beaucoup pour cette cause.

Je me suis rendue dans le pays la première fois en 2002, au moment de la rentrée des classes, et ce que j'y ai découvert était surréaliste. J'étais dans un pays totalement détruit, mais où résidait un espoir incroyable, et qui avait une grande volonté de se reconstruire.

Je pense, avec le recul, qu'il y a eu, dès cette période, un très grand malentendu entre les Afghans et les Occidentaux.

Je suis retournée en Afghanistan deux à trois fois par an depuis, dans des conditions très



DF

Malgré un manque de moyens évident, l'espoir et la motivation de la population afghane demeurent. L'éducation reste une priorité pour une reconstruction profonde et durable.



diverses, et notamment en tant qu'observateur des élections en 2004 (Kaboul) et 2005 (Kandahar), dans un cadre associatif ou politique.

Et j'ai vu, voyage après voyage, la situation se dégrader inexorablement (je salue d'ailleurs Alain Boinet et Étienne Gille qui vous en parleront bien mieux que moi car ils connaissent parfaitement la réalité de ce pays).

Je ne fais qu'ajouter ma voix à tous ceux qui ont l'impression de prêcher dans le désert depuis les premiers accords de Bonn (ceux du 5 décembre 2001). La reconstruction de l'Afghanistan ne pourra pas se faire sans les Afghans, et nous ne devons pas imposer à ce pays des normes qui n'ont rien à voir avec sa culture, son histoire ou son environnement. À ce titre, je pense que le pire vient d'être atteint avec la parodie d'élection présidentielle que nous avons imposée au peuple afghan.

En Afghanistan, 47 % de la population a moins de quinze ans. Cela veut dire que plus d'un Afghan sur deux n'a connu que la guerre !

Comment reconstruire un pays, l'idée d'une nation, si on ne commence pas par expliquer aux Afghans, aux jeunes surtout, qu'ils sont issus d'une grande et riche histoire de croisement des peuples et des civilisations, dont ils peuvent être fiers, et que nous n'avons pas l'intention de gommer leur passé mais de les aider à se reconstruire dans le respect de ce passé ?

L'exposition « *Afghanistan : les trésors retrouvés* », présentée au musée Guimet, démontrait fort à propos que nous n'en étions même pas encore aux Gaulois quand les ancêtres des Afghans maîtrisaient l'art du verre ou de l'or avec un raffinement incroyable.

Malheureusement, les seuls à tenir un discours valorisant auprès des jeunes aujourd'hui en Afghanistan sont les islamistes et les taliban, ce qui ne nous est pas vraiment favorable.

Sans stigmatiser personne, il faut reconnaître que certains de nos partenaires en Afghanistan ont un comportement très particulier, qui est parfois mal perçu par les Afghans.

De ce fait, nous sommes entrés dans une spirale sécuritaire qui nous demande plus d'énergie, et de moyens, tant pour nous sécuriser nous-mêmes que pour contribuer à la sécurité des Afghans.

Cependant, et vous le savez sans doute mieux que moi, pour des raisons historiques, culturelles mais aussi comportementales, les Afghans aiment bien les Français.

Au début de l'intervention en 2001, la France avait un statut particulier, que ce soit au niveau militaire ou au niveau associatif. Je me souviens, par exemple, en 2003 avoir rencontré trois militaires français patrouillant dans *Chicken Street*<sup>1</sup>, en jeep, sans casque sur la tête ni gilet pare-balles.

Je me souviens aussi qu'à cette époque j'allais à pied à l'ambassade de France en marchant tranquillement sur le trottoir.

Malheureusement, les Occidentaux sont désormais tous considérés comme des occupants, car, s'ils ont apporté un peu de confort, ils ont également introduit dans le même temps les attentats, les bombardements, la bunkérisation de certains quartiers notamment à Kaboul, la peur au quotidien et la corruption à tous les niveaux.

Ainsi, l'originalité française est désormais gommée dans l'amalgame : nous devenons des forces d'occupation.

Inversement, au niveau militaire, j'ai l'impression que cette originalité est en train de se propager auprès de certains de nos partenaires, qui regardent avec un plus grand intérêt la façon dont nous menons les actions en Kapisa et en Surobi.

---

<sup>1</sup> *Chicken Street* : rue de Kaboul.



Les opérations civilo-militaires entrent dans le processus d'une approche globale et favorisent l'action de la coalition auprès de la population. La France participe largement à ces opérations.

Au départ, je dois dire que j'étais très réservée sur ce que l'on appelle les opérations civilo-militaires, et sur le risque de brouillage des rôles entre les militaires et les ONG.

Pour autant, je pense que si les missions sont clairement délimitées et que leur enchaînement est programmé et financé, c'est probablement, dans certaines régions, la bonne solution.

Le problème aujourd'hui, c'est que ce conflit dépasse les frontières afghanes.

En effet, tous les pays limitrophes sont impliqués et ont intérêt à ce que l'Afghanistan devienne un État de droit, que la sécurité des personnes soit assurée, et qu'un véritable développement économique puisse être

amorcé. Tous ont bien conscience maintenant que si l'Afghanistan bascule et que les taliban reviennent au pouvoir, ils ne pourront pas faire face.

De mon point de vue, c'est là le sens nouveau de notre engagement en Afghanistan.

Il ne s'agit plus seulement de l'Afghanistan, mais d'un risque de déstabilisation de toute une région, avec des pays qui ont pour certains la bombe atomique, et d'autres qui maîtrisent des circuits énergétiques majeurs, ou peuvent devenir des plaques tournantes des réseaux mafieux ou de potentiels foyers de terrorisme.

Nous sommes militairement présents dans ce pays depuis maintenant huit ans.



DR

La présence des ONG ou de l'ONU, comme l'UNHCR, permet de remédier aux difficultés immédiates et de préparer la reconstruction. Ce travail indispensable se fait en parallèle de l'action de sécurisation de la coalition.

Les questions qui se posent sont autant politiques que militaires : quels enseignements pouvons-nous en tirer ? Et quelle stratégie pouvons-nous mettre en place pour sortir de ce théâtre ?

Le politique ne peut désormais s'engager que sur des objectifs clairs, programmés et évalués. Le militaire, lui, qui est au service du politique, doit donner les éléments et les garanties pour que les objectifs soient atteints.

Enfin, la société civile, les ONG et les coopérations diverses doivent pouvoir accompagner dans la durée la volonté du politique et l'engagement du militaire.

Alors, que pouvons-nous faire dans l'immédiat ?

Je crois qu'il nous faut redonner confiance à la population en sécurisant chaque zone, l'une après l'autre, et en utilisant au mieux la complémentarité des moyens mis en jeu en fonction de ceux de l'adversaire.

**Et notre atout principal dans cette guerre, c'est le fait aérien.**

En effet aucun fantassin, même devenu « félin », ne pourra jamais rivaliser avec un « insurgé » connaissant par cœur chaque recoin de sa montagne, qu'il escalade avec une

simple *Kalachnikov* en bandoulière, à moins qu'il ne soit appuyé par un système de renseignement qui lui donnera une année-lumière d'avance dans l'information sur la position et les forces de l'ennemi.

Plus largement, dans un pays enclavé, où plusieurs heures, voire jours de piste sont nécessaires pour atteindre les villages (en 2006, j'ai mis huit heures pour aller de Kaboul à Bamyane, 180 km !), il n'y a que la voie aérienne qui peut sécuriser les convois, et parfois les remplacer.



DR

La puissance aérienne joue un rôle fondamental dans l'action de la coalition. Ses qualités intrinsèques sont précieuses, notamment dans les missions de sécurisation de zones ou de convois (reconnaissance et surveillance d'itinéraires et de zones d'intérêt, appui feu).

Géographiquement, comment atteindre aujourd'hui l'Afghanistan sans passer par les airs ? L'utilisation et la sécurisation de l'espace aérien en Afghanistan mais aussi dans les pays limitrophes (j'ai pu par exemple me rendre sur la base de Manas au Kirghizistan juste avant la renégociation) sont essentielles dans cette phase critique.

En conclusion, la situation est complexe, et le moment est décisif. Le fait aérien est à mon avis l'un des outils majeurs pour l'avenir, que ce soit pour favoriser le développement économique ou pour améliorer la sécurité des soldats comme de la population. ●

## Présentation des débats

Monsieur Ulysse Gosset,  
journaliste France Télévision.

Ulysse Gosset souligne la pertinence de ce colloque qui arrive à un moment clef de l'actualité internationale, et la nécessité de parler concrètement de l'action aérienne à l'heure où la communauté internationale tente de définir sa stratégie en Afghanistan.



CESA

Monsieur Ulysse Gosset, journaliste de France Télévision, modère la première table ronde.

Nous sommes donc ici pour essayer, en ce moment critique que nous traversons en Afghanistan et avant de reparler spécifiquement dans l'après-midi du fait aérien, de replacer ce fait aérien dans un contexte afghan complexe, et qui se situe à un moment crucial puisque, comme vous le savez, à Washington, à Paris, à Londres, mais également au Pakistan, en Inde et ailleurs, la communauté internationale est en train d'essayer de définir avec plus de précision sa stratégie en Afghanistan.

Le Président américain Barack Obama s'exprimera ce soir depuis l'*Academy* militaire de Westpoint, lieu chargé de symboles, pour annoncer à ses compatriotes et au monde ses décisions, décisions qui ont, d'ores et déjà, été prises, et pour lesquelles il a d'ailleurs donné ses ordres, dès dimanche, depuis la Maison Blanche.

C'est dire si ce colloque intervient dans un moment particulièrement bien choisi, quelques semaines à peine après l'élection présidentielle afghane, le jour même de l'intervention du président des États-Unis, après l'intervention du président de la République Nicolas Sarkozy hier et à quelques semaines d'une conférence internationale qui aura lieu à Londres.

Il faut bien reconnaître que le général Georgelin a été très précis et a fixé la barre très haut, ce matin, puisqu'il a affirmé qu'il ne s'agissait pas de faire lors de ce colloque un pastiche du rapport du général McChrystal, ni un *remake* de la conférence de Bonn et encore moins un « *preview* » de la conférence de Londres. Néanmoins, je crois qu'il est très important, avant d'entrer dans le concret du fait aérien, de rappeler le contexte afghan grâce à l'intervention de certains des meilleurs experts de la situation, et avec des gens qui sont impliqués directement sur le terrain, comme cela est notamment le cas du chef d'état-major de l'armée aérienne



DR

L'intervention du Président des États-Unis à la United States Military Academy Westpoint a permis de formaliser les décisions prises concernant l'Afghanistan.

afghane. Je rappelle, juste avant de donner la parole à Son Excellence l'ambassadeur d'Afghanistan à Paris, cette petite phrase de Barack Obama qui a affirmé qu'après « *huit années où nous n'avons pas toujours eu les ressources et la stratégie nécessaires* » il avait l'intention de finir le travail.

Quelles stratégies donc pour l'Afghanistan ? Même si le général Georgelin a affirmé ce matin que l'heure était à l'action et que la

stratégie définie à Bonn était la bonne, il s'agit maintenant de pouvoir cerner précisément la situation sur place et de voir avec nos différents intervenants comment, chacun de leur point de vue, ils envisagent la situation.

Je vais donc immédiatement céder la parole à Monsieur l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Paris, Monsieur Omar Samad.

Je vous remercie. ●

# La volonté afghane d'une force aérienne capable de défendre le peuple et de servir les intérêts nationaux

Son Excellence monsieur Omar Samad,  
ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Paris.

Omar Samad salue l'opportunité d'une telle journée de débats. Après avoir rappelé l'importance du recrutement et de la formation, il revient sur les enjeux du processus de reconstruction qui selon lui passe par un engagement international solide et une force aérienne efficace.



Son Excellence monsieur Omar Samad, ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan en France.

## (L'ambassadeur commence son intervention en français)

Tout d'abord, je tiens à remercier le général Laurent ainsi que toute l'équipe du Centre d'études stratégiques aérospatiales, notamment le colonel Erschens, chef de projet, pour avoir organisé ce colloque sur « *Le fait aérien en Afghanistan* », sujet d'une grande importance trop peu exploré.

Je voudrais saluer les militaires français et alliés ainsi que les civils, engagés en Afghanistan, qui

prennent des risques depuis 2001 pour nous soutenir et surtout soutenir ceux qui sont tombés sur le sol afghan. Je constate avec joie la présence vaste et variée de représentants français militaires et civils et de représentants des pays alliés qui nous aident à retrouver la maîtrise de notre destin, en participant à la reconstruction et au développement de notre pays qui est dévasté et qui a été stigmatisé par trente années de conflit.

Je suis également ravi que le général Dawran, chef des forces aériennes afghanes, ait pu se joindre à nous aujourd'hui et nous faire l'honneur de partager ses expériences et sa pensée sur le développement de ce secteur clé pour notre pays.

Je tiens à souligner que le processus électoral afghan, qui s'est avéré complexe, vient juste de se dénouer et que dans quelques heures, le Président américain va annoncer la nouvelle stratégie de son pays en Afghanistan. Ce colloque se déroule ainsi à un moment unique et décisif.

Concernant le sujet qui fait l'objet de notre discussion aujourd'hui, une stratégie révisée ou encore une stratégie de retrait ne doit pas laisser de côté le projet de faire renaître la force aérienne afghane en tant qu'institution qui doit garantir nos acquis et contribuer à poursuivre nos objectifs.



Je vais laisser mon collègue afghan faire part de sa vision et de ses expériences, mais auparavant, je voudrais faire quelques remarques sur cette force aérienne qui a été établie il y a près de quatre-vingt-dix ans et qui a connu de multiples remous et transformations.

☞ Compte tenu des réalités du terrain afghan, l'aviation est une ressource qui doit être développée et étendue à tous les niveaux. Pour ce faire, des discussions sont en cours au sein des agences de développement sur la capacité de déploiement d'avions afin de gagner en efficacité.

☞ Face à la topographie afghane, combattre l'insurrection sans artillerie ni couverture aérienne ne semble pas efficace.

☞ La contribution des forces afghanes dans l'évacuation des blessés, les ponts aériens, les opérations de reconnaissance ou les autres missions en soutien des forces de l'OTAN prendra du temps.

☞ Les Afghans peuvent et doivent être plus impliqués dans les missions de ciblage et de gestion des opérations aériennes. Un tel partenariat pourrait ainsi contribuer à apporter une meilleure connaissance du terrain afin de réduire les pertes civiles ainsi que les erreurs de jugement.

Je voudrais dire enfin que l'objectif de la force aérienne afghane n'est pas de constituer une menace pour son propre peuple ou pour ses pays voisins mais plutôt d'offrir une capacité de défense à son peuple et de servir les intérêts nationaux en tant que vecteur de proximité, d'unité, de développement, de transport ou encore de secours.

Je voudrais exprimer ma gratitude et mon affection aux nations qui contribuent à la relance et reconstruction de la force aérienne afghane, notamment grâce à la *Combined Air Power Transition Force* (CAPTF), menée par les États-Unis, et qui fournissent des efforts pour nous aider à reconstruire et moderniser



DF

La constitution d'une force aérienne afghane est un enjeu important. Elle doit permettre à la population d'être protégée par sa propre armée. La démonstration des L-39 Albatros afghans, avions d'entraînement, représente une première étape du travail accompli jusqu'ici par l'ISAF et les aviateurs afghans.

l'armée de l'air nationale afghane – l'ANA Air Corps. Sans votre engagement et votre assistance, nous ne pourrions pas atteindre nos buts. Je vous remercie de votre attention.

(L'ambassadeur poursuit son intervention en anglais)

Ladies and gentlemen,  
As you know, our side recently announced its political will to take charge of security responsibilities within the next five years. This objective will necessitate the speedy growth of training and mentoring of the Afghan army, air force, police and intelligence units to numbers much higher than previously anticipated.

However, as we are all painfully aware, the Afghan institutions will not be able to perform as desired, in terms of necessary numbers, alone. If the quality of the training, logistics, infrastructure and inventory do not match the standards that are required for effectiveness and durability within a theatre of complex conventional and asymmetric threats, our collective efforts and investments would amount to minimal change.

Our recent announcement to increase salaries of military and police personnel by 40% is very good news indeed. It will help us to recruit, deploy and retain more troops. However, we are aware of the almost equal-pay scales, on



DR

Le peuple afghan doit être au centre de toute tentative de reconstruction du pays. Le rétablissement de la confiance du peuple dans ses institutions, l'investissement dans les infrastructures et le rétablissement de la sécurité, y compris dans les zones tribales, sont des objectifs vitaux qui doivent guider l'action de la coalition et des institutions afghanes.

the opposite side, provided to terror groups financed from a variety of sources including drug money and generous donations from supporters of extremism.

I want to add that all these elements of change and reform help us build momentum that is much needed to counter the threats that exist internally and at the regional level. There are, however, three other key-considerations that need to be part of the strategic equations to help recreate momentum and build trust as we review and revise our stance on all sides:

- ✎ Reinforcing the trust factors between the Afghan people and their institutions on political, social, judicial and economic grounds to improved governance, real application of law, and institutional and capacity building measures. To complement that dimension, to address the trust deficit that has emerged between the Afghans and segments within the international community, which is an issue we hope the new emerging policies and initiatives in areas such as anti-corruption and counter-narcotics, will address and resolve.

- ✎ Investing smartly in poverty alleviation and job creative initiatives by funding large and medium scale infrastructures and public works projects through public-private partnerships that are credible and accountable.

- ✎ Dealing with the regional sources of instability with the application of a coherent and comprehensive approach that will change the 1980s strategic mindset that is either obsolete or misconceived. This remedy will require coordinated international efforts that aim to dismantle the infrastructures of terror and replace them with people-centric aspirations that promote social, economic and educational opportunities in our troubled regions, especially in tribal regions of Afghanistan and Pakistan.

Although concerned and somewhat frustrated, the Afghans remain hopeful and willing to move in a direction that reflects the aspirations and the will of the population at large, of whom 70% are under the age of 30, and do not want to be left behind, once more, from the currents of progress, prosperity, regional and global integration.



8

Avec 70% de la population afghane ayant moins de trente ans, la formation est un enjeu crucial de la reconstruction. Il est fondamental que la coalition œuvre à redonner au peuple afghan des compétences dans les différents domaines de première nécessité.

There is now talk of exit strategies and accelerated ‘*afghanization*’ of the mission. An exit strategy does and should not necessarily conjure a specific date for withdrawal while the work is still in progress and the opposite side is given the advantage of prolonging our misery in order to implement its agenda according to a calendar date.

Instead, we are hopeful that it will lay the groundwork for achieving certain milestones according to well established and measurable benchmarks. Meeting those criteria as part of the ‘*afghanization*’ process requires rigorous, result-driven and transparent implementation. The most important element, in my humble opinion, is to help us raise competencies and capacities to take on the different aspects of the mission, especially in terms of leadership and management.

An exit strategy also does not mean that we should indulge in blame-games as an alternate to seeking viable solutions, or relinquish on our commitments while expecting one or two parties to do the heavy lifting. It is up to our

NATO friends to decide on the numbers and on the contribution. If the afghan case is put in context and properly communicated, demonstrating concrete signs of progress, then there is little reason to be concerned about public opinion fatigue or insouciance. On the afghan side, we will do and should do what is necessary and feasible in a responsible manner.

Does anyone really believe that *Al-Qaida* and the radicals, within groups such as the Taliban, who could not exist outside of a misguided *jihadi* frame of reference, are no longer a threat to our societies and well-being? Does anyone believe that returning to Taliban-style rule will help us defend certain universal values like education and gender rights or keep us safe and out of reach of suicide bombers wherever we may be, regardless of what happens to the Afghans?

Mindful of consequences, it is exactly within this change in paradigm that we should seek reconciliation with those Afghans who renounce on terror as a means, and are eager to contribute towards a more just and inclusive end. ●

## La vision d'un « expert » des conflits armés sur l'action internationale en Afghanistan

Monsieur Gérard Chaliand,  
géopolitologue et spécialiste des conflits armés.

Gérard Chaliand, spécialiste reconnu des conflits armés qu'il a longtemps étudiés sur le terrain, indique quelles sont, selon lui, les erreurs commises par les Occidentaux, en général, et par les Américains, en particulier, depuis le début du conflit en Afghanistan. Il reconnaît toutefois des points positifs dans cet engagement, comme la formation de l'armée afghane.

Je ne suis pas un aviateur, je suis un fantassin. J'ai passé plusieurs années de ma vie dans des insurrections. En général du côté des insurgés, et de façons très diverses. Parfois avec des Latino-Américains marxistes-léninistes, parfois avec des nationalistes kurdes qui se battaient contre Khomeiny, d'autres fois pendant les bombardements américains dans le Nord du Vietnam, ou contre les Soviétiques avec les Moudjahiddin. Je retourne sur le terrain de façon régulière, que ce soit en Irak ou en Afghanistan, depuis un certain nombre d'années.

En ce qui concerne la situation afghane, je trouve que le rapport du général McChrystal, c'est-à-dire la partie critique, est remarquable, et je vois très peu d'armées dans le monde capables de demander à un général d'évaluer la situation avec cette rigueur et ce courage.

Si la stratégie adoptée à Bonn était bonne et qu'elle avait été appliquée, nous ne serions pas ici huit ans après à nous demander pourquoi quelque chose n'a pas marché. Comme on dit en anglais : « *What went wrong* ». Ce qui s'est passé c'est que, finalement, l'Afghanistan a été la victime collatérale de la guerre d'Irak. C'est la guerre d'Irak qui a déterminé la stratégie américaine de George W. Bush, des néo-



M. Chaliand, géopolitologue du « terrain ». Sa grande expérience lui permet de comparer la situation afghane avec les autres crises insurrectionnelles.

conservateurs, du vice-président, du directeur du Pentagone, et qui fait que l'Afghanistan a été considéré comme un théâtre mineur, complètement négligé.

Je ne dis pas que rien n'a été fait en Afghanistan, mais, de toute évidence, ce qui a été fait est insuffisant. Sans cela, la situation ne serait pas celle que nous connaissons aujourd'hui. D'une façon générale, le nombre de troupes affectées du côté américain a été extrêmement limité,



17 000 hommes au départ, plus quelques milliers de Britanniques par la suite. Il en a été de même avec les troupes de l'OTAN, elles aussi limitées en nombre.

La sécurisation a visé essentiellement Kaboul. Et en ce qui concerne les zones pachtounes, les choses ont peu changé. Or la guerre se passe essentiellement en zone pachtounne. Dans ces zones, l'eau potable n'a pas été apportée, l'électricité non plus. Ces éléments de base de la vie courante, peu coûteux, n'ont pas été mis en place dans la mesure où les moyens n'ont pas été donnés au gouvernement afghan de le faire.

Les conditions générales d'une reconstruction promise par le président Bush – le fameux plan Marshall – n'ont évidemment jamais été appliquées dans la mesure où l'Irak était pour les Américains l'essentiel, et la situation afghane s'est lentement dégradée. En effet, l'offensive de 2001 n'a pas été menée par les troupes américaines au sol mais elle a été sous-traitée dans le cadre de la « guerre zéro mort », problème majeur des Occidentaux. Cette manière de mener la guerre a permis aux taliban de se regrouper pour former un sanctuaire. Or, quand on ne veut pas de pertes de soldats au

sol, on ne se mêle pas à des guerres irrégulières, ou alors il faut les assumer.

On a assisté à un changement de sensibilité dans les opinions publiques occidentales, particulièrement frappant chez les Européens. Ils ont perdu tout sens de la tragédie et se situent un peu hors de l'histoire après plus d'un demi-siècle de sécurité et de prospérité relative garanties par les États-Unis. En définitive, ils ne veulent courir aucun risque tragique alors que l'on est entouré d'un monde qui ne cesse, lui, d'être tragique et privé de beaucoup de choses.

Pour résumer, en Afghanistan, d'une manière générale, l'aide apportée a été sous-traitée de la même façon que la guerre l'a été dans le Nord par « l'Alliance du Nord », et dans le Sud par ceux que l'on appelle « les Seigneurs de la guerre ». Les sous-traitances économiques ont évidemment aussi profité à la corruption, aux experts comme aux « boîtes occidentales » qui participaient à cette aide, mais chez qui cette dernière revenait en grande partie.

Bref, tout cela a été un remarquable gâchis qui n'a pas transformé la situation des populations. J'ai eu l'occasion de rencontrer ces populations lorsque, avec les élèves auxquels j'ai ensei-



DF

L'instauration de relations avec la population afghane, dans une démarche civilo-militaire, constitue une facette moins connue de l'action des forces aériennes. La présence de l'armée de l'air en Afghanistan ne se limite pas seulement à la mise en œuvre de vecteurs aériens.

gné au centre stratégique que j'ai contribué à créer à Kaboul, nous nous sommes déplacés à Kandahar, à Orozdan ou la province de Hérat. Nous avons rencontré les anciens, ceux qui dirigent les villages et qui nous disent à chaque fois : « *Nous sommes déçus, rien n'a été fait en ce qui nous concerne* ». C'est une énorme déception que l'on rencontre dans les zones qui sont dites « zones de guerre ».

Alors, face à cela, quelle stratégie est possible aujourd'hui ? Cette stratégie est à redéfinir : c'est en quelque sorte « on recommence ». Non pas à zéro, parce qu'on ne recommence jamais à zéro. Mais il faut recommencer avec sept années de retard. C'est à dire que la stratégie définie par le général McChrystal était parfaite en 2002. Aujourd'hui, elle est difficile parce qu'elle vient tard avec très peu de moyens. Il a demandé le minimum.

Est-il possible de modifier la situation en zone pachtoune ? Je ne sais pas. Je pense que c'est très difficile, très difficile de ravir l'initiative à l'adversaire. Je ne dis pas que c'est impossible, je dis que c'est très difficile.

Par contre, dans le Nord où il y a une population qui jusqu'à maintenant n'a guère de sympathie pour les taliban (dans l'ensemble, elle leur est hostile à 80 % au moins), il est possible d'améliorer les conditions. En effet, s'il est trop tard pour gagner les esprits et les cœurs, on peut essayer de gagner les estomacs en améliorant la situation économique, en prouvant que la présence occidentale correspond à une amélioration des conditions de vie et, en plus, cela n'est pas coûteux. On est dans des zones de privations et de difficultés telles, qu'un léger changement qui, ici, serait interprété comme minime, représente là-bas beaucoup.

De surcroît, la formation d'une armée afghane est une des priorités dans la mesure où aucun peuple, aucune armée ne peut prétendre, sur la durée, se battre pour la liberté d'un autre peuple. Il s'agit donc de passer sérieusement le relais car lorsqu'on regarde en Irak, dans

un laps de temps plus court, avec une population équivalente, on a formé 250 000 hommes alors que l'on en a formé seulement 100 000 en Afghanistan. On voit bien que les deux théâtres n'ont pas été considérés de la même façon.

Parallèlement à la formation d'unités terrestres, la Coalition concourt à la mise en place d'une armée de l'air afghane. Dans un pays enclavé au relief escarpé et déficitaire en voies de communication terrestres, les moyens aériens restent l'outil indispensable pour l'accès rapide à certaines zones.

Ces troupes se battront s'il y a un gouvernement respectable. À la fin de la guerre du Vietnam, la leçon que j'ai tirée est que personne à Saïgon ne voulait risquer de mourir pour défendre le gouvernement mis en place. C'est ce qu'il faut éviter de refaire en Afghanistan. Il faut avoir un gouvernement qui soit reconnu comme légitime, dont on reconnaît qu'il fait des choses. Je ne dis pas que la corruption peut disparaître du jour au lendemain. Il y a un degré acceptable de corruption, de « laisser-aller » dans certains secteurs, mais il faut au moins qu'il soit perçu comme respectable.

Aujourd'hui, pourquoi les taliban progressent-ils ? Je constate dans les villages que c'est parce qu'ils rendent la justice. C'est une justice fruste, grossière, fondée sur des principes traditionnels, et qui fonctionne assez bien. Un tel droit est un droit régalien que l'État ne doit jamais laisser échapper.

Donc il y a une tâche considérable, et elle ne peut être menée que si l'on admet que la situation est très médiocre et qu'il faut véritablement travailler.

Merci. ●

# L'importance des traditions dans la relation entre le peuple afghan et les forces internationales

Monsieur Étienne Gille,  
président de l'Association humanitaire AFRANE - Amitié franco-afghane.

Étienne Gille s'attache à présenter la grande richesse culturelle et traditionnelle de la population afghane. Autant d'éléments que bien souvent, et il le déplore, les Occidentaux ne prennent pas suffisamment en considération.

J'aime beaucoup cette phrase du philosophe Levinas qui, dans sa simplicité et son apparente banalité, peut résumer mon propos : « *Avant le Cogito, il y a bonjour* ». Je m'empresse donc de vous saluer tous et de souhaiter que vous et vos familles soyez en bonne santé.

Je voudrais aujourd'hui prendre un peu de recul par rapport aux problèmes tactiques, stratégiques ou géostratégiques, pour aborder la question de la relation humaine qui doit s'établir entre tout étranger venant en Afghanistan et les Afghans.

Pour simplifier, nous pouvons dire que l'étranger a deux statuts possibles en Afghanistan. Celui d'« invité », ou « *mehmân* » (mot persan de racine indo-européenne), et celui d'« envahisseur ». Entre les deux, il faut choisir. Si l'on est invité, on respecte forcément la souveraineté de l'hôte, on suit autant que possible ses coutumes, et on reste discret.

Dans ce cas-là, l'hôte est attentif, courtois, et accepte pour une part l'étrangeté de l'invité, même si parfois elle frise selon lui l'impolitesse, pour autant qu'elle ne contrevienne pas au nécessaire respect.

Si au contraire on est envahisseur, cela signifie que l'on fait ce que l'on veut, que l'on décide. On essaie évidemment de ne pas brusquer trop pour ne pas susciter de réac-



Étienne Gille nous offre une autre perspective de la situation afghane à partir de ses expériences humanitaires. Il met en évidence le facteur humain comme clé de la résolution de la crise.

tions. De l'autre côté, l'envahi résiste, soit par derrière, s'il est en situation de faiblesse, soit de front en prenant le maquis.

Il est clair que les forces étrangères avaient le statut d'invitées en 2002. À l'époque, les Afghans les voyaient comme des libérateurs, et les militaires étrangers manifestaient du respect à l'égard de la population. À ce titre, on m'a rapporté la réaction ébahie des passants voyant les blindés français s'arrêter au carrefour pour laisser passer les piétons.

Or, la situation est malheureusement bien moins claire aujourd'hui. De part et d'autre, du fait des attaques des Tâlebân, la méfiance s'est installée. La majeure partie de la population souhaite le maintien de l'ISAF, mais, en même temps, elle se plaint amèrement de son comportement. D'un côté, elle apprécie la protection aérienne des pays de l'OTAN, mais d'un autre elle ne peut que se sentir menacée et en insécurité au passage des *jets* ou des hélicoptères. En effet, leurs grondements rappellent tant de mauvais souvenirs remontant à l'occupation soviétique et tant de bavures que la population afghane ne peut pas les ressentir sans appréhension.

« Au commencement, il y a bonjour... » Tous ceux qui sont allés en Afghanistan connaissent l'importance des salutations, leur longueur, leur caractère apparemment formel. En général, les Occidentaux n'en perçoivent pas suffisamment la signification. Ils les considèrent comme une perte de temps, un passage obligé dont on doit se libérer au plus vite, pour passer au vif du sujet. Or, on a tort. La brièveté de nos salutations en dit long sur nous-mêmes, sur le manque d'intérêt ou du moins d'attention personnelle que nous prêtons à nos interlocuteurs, sur l'idée que le but visé l'emporte sur les personnes. Au contraire, nous devons être conscients que la qualité des salutations sera le meilleur point d'appui pour une relation de confiance susceptible de se construire dans la durée.

De la même manière, ce que nous appelons des « palabres » n'est en rien du temps perdu. Nous avons du mal à accepter ces longues discussions qui n'en finissent pas à nos yeux. Je ne suis pas sûr, entre parenthèses, qu'il n'y

ait pas parfois des palabres dans les états-majors alliés. Je suis persuadé que ces palabres sont indispensables pour que chacun ait le temps de faire le tour du problème et de juger des concessions à faire, avant de finir par approuver une décision difficile à prendre sans perdre la face.

Je ne sais pas du tout comment des aviateurs peuvent s'intégrer dans une telle réflexion. Comment faire en sorte que ces pilotes cantonnés dans des camps, coupés presque nécessairement de la population, aient la possibilité d'entrer en relation avec ceux qui sont, malgré tout, leurs hôtes ? Vous y avez certainement réfléchi. Mais, quoi qu'il en soit, il me semble essentiel que, dans leurs entraînements, ils sentent bien qu'ils sont des invités en Afghanistan, et qu'ils doivent se comporter comme tels. Il est essentiel qu'avant et après leur mission ils soient initiés à la richesse de la culture afghane et puissent entrer d'une manière ou d'une autre dans une relation humaine avec la population. J'aime cette habitude des militaires français qui vont, me dit-on, dans les villages, sans casque et avec un simple béret. À court terme, le danger est peut-être plus grand mais, à long terme, il engendre une attitude autre.

Ce que je vais dire maintenant est évident. Dans la relation qui doit s'établir entre les étrangers et le peuple afghan, le respect est un élément central. Je suis toujours surpris par l'énorme complexe de supériorité des Français (et sans doute aussi de nombreux autres étrangers). Certes, nous savons des choses que les Afghans ne savent pas. Nous avons une expérience, une logique, un sens de l'organisation qui nous donnent une avance dans un certain nombre de domaines, et les Afghans en sont parfaitement conscients. Ils ont d'ailleurs eux-mêmes du respect pour ces compétences que nous avons, et qu'ils souhaitent apprendre de nous.

Mais reconnaissons que, pour notre part, en termes d'humanité nous sommes totalement



sur un pied d'égalité. Nos idéaux fondamentaux de liberté, d'égalité, de fraternité sont les mêmes. Parfois nous sommes en avance, et parfois ce sont les Afghans qui le sont.

Or, notre regard, la manière dont nous parlons entre nous des Afghans est trop souvent empreinte d'une forme de dédain. Il y a nous et il y a eux. Mais c'est nous qui sommes chez eux, et il importe que notre regard se transforme. On sait qu'en latin il y a deux manières de dire « eux ». Il y a le « *iste* » dépréciatif et le « *ille* » appréciatif. Nous devons travailler notre regard pour qu'il devienne appréciatif, et que les Afghans passent du statut « *iste* » au statut « *ille* ». Il faut que notre regard prenne de la hauteur, qu'il devienne un peu aérien.

Je m'interroge au passage sur ce que voient les pilotes quand ils survolent l'Afghanistan,

ou quand ils bombardent : voient-ils des hommes ou ne voient-ils que des points ? Imaginent-ils que s'ils étaient dans leur pays, appelés pour réduire une insurrection, ils pourraient bombarder aussi les populations civiles voisines ?

Maintenant que l'attitude des hommes a été un peu précisée, qu'en conclure pour la politique civilo-militaire ? J'ai lu avec intérêt dans un récent article du *Monde* un texte du colonel Durieux, qu'il convient à mon sens de lire avec attention, bien qu'il soit un peu optimiste.

Il y exprime justement un point de vue dominé par le respect, et met en cause la volonté de conquête des cœurs et des esprits promis « *aux plus offrants* », dit-il, comme « *s'il s'agissait d'une foule afghane infantilisée et sans cesse à reconquérir* ».



DR

L'acceptation d'une présence étrangère par une population locale repose principalement sur la perception qu'en a cette dernière. En voyant en elle un partenaire plus qu'un envahisseur, les Afghans seront d'autant plus enclins à accueillir la Coalition. Cette vision peut se forger au travers de la plus-value, notamment humaine, apportée par les forces coalisées. Par exemple, l'accès à des villages isolés par le biais d'hélicoptères ou l'évacuation de personnes blessées ou malades vers des hôpitaux sont des soutiens concrets de l'OTAN au bien-être des Afghans.

Curieusement, son texte semble répondre à des interviews de ses propres capitaines, interrogés par la presse, et qui disent tout autre chose.

Selon eux en effet, il est nécessaire de construire des dispensaires, d'irriguer des champs ou encore d'apporter des semences, pour que la population, voyant clairement où est son intérêt, se tourne définitivement vers les militaires français.

À mes yeux, les deux attitudes sont inconciliables. Celle du colonel Durieux semble relever du « *mehmân* », l'« invité ». La deuxième tient davantage de celle de l'« occupant » qui cherche à se faire supporter. Si l'on se place dans la logique du plus offrant, il ne faut pas s'étonner que nos interlocuteurs ne soient « *pas fiables* », comme s'en est plaint un jour notre ministre des Affaires étrangères devant l'Assemblée nationale.

Notre présence en Afghanistan n'a de sens que si nous sommes là parce que la population le souhaite et le demande. Si ce n'est pas le cas, qu'y faisons-nous ? Et si c'est le cas, pourquoi essayons-nous de gagner les cœurs, c'est-à-dire d'acheter leur cœur ? Selon moi, il est clair que la logique de l'achat ne peut que conduire à la surenchère et au chantage.

Pour terminer, je voudrais réfléchir enfin à un autre paradoxe. Le grand slogan depuis deux ans est de former l'armée afghane. Précisons d'abord que cela a été fait – à mon sens – en 2002, alors qu'il n'y avait pas du tout d'armée afghane. Mais mon propos est plutôt de me demander de quelle formation les Afghans ont besoin. Ils ont face à eux des « compatriotes » ou des « presque compatriotes » qui apprennent, eux, sur le terrain, sans forcément disposer de formateurs étrangers. Eux-mêmes, souvent, ont parcouru la montagne et mis en échec l'armée soviétique. Est-il vraiment nécessaire de les former, alors que, s'ils le décidaient, ils pourraient nous mettre en déroute en un rien de temps ?

Je ne veux pas dire que l'armée afghane n'a pas besoin de formation, mais sans doute avons-nous autant à apprendre d'eux qu'eux de nous. Ils ont avant tout besoin de conseils, d'armes, et certainement aussi d'une paye plus substantielle.

Le cas de l'armée de l'air est plus spécifique, car les techniques ne font pas partie du bagage de moudjahid moyen. Curieusement, on parle moins des aspects de formation dans les missions de l'armée de l'air, mais je suppose qu'elles sont très présentes. Dans le domaine aérien, nos forces doivent préparer la relève. Quoi qu'il en soit de ces divers besoins, le problème essentiel pour l'armée afghane est certainement celui de sa cohésion, de sa motivation, et de sa mobilisation autour d'idéaux nationaux. Ce serait le lieu d'un autre exposé, et c'est pourquoi je ne développe pas davantage.

Mais, sans nul doute, le peuple afghan a les moyens de se défendre contre les Tâlebân, dans la mesure où ceux-ci leur apparaissent bien comme des propagandistes d'une idéologie extrémiste et passéiste.

L'idée que les Tâlebân pourraient reprendre Kaboul sans difficulté si les forces occidentales se retiraient, est pour une bonne part, à mes yeux, un fantasme.

Plus dangereux est, en réalité, le risque de rivalités internes, et en particulier le risque d'un retour à des désaccords ethniques si les structures du pouvoir actuel venaient à être décrédibilisées. C'est la raison pour laquelle le maintien d'une présence militaire étrangère demeure indispensable, à condition qu'il s'agisse d'une présence plutôt protectrice que menaçante. Une présence qui doit se préparer à dire d'ici quelques années : au revoir ... ●

# L'Afghanistan, entre espoir et incertitudes

Monsieur Alain Boinet,  
directeur général fondateur de l'ONG Solidarités

Alain Boinet revient sur les difficultés auxquelles sont confrontés les Afghans au quotidien, rappelant qu'il faut leur permettre de retrouver confiance en l'avenir car il s'agit d'un facteur essentiel de la reconstruction de l'Afghanistan.

Tout d'abord, bonjour et merci pour votre invitation.

J'ai été invité à ce colloque pour parler librement de ce pays que j'aime, l'Afghanistan. Et c'est, en effet à mes yeux, la meilleure démarche possible pour trouver des solutions aux problèmes de ce pays. Comme le disait Gérard Chaliand, je représente « *Solidarités* », qui est une association d'aide humanitaire internationale. Nous avons commencé notre action en Afghanistan du temps de la guerre contre les Soviétiques, en décembre 1980, et nous y sommes maintenant depuis trente ans. À l'époque, nous venions du Pakistan avec les moudjahidin, les combattants de la foi, et entrions en Afghanistan pour parcourir le pays. Nous avons accès à un plus grand nombre de zones par rapport à aujourd'hui où le Sud et l'Est nous sont quasiment interdits pour des raisons de sécurité. « *Solidarités* » est présente dans une quinzaine de pays, de la Somalie à la République démocratique du Congo, du Libéria à la Birmanie. L'Afghanistan est, en effet, un pays extrêmement hospitalier et accueillant, un pays magnifique mais aussi très pauvre. Et même si les Afghans ne s'en rendent pas toujours compte, cette



Monsieur Alain Boinet dirige l'ONG *Solidarités* qui figure en Afghanistan depuis trente ans. Sa longue expérience des différentes crises qui ont touché le pays lui permet de mesurer l'évolution démocratique.

pauvreté est l'une des dimensions majeures de la vie quotidienne à laquelle nous sommes confrontés en tant que pays développés.

Là-bas, l'espérance de vie est l'une des plus basses au monde – environ quarante-trois ans –, un enfant sur quatre meurt avant l'âge de cinq ans, soixante mille femmes meurent

chaque année en accouchant, et 78 % de la population n'a pas accès à l'eau potable. Tout ne va pas si mal, mais il reste un paradoxe : des progrès considérables côtoient une pauvreté considérable. *Solidarités* intervient dans les quartiers périphériques de Kaboul pour apporter de l'eau potable et pratiquer l'assainissement, puisque plus de deux millions d'habitants sont en dehors de tout plan d'urbanisme, huit ans après l'intervention de la communauté internationale. Même si je ne porte aucun jugement de valeur, cela montre toute la difficulté et la lenteur du système. Dans les faubourgs de Kaboul, ce sont encore des ONG d'urgence qui répondent aux besoins d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. En effet, sans accès gratuit à ces services, l'eau coûte trop cher. Par conséquent, de nombreuses familles boivent une eau insalubre qui véhicule des maladies hydriques, causant le choléra ou la typhoïde et augmentant la mortalité infantile. Sur le plan humanitaire, l'Afghanistan est un des pays les plus pauvres selon l'échelle du développement humain calculée chaque année par les Nations unies. Nous disposons là-bas de moyens absolument considérables et très coûteux qui créent une disparité saisissante par rapport à la vie du paysan afghan. On nous dit qu'il n'y a pas de solution militaire, or, nous envoyons de plus en plus de troupes, certainement pour trouver une solution politique.

J'aimerais revenir sur quelques événements majeurs du passé dont nous avons pu tirer des leçons grâce aux retours d'expérience. Fin 2001, nous avons cru que les taliban étaient défaits après avoir subi des pertes importantes sur le front de Kondouz, de Mazâr-e Charif ainsi que dans la plaine de Chamali devant Kaboul. Cependant, ils sont rentrés pour l'essentiel avec armes et bagages chez eux, et n'ont donc pas été défaits militairement dans une grande bataille. Au vu de la situation actuelle, j'ai l'intuition que c'était à ce moment-là qu'il aurait fallu penser à une réconciliation avec ceux des taliban qui y étaient prêts. Le processus politique de Bonn,

même s'il a inclu toutes les familles ethnico-politiques d'Afghanistan, a bien été exporté. Même s'il est indispensable et incontournable de trouver des solutions au problème afghan, une pression trop considérable a été exercée sur une société qui fonctionne selon un rythme particulier, malgré le rôle du roi et de la Loyola Jirga. Bernard Kouchner l'a d'ailleurs lui-même souligné lorsqu'il a eu l'expérience de ce pays quand il était médecin sans frontières. La solution politique était peut-être dans le processus de Bonn. Mais était-ce le bon processus ? Et n'est-ce pas une partie du problème actuel ?

Le but de notre intervention là-bas était la guerre contre le terrorisme. S'il reste encore des terroristes, mène-t-on pour autant toujours le même combat aujourd'hui ? Nous battons-nous contre les nombreux insurgés nationalistes ou contre des combattants d'Al-Qaïda ? Sont-ils nombreux ? Nous ne pouvons cependant pas nous reprocher d'être allés là-bas, même si nous manquons de connaissance et de sensibilisation à l'Afghanistan et aux Afghans. Il ne faut pas oublier que c'est un pays profondément et immensément musulman, les laïcs ne représentant qu'une petite poignée d'hommes. Ce pays est une mosaïque ethnique où le fait ethnique et le mode de fonctionnement social sont beaucoup plus importants politiquement qu'on ne le pense. En effet, la gouvernance afghane est centrale ; il s'agit d'un pays très cloisonné par la montagne, extrêmement indépendant, où la présence étrangère ne peut être que limitée dans le temps. 75 % des Afghans sont des paysans, qui vivent donc à la campagne. La gouvernance locale, la société civile sont donc très fortes en Afghanistan. Mais lui a-t-on reconnu cette gouvernance ? S'est-on appuyé sur les villageois afghans pour bâtir la gouvernance politique de l'Afghanistan ? Non.

Des progrès considérables ont été faits, mais je crois qu'il y a un problème énorme de confiance en l'avenir. Tous les Afghans savent que ce n'est qu'une question de temps avant



DR

Au-delà des opérations militaires, la clé du conflit afghan réside dans la capacité des différents groupes ethniques à s'entendre sur la mise en place d'une gouvernance commune adaptée aux réalités du pays. Les forces de la coalition concourent avec l'armée afghane à la mise en place d'une situation stable permettant aux institutions de fonctionner (ici l'Assemblée afghane).

que les étrangers ne partent, et qu'il leur faudra s'entendre pour rester ensemble. Les dernières élections ont été catastrophiques, à mon sens, en termes de confiance dans l'avenir et je me pose la question suivante : n'est-ce pas la fin du processus de Bonn ? Ne faudra-t-il pas un jour imaginer autre chose, surtout si l'on raisonne en termes de réconciliation ?

La réconciliation entre Afghans, ce n'est pas seulement une question de réconciliation avec les insurgés, mais aussi et surtout au sein des forces qui soutiennent le gouvernement d'Amid Karsai, qui comprend des gens plus islamiques que les taliban. Ce sont des seigneurs de la guerre, de la corruption, des gens qui se sont beaucoup battus les uns contre les autres (les Yazarhas, les Tadjiks). Mais, il ne s'agit pas seulement des insurgés contre les autres : la réconciliation doit donc aller beaucoup plus loin, et les Afghans doivent vraiment se réconcilier

avec eux-mêmes. Mais, à leur décharge, ce n'est pas eux qui ont choisi la guerre, mais les Soviétiques qui leur ont imposée. Depuis trente ans, ils ne peuvent plus en sortir, et ont besoin de nous comme nous avons besoin d'eux pour mener ce combat. Ils ont même gagné contre les Soviétiques sans aucune formation militaire, alors que les *Stinger* ne sont intervenus que sur la fin. Ils contrôlaient déjà 80 % du territoire et cette intervention a permis de faire la différence. La bataille s'est gagnée au sol, avant tout dans les cœurs et les esprits. Les *Stinger* ont juste aidé à gagner la guerre d'Afghanistan ou, tout du moins, à accélérer le départ des troupes soviétiques. Y a-t-il alors une nouvelle stratégie en Afghanistan ? Notre ministre des Affaires étrangères a dit qu'il n'y avait pas de stratégie. Nous représentons donc une partie du problème car l'agenda politique est extrêmement diversifié parmi tous les pays engagés là-bas. L'ambassadeur de France dit que, face à chaque problème,

on agit de la même façon. Et en effet, lorsqu'on a un problème d'ordre économique, on ajoute quelques milliers d'euros si c'est un problème d'ordre militaire, on ajoute des troupes. Mais est-ce la solution de toujours vouloir en faire plus ? Pendant ce temps, on ne trouve pas de solution concernant les relations entre Afghans.

Quoi qu'il en soit, il y a deux éléments essentiels pour l'avenir :

1. *La dimension temporelle*, parce qu'on va soutenir la construction d'une gouvernance afghane. Je rappelle que l'objectif des élections était de renforcer le *leadership* politique afghan, d'envoyer les troupes pour contenir les insurgés, de faire du développement, voire de la contre-insurrection, mais aussi peut-être de trouver une solution politique avec des insurgés très affaiblis. Malheureusement, les élections en Afghanistan ont surtout affaibli le pouvoir à Kaboul, comme le savent tous les Afghans. Il va donc falloir trouver une solution pour rétablir la situation. Cette situation me consterne, comme nous tous.

2. *La formation des forces de sécurité afghanes* qui obéissent au pouvoir politique. Mais le problème n'est-il pas la faiblesse de la gouvernance afghane ? La guerre, imposée à ce pays que j'aime, a suscité beaucoup de divisions et de radicalisations. Si les taliban, si Al-Qaida sont là aujourd'hui, c'est parce qu'un jour les Soviétiques ont envahi ce pays, qui n'arrive désormais plus à sortir de la guerre. Comment donc sortir de cette guerre qui a commencé avant que nous n'intervenions et qui est devenue de plus en plus complexe ? Quand j'entends les hélicoptères en Afghanistan, je pense immédiatement au *Mi-24*. Lorsque j'étais avec les moudjahidin, j'ai dû me cacher sous mon *patou*<sup>1</sup>. C'est une expérience que tous les Afghans ont vécue, en tous les cas dans les campagnes. Il ne s'agit donc pas de gagner la guerre, mais de trouver une solution politique qui doit, selon

moi, passer par une lutte contre la pauvreté, pour le développement, une lutte acharnée contre la corruption parce que les disparités sont injurieuses, pour le développement et pour la justice. Il faut, en effet, placer les populations au cœur de toute solution. Il ne s'agit plus de gagner les cœurs et les esprits. Je crois qu'il est trop tard pour trouver avec ceux qui sont dans l'autre camp une solution sur ce que pourrait être une gouvernance afghane acceptable.

Il faudrait réunir trois familles en Afghanistan : *les communistes* parce qu'il y en a encore un certain nombre, y compris dans les arcanes du pouvoir, *les fondamentalistes* du temps des Soviétiques, qui sont en fait *les islamistes* d'aujourd'hui – qui ne sont pas sur un agenda terroriste international, ce qui constitue la limite ultime – et ce qu'on pourrait appeler *les pro-Occidentaux* qui se sont partagé le pouvoir respectivement depuis trente ans, et qui se battent encore les uns contre les autres. Ceux-ci devraient cesser de se battre pour s'entendre, parce qu'autrement il n'y aura jamais de paix. Notre mission a donc une vraie raison d'être. Comment va-t-on sortir de l'Afghanistan et que va-t-on laisser derrière nous ?

Comme le disait le général Georgelin, la mission n'est pas de contraindre l'ennemi à la bataille décisive dans la plaine de Chamali et de l'écraser à plate couture, mais d'encadrer et d'orienter une solution politique pour les Afghans et avec les Afghans, mais aussi pour nous, parce que, maintenant, nos destins sont liés pour un certain temps. Mais nous sommes avant tout là-bas pour eux, et c'est eux qui ont la solution au problème. ●

---

1 Patou : sorte de couverture en laine.



## L'Afghan National Army Air Corps (ANAAC), une armée de l'air naissante qui a besoin de l'appui occidental

Général Mohammad Dawran,  
chef d'état-major de l'armée de l'air afghane.

Le général Mohammad Dawran rappelle les principaux enjeux auxquels se trouve confrontée l'armée de l'air afghane et comment elle entend y faire face, grâce à la coopération avec les forces occidentales, notamment françaises.

Merci à vous de m'avoir donné l'occasion de participer à cette conférence. Je remercie tous ceux ici présents qui œuvrent à la reconstruction et la sécurité en Afghanistan.

Mon exposé va s'articuler autour de trois axes : l'histoire aérienne de l'Afghanistan, le développement des forces aériennes après 1978, puis le rétablissement de la composante après 2001.

La force aérienne afghane a été créée en 1920, juste après l'indépendance politique de l'Afghanistan, et le premier vol a été effectué en 1924, sous le roi Aman Allah Khan, avec des avions français et italiens. Par ailleurs, des pilotes allemands venaient régulièrement voler en Afghanistan, et des pilotes afghans partaient s'entraîner en Italie, en Angleterre, ou encore en Allemagne. En 1957, la force aérienne afghane a entrepris des échanges avec l'Union soviétique, qui lui fournissait des matériels, et après le coup d'État de 1978 la force aérienne afghane s'est développée rapidement avec la mise en place de 11 régiments et états-majors à Bagram, Kaboul, Kandahar, Mazar-e Sharif et Shindand. Pendant près de quinze ans, la force aérienne afghane a perdu plus de 700 avions, et plus de 600 équipages ont perdu la vie. Quand je me suis engagé dans l'armée afghane, j'étais très jeune, et depuis 1987 j'ai participé à tous les combats en Afghanistan aux côtés du commandant Massoud, jusqu'à sa dispari-



CESA

Le Major General Dawran préside à la destinée de la toute nouvelle armée de l'air afghane. Ancien pilote de chasse qui a aussi fait partie du corps des astronautes de l'URSS, il se trouve face à un immense challenge.

tion. Je n'ai jamais quitté l'Afghanistan et j'ai toujours été aux côtés du peuple afghan.

Après 2001, quand les taliban ont été chassés de Kaboul et qu'un gouvernement provisoire a été mis en place, l'armée afghane, qui comptait 70 000 personnes, a dû faire face à de nouveaux problèmes. Je pense en réalité que ces problèmes étaient présents dès le départ, car nous avons toujours eu des difficultés importantes dans la formation de l'armée afghane.



DF

L'apport, par la coalition, de matériel moderne pour l'Afghan National Army Air Corps (ANAAC) est un élément essentiel à la victoire sur les Talibans.

En effet, la force aérienne joue un rôle important pour le soutien des forces au sol, mais nous ne lui avons pas donné les moyens nécessaires pour se reconstruire. Ces deux dernières années, le général Walter Gihvan, ancien commandant allié chargé de la formation des forces aériennes afghanes, a beaucoup œuvré pour le développement de l'*Afghan National Army Air Corps* (ANAAC).

Je voudrais apporter un certain nombre de précisions : d'abord, la situation en Afghanistan n'est pas si tragique qu'on pourrait le penser, car l'ennemi n'est pas si fort qu'on le croit. Pour le moment, nous ne sommes pas encore assez bien organisés, mais les taliban ou les terroristes ne sont pas des groupes très puissants. Dans les médias, vous pouvez voir que les taliban évitent de combattre face à face avec les forces afghanes ou étrangères. Ils perpétuent des attentats ou des attentats suicides, mais l'armée de l'air afghane ainsi que les forces de l'OTAN et de la coalition n'ont pas changé leur stratégie ni leur tactique. Au niveau militaire, les forces alliées doivent avant tout anticiper sur les attaques de l'ennemi. L'Afghanistan n'a pas besoin d'une grande armée avec beaucoup de soldats, de chars ou autres. En tant que commandant des forces aériennes afghanes, j'ai soulevé plusieurs fois le fait qu'il fallait plutôt mener nos actions avec des petits groupes de l'armée de terre qui seraient héliportés par les hélicoptères de l'armée de l'air.

Cette solution nous permettrait de faire notre travail avec une plus grande efficacité et éviterait les pertes civiles. Le soutien du peuple, comme l'ont souligné mes camarades, est aussi très important. Ces dernières années, la confiance du peuple afghan envers l'armée s'est étiolée. Il y a trois ans, je pouvais voyager avec deux personnes de Kandahar à Kaboul, mais aujourd'hui nous avons besoin d'un convoi militaire dans la zone de Herat, de Farah ou d'autres villes. Il faut donc trouver des solutions pour regagner la confiance du peuple afghan. Je pense toutefois que cela se situe à un niveau supérieur au simple niveau militaire. En effet, le problème repose sur le fait qu'il faille forcer les gens à accepter l'état de droit, et par conséquent la solution ne relève pas du domaine militaire mais plutôt du domaine politique.

Concernant le niveau militaire, il faut indubitablement établir une coordination et une coopération parfaites ainsi qu'une stratégie commune entre les forces armées afghanes et les forces de l'OTAN, car les forces aériennes sont là pour soutenir les forces terrestres, en toute situation. Les médias ont avancé l'idée selon laquelle nous aurions trouvé une forme d'« arrangement » en versant de l'argent aux taliban, laissant entendre que nous soutenions le front taliban.

Mais en faisant équipe nous pouvons appuyer les forces afghanes, et je suis persuadé que nous



n'aurons pas à déplorer des pertes civiles, et que le résultat n'en sera que meilleur.

L'Afghanistan est une société traditionnelle, et c'est pourquoi nous devons être particulièrement vigilants à respecter la culture et les traditions afghanes. J'ai toujours abordé ce sujet avec mes collègues et avec le général Givhan.

Les *Mi-35* équipant l'armée afghane sont très bien adaptés au théâtre afghan car ils allient une capacité de transport de troupes (groupe de huit personnes) à une grande puissance de feu. Le général Dawran soutient l'idée que l'aéromobilité des forces est une clé du combat contre les taliban.

Il y a quelques jours, les taliban ont mené des campagnes de propagande, arguant que les soldats américains auraient coupé l'électricité, mais nous avons pu prouver que les taliban eux-mêmes étaient à l'origine de cette coupure. À Farah, les taliban ont tué un chat qu'ils ont placé dans la mosquée. Les Afghans sont illettrés, très croyants et ils font confiance aux religieux. C'est pourquoi il faut éviter que les taliban utilisent l'ignorance du peuple comme outil de propagande. Ces gens-là sont des ennemis, et il nous faut pouvoir sensibiliser la population afghane en dépit des difficultés de la situation.

Nous devons être très prudents, notamment par rapport aux fouilles de maisons et des civils, surtout des femmes. C'est un sujet sensible, et il faut régler ces problèmes avec le concours des forces de police ou de l'armée afghane.

L'autre point important est la formation de cette armée. Nous travaillons actuellement à ce que, dans quelques années, les forces terrestres bénéficient d'un soutien plus efficace de l'armée de l'air afghane qui commence à recevoir de nouveaux équipements. Au début, ce sujet n'était malheureusement pas notre priorité, et les taliban se sont reconstruits en étant mieux armés que nous. L'armée afghane n'étant pas encore suffisamment bien armée (elle ne disposait que des simples *Kalachnikov* vieilles de



DR

Ces dernières années, la coalition a beaucoup œuvré pour le développement de l'Afghan National Army Air Corps (ANAAC), permettant ainsi aux Afghans de retrouver une armée de l'air viable et des pilotes formés aux techniques modernes.

vingt ou trente ans et d'avions pour combattre les taliban), ce qui a permis à ces derniers de revenir et de mener leurs opérations.

Aujourd'hui, grâce aux dons américains d'armes légères, *M16* et *M14*, et de véhicules, l'armée afghane est davantage en mesure de combattre les taliban et *Al-Qaida*. La base militaire aérienne de Kaboul est équipée d'avions *C-27* italiens et d'hélicoptères *Mi-17* et *Mi-35*, et la base aérienne de Kandahar doit pouvoir abriter dans un futur proche un centre d'entraînement. Enfin, pour améliorer notre capacité de déploiement et de soutien à l'armée de terre, d'autres bases sont en construction à Shindan, Mazar-e Sharif, Gardez et Jalalabad.

Pour conclure, je rappellerai que la coordination entre les pays de l'OTAN et les forces afghanes est primordiale, de même que le respect de la culture et de la religion des Afghans.

Parallèlement, le rééquipement de l'armée de l'air afghane est crucial pour le soutien des forces terrestres, mais le point central demeure cependant la continuation du dialogue avec les insurgés afin de combattre le trafic de drogue pour que les chefs de district, qui sont au service du peuple afghan, soient bien accueillis par la population.

C'est la prise en compte de ces éléments qui pourra sauver l'Afghanistan.  
Je vous remercie de votre attention. ●

# Combined Air Power Transition Force (CAPTF) Une réponse occidentale au développement des forces aériennes afghanes

Brigadier general Walter D. Givhan,  
directeur de l'*Air Force Institute of Technology*,  
ancien commandement de la formation des forces aériennes afghanes.

Le général américain Walter Givhan revient sur la mission qui lui a été confiée, à savoir contribuer à la sécurité du pays en favorisant le développement d'une force aérienne afghane indépendante équipée et entraînée.



Le général Givhan a été un partenaire de premier plan pour l'armée de l'air afghane, qu'il a largement aidé à se développer.

Mesdames et messieurs les parlementaires, monsieur l'ambassadeur, mon général, mesdames et messieurs, je vous remercie de m'avoir invité à ce colloque. C'est un grand plaisir d'être ici avec mes camarades français

et afghans, et surtout avec le général Dawran, le commandant de l'armée de l'air afghane.

Ce fut un réel honneur pour moi de servir avec lui en Afghanistan et je suis parti-



DR

La force de transition a pour mission de bâtir une armée de l'air afghane puissante, viable et capable d'assurer la sécurité du pays.

culièrement heureux de le revoir. Dans cette présentation, j'emploierai le « nous » pour parler des Américains, des Afghans et de nos alliés qui composent l'équipe de la CAPTF (*Combined Air Power Transition Force*). Sans comptabiliser le personnel afghan, cette équipe compte plus de 400 militaires et cet effectif grandit en même temps que celui de l'armée de l'air afghane. La force de transition a pour mission de bâtir une armée de l'air afghane puissante viable et capable d'assurer la sécurité du pays. Il ne s'agit pas de copier le modèle de l'armée de l'air américaine ou celui des autres pays, mais plutôt d'incorporer les meilleurs éléments adaptés à l'Afghanistan. Nous souhaitons également faire travailler l'armée de l'air afghane et l'armée de terre afghane dans un premier temps, puis avec les armées de l'air alliées car nous sommes tous partenaires dans cette mission. Il faut établir un véritable partenariat entre nos forces. Les Afghans nous ont beaucoup appris et j'espère que nous leur avons appris quelque chose. Dès le départ, j'ai toujours conseillé à mon équipe d'écouter les Afghans. Quant à moi, j'ai eu la chance d'avoir un bon professeur, qui est à mes côtés, le général Dawran.

Je pense toutefois que cette collaboration a commencé un peu tard. J'ai, en effet, été surpris de découvrir, à mon arrivée, que l'effort n'a réellement commencé qu'à partir de 2007. En deux ans, nous avons fait beaucoup de progrès, mais il est évident

que construire une armée de l'air prend du temps et qu'il nous reste beaucoup de travail. Le général Dawran vient de nous raconter l'histoire de l'armée de l'air afghane et je peux ajouter que, dans les années 1980, cette armée était grande et puissante. En effet, même si après trente ans de guerre l'armée de l'air n'avait plus d'avions, des pilotes, des mécaniciens et d'autres spécialistes étaient toujours prêts à servir. Grâce à ce vivier humain, il était donc possible de relancer l'armée de l'air afghane et de lui redonner toute sa puissance. Nous avons donc la chance d'avoir une armée et un commandement qui a beaucoup d'expérience et qui est encore prêt à se sacrifier, et le général Dawran est le symbole de cet espoir.

Lors de la mise en place de cette force de transition, nous avons deux priorités : donner aussi vite que possible aux Afghans les moyens de se battre et entamer l'acquisition d'avions et le recrutement d'officiers, de sous-officiers et de techniciens afin d'assurer la croissance et l'avenir de l'armée de l'air afghane.

Les pilotes et les mécaniciens afghans connaissaient bien les matériels russes, donc nous avons acheté davantage d'hélicoptères *Mi-17* et *Mi-35*, d'avions de transport *An-32* afin de leur permettre de conduire des opérations immédiatement. Les pilotes américains ont fait un stage d'entraînement sur les avions russes afin de mieux assister nos camarades afghans, qui avaient besoin de retrouver une culture d'entraînement qu'ils avaient perdue pendant les trente années de guerre.

La première priorité était d'assurer la mobilité qui est une nécessité absolue pour les forces en Afghanistan en raison du terrain, du manque de routes praticables et de la menace des engins explosifs improvisés. Parallèlement, nous avons travaillé avec les Afghans sur la planification pour l'armée du futur, en particulier sur le système de commandement et de contrôle, sur la construction de bases aérien-

nes, la formation des forces et l'acquisition de nouveaux avions. À ce titre, nous avons déjà construit de nouvelles installations à Kaboul et Kandahar et d'autres sont prévues à Shindand, Herat, Mazar-e Sharif, Jalalabad et Gardez. Comme toutes les armées de l'air, la puissance de feu et la grande mobilité des avions de combat permettent de limiter les effectifs engagés dans ce vaste pays tout en assurant l'effet militaire demandé.

D'autre part, l'armée de l'air afghane a également la capacité, aujourd'hui, de garantir l'appui feu rapproché avec le *Mi-35*, grâce à nos amis tchèques qui nous ont aidés par le don de ces hélicoptères et d'une équipe d'instructeurs. Nous sommes aussi en train d'acquérir des avions pour mener cette mission importante, dans l'objectif qu'ils puissent effectuer des missions de présence et de surveillance.

En ce qui concerne le transport, les Afghans viennent de recevoir le premier *C-27*, que

nous avons acheté à vingt exemplaires pour remplacer l'*An-32*. À l'avenir, nous aurons aussi des avions d'entraînement, que nous sommes en train d'acquérir. Pour le moment, les élèves-pilotes s'entraînent dans d'autres pays.

En ce qui concerne les bases aériennes, nous avons envisagé de créer un réseau de bases qui permette à l'armée de l'air afghane de mettre en œuvre et de réaliser l'ensemble des missions qui lui sont confiées. L'année dernière, nous avons augmenté la présence des forces aériennes à Kaboul ainsi qu'à Kandahar et nous avons mené des missions à partir d'Herat avec deux hélicoptères. Nous avons aussi commencé à établir une base d'entraînement à Shindand et la formation des élèves-pilotes va débiter dans deux ans. Dans cette optique, trois escadres seront basées à Kaboul, à Kandahar et à Shindand, et ces unités seront dotées d'avions et d'hélicoptères. Parallèlement, nous envisageons de créer des escadrons d'hélicoptères à Mazar-e



DR

Les soldats afghans connaissant bien le matériel russe, l'achat d'hélicoptères s'est d'abord orienté vers les *Mi-35*.



DR

L'acquisition d'An-32 par l'armée de l'air afghane permet la réalisation d'opérations aériennes de soutien aux forces terrestres.

Sharif, Jalalabad et Gardez, où un certain nombre d'Afghans sont déjà affectés sans qu'il y ait encore d'avions ou de conseillers américains.

Enfin, l'armée de l'air afghane a une autre compétence tout à fait primordiale, qui est la lutte contre les insurgés. À ce titre, l'armée de l'air afghane est un symbole du gouvernement afghan et elle effectue des missions pour le bien de son pays et de son peuple. J'ai remarqué, à cette occasion, que la population afghane était fière de son armée de l'air, car elle accomplit des missions humanitaires et est sollicitée lors des catastrophes naturelles pour secourir les populations en difficulté.



DR

Le Nord de l'Afghanistan a été lourdement touché par les inondations de l'été 2009. L'armée de l'air afghane est venue en aide à la population et ainsi montre l'efficacité de la formation assurée par l'ISAF.

Par exemple, lors des inondations de l'été 2009 dans le Nord du pays, l'armée de l'air afghane est venue en aide à la population en secourant 1 500 personnes et de nombreux animaux.

Cette armée est actuellement composée d'environ 2 800 personnes et 45 aéronefs et, selon nos projets, il est envisagé qu'elle compte 8 500 militaires et 154 aéronefs en 2016.

Pour résumer, nous avons fait beaucoup de progrès dans notre collaboration avec l'armée de l'air afghane, mais il nous reste encore d'importantes tâches à accomplir et son intégration avec les autres armées alliées reste un défi. Il va nous falloir poursuivre cette démarche et continuer cet essor dès lors que nous en aurons l'occasion, la volonté et les ressources nécessaires. Il est profondément dans l'intérêt de nos pays et de nos armées de l'air d'avoir une armée de l'air afghane puissante, capable et viable, dont tout le monde puisse tirer avantage. Comme monsieur l'ambassadeur d'Afghanistan en France vient de le confirmer : « *L'aviation est un secteur clé* » et comme l'a souligné le général d'armée Georgelin : « *C'est vraiment le temps de l'action* ». Je partage tout à fait leur point de vue. Je vous remercie de votre attention. ●

### Intervention de monsieur Ulysse Gosset

Nous avons la chance d'avoir parmi nous le commandant en chef des forces aériennes afghanes. Je vais me tourner vers lui pour inaugurer cette séance de questions-réponses.

J'ai bien compris le rôle que jouaient les Américains dans la formation de l'armée de l'air afghane et j'ai constaté que les objectifs afghans étaient ambitieux : 8 500 hommes contre 2 800 aujourd'hui, 154 avions d'ici 2016. Mon général, y a-t-il de votre part – c'est votre première visite en France, je le rappelle – une demande spécifique à faire en France en ce qui concerne la formation, puisque c'est un élément essentiel de la stratégie en Afghanistan ?

### Général Mohammad Dawran

Merci beaucoup. C'est, en effet, ma première visite en France.

J'ai beaucoup travaillé avec les militaires étrangers que j'ai rencontrés à Kaboul. Ils sont toujours prêts à nous aider. Nous apprécions ce qu'ils font pour notre pays, ce dont, nous les remercions.

Actuellement, les militaires français de l'académie militaire de Kaboul travaillent en coopération avec nous à la formation des forces afghanes. Ils nous aident, notamment en ce qui concerne la formation des forces aériennes.

? **Général de division aérienne Guillaume Gelée, directeur du Centre interarmées de concepts de doctrines et d'expérimentations (CICDE)**

Je voudrais dire que je suis tout à fait impressionné de voir la convergence de point de vue, entre vous, entre les autorités afghanes, vous Monsieur l'ambassadeur, vous mon géné-



Le général Gelée, directeur du CICDE, s'interroge sur la tactique de la « tache d'huile ».

ral, entre les civils, côté tactique monsieur Chaliand, côté civil humanitaire messieurs Boinet et Gille, et vous, général Ghivan, qui représentez les forces étrangères.

C'est impressionnant parce que, depuis quelques années, c'est la première fois que je vois une telle convergence et cela me donne beaucoup d'espoir.

J'ai une question plutôt tactique. Vous avez proposé, Monsieur l'ambassadeur, qu'il y ait des Afghans dans la cellule de ciblage ; vous avez proposé, mon général, qu'il y ait plus d'Afghans dans la préparation des opérations. Et surtout, plutôt que d'appliquer la théorie de la tache d'huile qui consiste à positionner des forces terrestres et à rayonner à partir de ces positions pour prendre peu à peu tout le pays, ce qui demande énormément de troupes, vous avez proposé l'option de la mobilité des troupes à partir de bases déterminées.

Est-ce que vous imaginez réellement que l'on puisse proposer aux forces coalisées, j'en serais



très heureux d'ailleurs, de changer cette tactique de la tache d'huile pour aller vers celle de la mobilité ?

### ✓ Général Mohammad Dawran

Comme je vous l'ai déjà dit tout à l'heure, il faut s'organiser par rapport aux techniques, par rapport aux stratégies de l'ennemi. En effet, cet ennemi n'agit pas dans le cadre d'un grand groupe. Les taliban n'agissent pas en grand nombre.

La proposition que je vous ai faite tout à l'heure, à savoir qu'il fallait changer de tactique, signifie qu'il faut agir au moyen de petits groupes. En effet, cela permet d'être plus mobile dans les différentes zones pour surveiller et avoir des renseignements importants sur les taliban et sur Al-Qaïda, lorsque ces derniers envisagent de mener une opération. Il faut les arrêter au bon moment et cette tâche appartient aux forces de sécurité, à l'ISAF et à l'armée afghane. Et il faut aussi qu'il y ait des forces afghanes sur place, pour coordonner l'action des forces de l'ISAF.

Pour l'organisation et la coordination des forces, plusieurs éléments sont à prendre en compte. En premier lieu, il faut éviter les pertes civiles ainsi que celles de soldats. Beaucoup de soldats, afghans et occidentaux, sont tués par des engins explosifs. Il faut faire attention lorsque l'on circule dans les rues et sur les routes de campagnes car de nombreux pièges existent. À l'heure actuelle, les pertes aériennes, qu'elles soient afghanes ou occidentales, sont essentiellement dues à un manque de coordination.

Dans un second temps, il faut aider le peuple afghan à faire face à la menace talibane et à Al-Qaïda car les populations nous font confiance, font confiance au gouvernement afghan, aux forces afghanes et à celles de l'ISAF pour les aider et les protéger. Je pense que vous avez entendu parler des agressions et crimes commis contre les personnes travaillant pour le gouvernement afghan les agresseurs sont arrêtés et bien souvent ont la tête coupée.

Pour en revenir à l'action des forces armées, je pense qu'il faut surtout mettre l'accent sur la zone Est et Sud-Est. Il y a beaucoup à faire au niveau de la coordination dans ces régions, notamment à Kandahar, Charan, Ghazni, Asadabad (province de Kounar). Cette coopération doit permettre de mieux connaître les taliban : où ils sont, combien ils sont, etc.

Pour finir, je pense qu'il faut changer de tactique, aller vers la mobilité, et ce, grâce notamment aux hélicoptères et au soutien aérien. On peut avoir des résultats positifs et utiles.

### Monsieur Ulysse Gosset

Monsieur Chaliand, à quelques heures du discours de Barack Obama<sup>1</sup>, on a vu qu'il y avait eu un intense débat aux États-Unis, au sein de l'armée, au Congrès, à la Maison-Blanche sur la bonne stratégie à adopter, notamment avec la position du vice-président des États-Unis qui était plutôt partisan d'une stratégie ciblée et n'était pas favorable à un renforcement massif du nombre d'hommes sur place.

On va probablement arriver à cent mille hommes, cent mille Américains en Afghanistan d'ici quelques mois. Ce sera sans doute la décision du Président américain, qui va également demander aux Alliés de renforcer leurs engagements et



DR

Washington veut renforcer sa présence sur le sol afghan, a annoncé Barack Obama, le 2 décembre 2009.

<sup>1</sup> Discours solennel à la Nation du président américain sur l'Afghanistan, 2 décembre 2009.

d'envoyer plus de troupes. Une demande précise pourrait être faite à la France d'augmenter son contingent de quelque 1 500 hommes.

Je voudrais connaître votre avis sur le plan de la stratégie. Quel est votre sentiment personnel ? Quelle est l'analyse que vous faites ? Est-ce qu'il vaut mieux privilégier les renforts ? Est-ce qu'il faut un *Surge* comme on avait eu l'occasion de voir en Irak ? Doit-on mettre en place une stratégie comparable ? Êtes-vous persuadé de l'efficacité d'une stratégie plus ciblée comme le recommandait le vice-président Biden ?

#### ✓ Monsieur Gérard Chaliand

Je ne prétends pas disposer des moyens pour définir la stratégie la mieux adaptée.

Cela dit, je crois que le choix du vice-président était un choix minimaliste, qui n'aurait pas apporté les résultats escomptés. Finalement la plus mauvaise solution en Afghanistan, ce serait de s'en aller. Il ne faut pas renoncer parce qu'on a eu une stratégie mal adaptée aux conditions, il faut réessayer de reprendre l'initiative. Cent mille hommes, c'est peu. Les Soviétiques, si vous vous en souvenez, disposaient de cent vingt mille hommes et cela ne leur a pas véritablement suffi. J'ajoute, par exemple, que le gouvernement de Monsieur Nadjibullah entre 1989 et 1992, a pu rester au pouvoir pendant presque trois ans, lorsque les troupes soviétiques se sont retirées ; c'est quand même intéressant. Il a réussi à tenir les villes et les grands axes routiers pendant presque trois ans, malgré les « rodомontades » des moudjahidin qui prétendaient avoir vaincu l'armée soviétique.

Il faut aussi comprendre la psychologie de l'autre. L'idée qui chemine aujourd'hui en Afghanistan, c'est que les moudjahidin ont vaincu l'armée soviétique, et qu'en fin de compte c'est ce qui a causé l'effondrement de l'Union soviétique. Ce genre de fantasme, d'idée reçue, est partagé par beaucoup d'Afghans. En admettant, par exemple, que

les troupes américaines et otaniennes se retirent demain, les taliban vont prétendre les avoir vaincus eux aussi. On est dans la même configuration. Je pense qu'il est donc nécessaire de renforcer les troupes américaines et de l'OTAN parce qu'il y a un phénomène de masse très important pour reprendre l'initiative. On ne va pas renverser complètement la situation mais on va tout de même avoir les moyens d'agir, dans le Sud et dans l'Est, qui sont les points faibles.

Par ailleurs, il s'agit, dans le même temps, de renforcer la présence occidentale dans le Nord où il y a effectivement une pénétration talibane, extrêmement ténue pour l'instant, sauf dans la province de Kunduz et un peu dans la zone de Herat.

En ce qui concerne les autres innovations techniques, je pense qu'il est très important de renforcer les villes, de chercher à gagner les populations en modifiant avec des projets modestes leur condition. Les *Provincial Reconstruction Teams* (PRT), qui regroupaient 7 000 hommes, étaient indiscutablement insuffisantes. On ne peut pas, avec 7000 hommes, prétendre, même si on a beaucoup de petites épingle sur une carte, modifier les conditions de vie de dix-huit millions de ruraux en Afghanistan. Mais on peut essayer d'améliorer la situation. J'ajouterai enfin, en ce qui concerne les troupes de l'OTAN, particulièrement pour la France, que je trouve qu'un renforcement s'impose. Qu'est-ce que c'est qu'une armée qui, sur la longue durée, ne combat pas ? Ce n'est plus une armée. Il faut avoir un peu de bon sens : une armée est faite pour fonctionner, c'est-à-dire pour rester en contact avec le domaine guerrier, les innovations techniques, pour s'adapter à la façon américaine de se battre qui, très franchement, à certains égards compte tenu des progrès techniques, doit être suivie de plus près. Il est très important de ne pas être distancé, de ne pas en arriver à s'apercevoir que l'on a un appareil obsolète et, en définitive, de se retrouver « provincialisé ». Voilà mon point de vue.



CESA

Le colonel Serge Cholley demande des précisions sur la montée en puissance de l'armée de l'air afghane.

### ? Colonel Serge Cholley, auditeur au Centre des hautes études militaires (CHEM)

Ma question s'adresse aux généraux américain et afghan et concerne cette nouvelle armée de l'air afghane. J'aimerais savoir combien de fois elle a été engagée au combat. Est-elle intégrée dans les forces alliées, notamment les avions, voire les hélicoptères ? Figurent-ils dans l'*Air Task Order* ?

#### ✓ Général Ghivan

Oui, elle est intégrée mais pas assez. On fait toutefois des efforts pour améliorer l'intégration des Afghans dans les centres de commandement et de contrôle. Ils sont déjà, par exemple, dans Kaboul. On a essayé aussi d'intégrer les hélicoptères ainsi que les avions de transport afghans dans le plan pour les Alliés.

Ce sont de petits pas, mais nous avons quand même fait des progrès. Nous envisageons une armée de l'air afghane complètement intégrée avec les armées de l'air alliées. Mais cela prendra du temps.

### ? Monsieur Ulysse Gosset

L'autre aspect de la question, c'est : y a-t-il eu des engagements directs de l'armée de l'air afghane ?

#### ✓ Général Ghivan

Oui, nous avons déjà engagé, dans le Nord par exemple, des hélicoptères *Mi-35* qui ont soutenu les forces terrestres afghanes pendant l'action.

### Intervention de monsieur Ulysse Gosset

C'est donc une opération de l'armée de l'air et de l'armée de terre afghanes.

#### ✓ Général Ghivan

Oui, pour le moment, il s'agit d'intégrer l'armée de l'air à l'armée de terre afghane. Après ça, j'espère que nous pourrions intégrer l'armée de l'air afghane aux autres armées de l'air alliées.

#### ✓ Général Dawran

Le gouvernement islamique d'Afghanistan et le ministère de la Défense souhaitent que le pays puisse, un jour, prendre le commandement des forces en Afghanistan. C'est très important pour nous.

Nos alliés ne doivent pas rester indéfiniment à nos côtés. Ils vont terminer leur mission et retourneront dans leur pays. Il faut donc mettre l'accent sur la formation et l'entraînement du personnel militaire afghan, surtout dans le domaine aérien.

Comme l'a dit le général Ghivan, nous travaillons actuellement dans tous les domaines pour que la force aérienne afghane soit autonome le plus tôt possible. Par exemple, nous avons participé, en 2009, à une opération à Mazar-e Sharif au cours de laquelle les forces aériennes afghanes ont soutenu les forces au sol avec des hélicoptères *Mi-35*. En janvier 2010,

nous envisageons d'envoyer un groupe d'hélicoptères afghans à Kandahar pour soutenir une nouvelle fois les forces terrestres. Nous préparons actuellement cette mission. Comme vous le savez, former et entraîner une force aérienne est complexe et coûte cher. Il faut du temps pour y parvenir, plusieurs années, car il faut maîtriser les techniques, former le personnel nécessaire. Mais nous avons l'espoir qu'un jour nous serons capables de soutenir intégralement nos forces nous-mêmes.

### Monsieur Ulysse Gosset

Avant de redonner la parole à la salle, je me tourne vers Étienne Gille. Au cours de l'été, vous avez lancé, avec une série d'organisations humanitaires, un appel dans lequel vous soulignez le danger d'une lecture exclusivement militaire du conflit.

Est-ce que vous avez le sentiment d'avoir été entendu ? Est-ce que les choses évoluent dans la bonne direction ?

#### ✓ Monsieur Étienne Gille

Comme dirait le général Ghivan, il faut du temps. D'abord, je ne suis pas de ceux qui disent que rien n'a été fait auparavant. Je considère, au contraire, que beaucoup d'actions ont été menées mais que les conditions ne sont pas évidentes. On a certainement fait des erreurs. Mais dans un pays qui était complètement blessé, meurtri, dont beaucoup de cadres ont été tués ou se sont exilés, on ne peut pas, du jour au lendemain, tout redresser. Il y a donc encore du travail à faire, et il faut de la patience et de la modestie dans les ambitions, parce que laisser espérer aux jeunes Afghans que leur pays pourrait devenir en cinq ou dix ans un paradis terrestre, c'est susciter beaucoup d'espoir auquel personne ne pourra répondre.

Cela dit, personnellement, je crois qu'il y a un domaine sur lequel il faudrait travailler. Cela, d'ailleurs, a été évoqué toute à l'heure : il s'agit du domaine de la justice. Cela nous éloigne un peu du sujet de ce colloque, mais

quelqu'un a souligné, tout à fait à juste titre, que les taliban savent rendre la justice. Alors, bien sûr, c'est une justice qui est parfois un peu traumatisante et terrifiante, mais, tant que le gouvernement afghan ne sera pas en mesure de faire que la justice soit rendue dans toutes les régions du pays et dans tous les villages, il persistera un sentiment d'injustice.

J'ajoute enfin qu'il existe un gros problème qui n'a jamais été résolu, et sur lequel il y a débat : c'est le problème des criminels de guerre qui n'ont jamais été jugés. Il y a là une blessure au cœur des populations afghanes, au cœur des ethnies afghanes, qui ont souffert de brutalités graves, de crimes restés impunis et qui sont tentées par la violence et la vengeance. Tant que des solutions n'auront pas été trouvées pour ces problèmes, l'Afghanistan souffrira et sera sujet à la violence. Il ne faut peut-être pas juger, mais il faut certainement trouver des moyens de faire apparaître la vérité et d'écarter du pouvoir les criminels les plus patents.

### Monsieur Ulysse Gosset

Monsieur l'ambassadeur, il a été fait état, à plusieurs reprises, de la responsabilité essentielle du gouvernement afghan et de son président, Monsieur Hamid Karzaï. Sans doute Barack Obama doit-il aujourd'hui, dans son discours sur la politique américaine en Afghanistan, dire ce qu'il attend précisément du président afghan, de ses engagements, notamment en matière de lutte contre la corruption. Compte tenu de la reprise de l'initiative des forces alliées et de la nouvelle stratégie définie par le président Obama, y a-t-il aussi une carte à jouer du côté du gouvernement central et de la présidence afghane ?

#### ✓ Monsieur l'ambassadeur d'Afghanistan

Il me semble avoir évoqué, à plusieurs reprises lors de mon intervention, le caractère essentiel de la carte afghane, aussi bien du côté du gouvernement, du Président, du nouveau cabinet qui va être annoncé dans quelques jours que des gouverneurs comme cela a été



mentionné, et ce à tous les niveaux : militaire, civil, local, provincial, national. Il y a beaucoup d'efforts à faire du côté afghan. C'est un partenariat à mener avec les forces alliées mais il s'agit de notre pays, de notre avenir et de notre destin.

Vous tous êtes là pour nous aider, et nous apprécions beaucoup ce que vous avez fait jusqu'à présent. Il faut aussi ne pas oublier que jusqu'en septembre 2001 l'Afghanistan était oublié, l'Afghanistan était ignoré. Les Afghans étaient seuls dans leur combat, dans la lutte contre les éléments dont nous parlons aujourd'hui, que ce soit les éléments afghans, terroristes, insurgés ou seigneurs de guerre sans oublier les Soviétiques.

On parle d'une histoire d'une trentaine d'années. Imaginez, une trentaine d'années, deux générations d'Afghans. Moi j'ai quarante-huit ans. Tout cela a commencé quand j'en avais dix-huit. J'ai vu tout ce qui s'est passé autour de moi depuis trente ans. Et on peut même remonter un peu plus loin, avec le premier coup d'État en 1973.

On parle de justice. Je me souviens très bien des membres de ma famille, exécutés après 1973, entre 1973 et 1978. Alors, à la question de savoir si nous allons demander justice, je réponds : bien sûr qu'il faut demander justice ! Et il faut appliquer cette justice. Mais où commencer en Afghanistan ? Avec qui ? Où s'arrêter ? Qu'en est-il de la justice aujourd'hui, de tous ces jeunes Afghans tués, décapités, de toutes ces choses horribles faites aux hommes, aux femmes et aux enfants afghans ? Qui va répondre de tout ça ? Comment rend-on la justice à ces gens-là ?

Tout ça est très compliqué. Nous devons avoir un programme, un processus pour rendre la justice aux Afghans. Mais cela ne doit pas être un programme qui va relancer une guerre civile et déstabiliser ce pays tellement blessé.

Il faudrait parler de tout ça dans un cadre plus lucide. Je crois qu'il y a aujourd'hui, en Afghanistan, des gens qui sont un problème.

Il y a des Afghans dans le pays qui participent activement à la corruption. Je ne parle pas de l'enseignant qui a besoin de vingt dollars de plus pour pouvoir mettre de la nourriture sur la table. Je ne parle pas non plus du fonctionnaire dont le salaire est de cinquante dollars par mois et qui ne peut pas payer son loyer. Je parle de la vraie corruption qui existe dans la communauté internationale et dans le système afghan. Il faut s'en débarrasser. Il faut se débarrasser des seigneurs de guerre, ces combattants armés qui, non contents de ne pas aider au processus de reconstruction, sont contre ce processus et essayent de le briser. Après huit ans, on connaît tous ces gens.

Je vais ajouter, si vous le permettez, un mot ou deux sur le processus de Bonn. À Bonn, on ne pouvait pas inviter le mollah Omar ou des taliban, contre qui on se battait tous. Cela n'était pas possible. D'une part, on ne pouvait pas les trouver puisqu'ils étaient cachés, au Pakistan notamment. D'autre part, il n'était pas possible de dire aux Afghans, à la population que ceux qui avaient gouverné avec autant de rigueur, une rigueur jamais vue dans l'histoire de l'Afghanistan, ceux qui ont détruit le patrimoine culturel, qui voulaient détruire la culture afghane et l'identité nationale, que ceux-là allaient venir à la table des négociations.

Aujourd'hui, nous sommes d'accord pour nous réconcilier avec les Afghans qui n'ont pas commis de crimes majeurs, ceux qui ne font pas partie des réseaux terroristes, qui sont mécontents et qui souhaitent un régime constitutionnel et la reconnaissance de leurs droits renoncent à la violence. Mais la réconciliation est impossible avec ceux qui continuent de tirer sur nos filles ou sur nos sœurs.

Donc certes, le processus de Bonn n'était pas parfait, mais c'était la meilleure chose que l'on pouvait faire après septembre 2001. Depuis Bonn, il aurait fallu mieux gérer les affaires, aussi bien du côté afghan que du côté de nos amis. Je pense que maintenant, après huit ans d'expérience, nous avons des leçons à tirer. J'espère que la nouvelle stratégie sera une stratégie bien coordonnée,

mais on ne peut pas dire que c'est la stratégie d'Obama, ni celle de Monsieur Karzaï ni celle des Européens. On ne peut pas. Aujourd'hui on ne peut pas avoir une discussion sur plusieurs stratégies, chacun faisant les choses de son côté. Non, il doit y avoir une cohérence, une synergie, des efforts collectifs pour résoudre maintenant les problèmes qui nous font face.

### Monsieur Ulysse Gosset

Vous attendez beaucoup de la conférence de Londres qui aura lieu en janvier ?

#### ✓ Monsieur l'ambassadeur d'Afghanistan

Cette conférence est une étape. Je pense qu'il ne faut pas trop en parler aujourd'hui. On sait bien que les responsabilités afghanes sont en jeu, celles de la communauté internationale également. On aura peut être une « *Exit Strategy* », une stratégie de retrait, mais, comme je vous l'ai dit, il ne faut pas donner de dates, il ne faut pas dire « *on arrête la mission en 2015, 2016...* ».

On ne peut pas, on ne doit pas donner de date à nos adversaires, ce n'est pas logique. Mais il faudra quand même expliquer comment on va opérer ce retrait après avoir résolu des problèmes qui existent dans le pays et dans la région. Vous ne pouvez pas dissocier l'Afghanistan de la situation de l'Asie centrale et vous comprenez très bien tout ce qui se passe dans cette zone. On ne peut pas combattre un phénomène taliban et pas un autre. On ne peut pas dire que le taliban menaçant l'Afghanistan doit être combattu et que celui qui croit en la même chose, en la même idéologie mais qui veut s'imposer dans un autre pays, celui-là peut agir comme il l'entend.

On peut avoir la meilleure stratégie du monde, mais si ce n'est pas réaliste et pragmatique cela ne va pas marcher.

### Monsieur Ulysse Gosset

À propos de ce fameux « dialogue » avec les taliban, on a vu que le président Karzaï, au cours des derniers mois, a pris quelques

initiatives. Est-ce que vous pensez que ce « dialogue » entre le gouvernement central et les taliban peut être considéré comme réaliste et sur quelle base ?

#### ✓ Monsieur l'ambassadeur d'Afghanistan

Oui, je pense qu'il y a une dimension réaliste dans ce dialogue. Il y a des Afghans qui sont mécontents, qui ont pris les armes et se battent, il y a des Afghans qui n'ont pas obtenu justice, comme cela a déjà été évoqué, et il y a des Afghans pour qui la justice signifie l'égalité, les ressources économiques, l'emploi. Il faut donc créer des millions d'emplois dans ce pays pour essayer de résoudre certains problèmes et arriver à une réconciliation réelle. Ce n'est pas seulement en invitant l'opposant à venir se mettre à la table des négociations que l'on va arriver à une réconciliation. Il faut d'autres mécanismes, d'autres politiques, qu'elles soient économiques ou sociales, pour arriver à une solution de réconciliation qui soit réelle. Mais cela ne veut pas dire que le mollah Omar sera le premier à venir discuter. Il ne viendra peut être jamais, mais d'autres seront prêts à le faire.



CESA

M. Malis, de Thalès, souhaite connaître les voies de progrès pour le renseignement aérien.



Christian Malis – Professeur à Saint-Cyr et conseiller chez Thalès

Question adressée à monsieur Chaliand et aux officiers généraux.

On dit souvent qu'en situation de contre-insurrection le renseignement est à la base de l'action, encore davantage qu'en confrontation conventionnelle. On nous a dit, tout à l'heure, qu'un fantassin moderne pouvait compenser un certain manque d'agilité par le renseignement. Or, il semble qu'en Afghanistan ce ne soit pas vraiment le cas, qu'il y ait plutôt une asymétrie en faveur de l'adversaire pour ce qui est du renseignement car il a recours à un renseignement humain, grâce à l'infiltration, grâce au contact avec la population et qu'il se distingue mal, lui-même, de la population. Il semblerait donc que les moyens techniques occidentaux rencontrent des limites du côté taliban. J'en viens donc à ma question : quels moyens, notamment aériens, peuvent permettre d'améliorer le rapport de force en termes de renseignement ?

Bruno Raymond, président de section à la Cour des comptes

Question adressée à l'ensemble des intervenants.

À la suite de cette matinée fort riche d'interventions diverses mais non divergentes, comme l'a déjà souligné le général Gelée, je suis quand même quelque peu étonné que l'ombre

portée par la situation politique au Pakistan n'ait guère été évoquée. Alors que, à l'instar de ce qui a déjà été dit et qui était fort juste, le conflit iraquien avait modifié profondément la réalité et la perception de notre présence en Afghanistan, ne pensez-vous pas que cette situation pakistanaise risque, dans les années qui viennent, de peser lourdement, tant sur les finalités que sur les modalités de notre intervention, sujet que, *in fine*, l'ambassadeur a évoqué, il y a quelques instants ?

✓ Gérard Chaliand

En ce qui concerne le renseignement, il est bien sûr fondamental dans les affaires d'insurrection comme de contre-insurrection. Il faut reconnaître que, d'une manière générale, le renseignement du côté taliban fonctionne plutôt bien. En ce qui concerne le renseignement du côté de l'État et des forces étrangères, il n'est pas si mauvais que ça parce que, finalement, il y a une remarquable interpénétration des deux côtés et on est au courant de beaucoup de choses, et pas seulement du point de vue du renseignement aérien : on a aussi des informations qui circulent et proviennent du renseignement humain.

La question qui a été posée sur le Pakistan est effectivement fondamentale car ce conflit, bien sûr, n'est pas un conflit strictement afghan. Pour commencer, il y a davantage de Pachtouns du côté pakistanaise que du côté afghan, numériquement parlant. Tout cela remonte à la fameuse ligne Durand, qui a été tracée par les Britanniques au moment de l'Empire des Indes et les Pakistanais ont été partie prenante dans ce processus depuis 1978-1979. C'est-à-dire que, pour eux, l'Afghanistan représentait une « *profondeur stratégique* » – je reprends leurs propres termes –, contre leur adversaire historique l'Inde, qui, aujourd'hui, demeure leur adversaire majeur. Ce ne sont pas les taliban afghans qui sont les ennemis ou les adversaires de l'armée pakistanaise, qui représente la colonne vertébrale du Pakistan. C'est l'Inde, une Inde de plus en plus présente aujourd'hui en Afghanistan, ce qui inquiète beaucoup les Pakistanais. Alors les Pakistanais et leur armée



CESA

M. Raymond, de la Cour des comptes, évoque le rôle du Pakistan dans la crise afghane.

vont certainement lutter contre leurs propres taliban, ceux de Hakimullah Maseed<sup>2</sup> dans le Sud du Waziristan, avec des succès contrastés. Mais en ce qui concerne le mollah Omar et d'autres groupes comme ceux de Jalaluddin Haqqani<sup>3</sup> ou de Gulbuddin Hekmatyar<sup>4</sup>, ce ne sont pas des adversaires.

Les Américains essayent de mettre la pression sur le Pakistan. Une aide est apportée aux civils dans un milieu ambigu régionalement et qui, en même temps, n'a pas cessé d'aider ceux contre lesquels nous luttons. Donc, le Pakistan va représenter dans les prochaines années un problème très sérieux, c'est pourquoi, d'ailleurs, on a appelé ce dossier « AfPak », dossier biface dont il est très difficile de dire si on va pouvoir le résoudre de manière aisée ou non. Il est donc vrai de dire que le Pakistan est, aujourd'hui, l'épicentre de cette crise globale.

#### ✓ Réponse d'Alain Boinet

Je suis de nature plutôt optimiste, mais je crois qu'il faut reconnaître que la situation est tout de même grave et je pense qu'il faut en parler librement parce que dans les premières années, et notamment de 2005 à 2007, il n'y avait pas de débat sur l'Afghanistan, on ne pouvait pas vraiment dire ce qu'il se passait, même quand ça allait mal, parce que c'était très mal vu. Il y avait une pression terrible. Je pense que cette dissimulation a fait beaucoup de mal à la recherche d'une solution pour ce pays. Aujourd'hui, il faut vraiment mettre les termes du débat sur la table et ne plus pratiquer la langue de bois, parce que ce n'est pas

comme ça qu'on sortira de cette guerre. Car il s'agit bien d'une guerre, qui, en plus, s'est étendue, comme on vient de le voir, au Pakistan.

Depuis huit ans, il y a eu des progrès énormes, c'est indéniable, en matière de routes, d'institutions, de télécommunications, de programmes d'aide, avec ce que l'on appelle le « *National Sovereignty Program* ». Ce programme concerne vingt-deux mille communautés afghanes ; je le sais puisque nous sommes nous-mêmes impliqués dans ce programme. Donc un travail énorme a été fait : quinze milliards de dollars pour l'aide à l'Afghanistan, entre fin 2001 et 2008. Certes, il est évident que ce n'est pas suffisant, et la conférence de Paris a permis de remobiliser 21 milliards. Toute la question est de savoir comment cet argent est utilisé et s'il arrive jusqu'aux populations, dans les villages au fond des vallées.

Je voudrais revenir sur deux ou trois points pour éclairer le débat.

Il me semble (je parle très modestement) que si le président Obama a tant tardé à se prononcer sur l'Afghanistan, c'est parce que justement la situation est très compliquée, qu'il y a un enjeu énorme sur les décisions qu'il va prendre et que l'administration américaine avait des points de vue très diversifiés. Vous me permettez de vous rappeler qu'il y avait des points de vue manifestement très opposés, par exemple celui du général McChrystal et celui de l'ambassadeur à Kaboul. Je comprends ces divergences car la situation est difficile. Mais qui peut avoir une solution en « *kit* », une solution « clés en main » ? C'est tout l'intérêt de ce débat.

Je voudrais dire quelques mots sur la question tactique de la tache d'huile ou de la mobilité. Les Français pratiquent cette politique de la tache d'huile en Kapisa et Surobi, les Canadiens le font dans un district au sud de Kandahar, d'autres le font ailleurs. Le problème, c'est que, si de tache d'huile en tache d'huile on essaye de s'étendre sur un pays qui fait 600 000 km<sup>2</sup> avec une altitude

<sup>2</sup> Hakimullah Maseed : leader du TTP, *Tahreke Taliban Pakistan*.

<sup>3</sup> Jalaluddin Haqqan : ancien leader militaire connu pour son engagement contre les Soviétiques dans les années 1980, il a été ensuite un chef militaire des taliban. Il est accusé de nombreux attentats en Inde et en Afghanistan.

<sup>4</sup> Gulbuddin Hekmatyar : homme politique et militaire afghan, ancien Premier ministre et chef du parti Hezb-e-Islami Gulbuddin, considéré comme terroriste par l'ISAF. Il a revendiqué l'attaque mortelle du 18 août 2008 contre les soldats français dans la vallée d'Uzbin.



moyenne de 2 000 mètres, ça signifie qu'il faudra quand même beaucoup d'hommes. Quant à la mobilité, oui, elle est souhaitable. Mais ça me rappelle l'Algérie, où il y avait à la fois, un quadrillage du terrain et une mobilité avec 500 000 hommes ; au Vietnam, autant. Est-ce qu'on va déployer 500 000 hommes en Afghanistan ? Certainement pas. Donc la question, c'est : comment trouver une solution avec le maximum de troupes possible mais aussi avec d'autres réponses aux problèmes que des réponses militaires, même si ces réponses militaires sont nécessaires et indispensables, j'en suis certain. Un retrait aujourd'hui de l'OTAN en Afghanistan signifierait le retour à la guerre civile. Et ce ne serait pas un bien pour les Afghans, ce ne serait pas un bien pour ceux qui partiraient parce qu'ils auront une responsabilité, ils sont responsables.

D'ailleurs, vous savez, il y a un général pakistanaï, qui a dit, il y a longtemps, et je pense que c'est profondément juste : « *L'Afghanistan, c'est un pays dans lequel il est très facile de pénétrer, mais duquel il est très difficile de sortir.* » Je pense qu'on va avoir beaucoup de mal à sortir. Je le dis franchement parce qu'il faut vraiment se demander comment on va sortir de ce pays et dans quel état on va le laisser, lui et les populations qui y vivent.

J'ai beaucoup vécu avec les moudjahidin, que ce soit avec le commandant Massoud, à la bataille de Narhin (district de la province de Baghlân) en 1986 et dans bien d'autres combats puisque, faisant de l'aide humanitaire, nous avons été pris dans les combats. J'ai aussi été à Kandahar, dans le Wardak à Maydan Chahar et à Hérat. Ce que je voudrais ajouter sur la question de la tache d'huile et de la mobilité, et que j'ai constaté sur le terrain, c'est que les combattants n'ont pas d'uniformes, ce n'est pas une armée conventionnelle. Ils viennent des villages, ils ont des familles, ils sont mariés, avec des enfants, ils ont leurs parents, des cousins, des voisins, ce sont des agriculteurs, ils se connaissent très bien. Donc ces combattants prennent les armes puis rentrent chez eux et se diluent dans la nature avec une énorme faci-

lité. C'est le propre d'une guérilla. On a donc une vraie difficulté à se battre contre ce type de combattants. On parle de guerre asymétrique, de guerre irrégulière : c'est tout à fait ça. C'est pour ça que les populations des régions d'où proviennent ces insurgés sont fondamentales. Parler avec ces populations est déterminant. C'est plus une question sociale qu'une question militaire. Les combattants se battent pour des motifs, ils font partie d'une société et ils ne pourraient pas faire cette guerre s'ils n'étaient pas soutenus par une partie de la population, même s'ils reçoivent de l'aide de l'extérieur.

Le problème c'est que, bien sûr, le militaire a toute sa place mais, encore une fois, je crois et tout le monde le dit, qu'il n'y a pas de solution militaire. Donc je pense que pour les militaires il y a vraiment une réelle difficulté car ils n'ont pas forcément de carte politique ou de carte civile à jouer. On parle de la bonne coordination avec les Alliés, mais il faut une bonne coordination entre les dimensions militaires, politiques et de développement ; c'est tout cela qui doit être intégré pour trouver la solution, et j'appelle de tout mon cœur à une vraie solution.

Alors je crois que l'on n'a pas gagné la guerre en Afghanistan : on doit gagner la paix et c'est probablement beaucoup plus compliqué. Je voudrais prendre un exemple : le général McChrystal a dit de manière extrêmement pertinente à ses soldats : « *Quand vous tombez sur un groupe de taliban, ils sont dix, vous en tuez trois et vous vous dites c'est bien parce qu'il n'en reste que sept. Le problème, ce n'est pas qu'il en reste sept, le problème c'est que les trois que vous avez tués, ils en ont mobilisé probablement entre deux et trois de plus ; leurs frères, leurs cousins... Et donc en face de vous, vous n'en avez plus dix mais seize* ».

Dans la société afghane, la guerre alimente la guerre, et plus vous allez privilégier la guerre, plus vous aurez de combattants en face de vous. Alors, il faut tous les tuer et, à ce moment-là, produire un effort militaire. Il faut envoyer les troupes en très grand nombre et pour une période assez longue. Je dis ça parce que ce sont

aussi les limites de l'instrument militaire qui déterminent la solution politique. Pas à n'importe quel prix, évidemment. Le terrorisme doit être combattu avec la dernière énergie. Les gens d'Al-Qaïda ont fait un mal terrible à ce pays et continuent. La guerre alimente la guerre et je pense que le militaire doit donner le temps à une solution politique, permettre une solution politique. Il s'agit vraiment de gagner la paix. On fait des plans militaires de batailles mais fait-on des plans politiques pour trouver une solution et ramener la paix dans ce pays ?

### Question de monsieur Jean-Guy Collignon de l'université Paris II

Je voudrais que l'on me parle de l'ennemi, je donne trois directions :

La première : Combien sont-ils ? Comment reconstituent leurs forces ? Comment soignent-ils leurs blessés ? Et, d'une manière générale, quel est leur effectif ?

La deuxième chose : Comment sont-ils organisés ? Qui a le commandement ? Comment communiquent-ils ? Qui reçoit des ordres d'aller exécuter telle ou telle mission ?

La troisième et dernière : Comment sont-ils financés ? D'où viennent leurs armes ? Par exemple, si demain ils ont des armes anti-aériennes, d'où viendront-elles ?

Et pour finir : Quel est l'état de leur moral ? Parce qu'après tout quand l'ennemi n'a plus le moral on a, comme l'ont dit les Chinois depuis longtemps, gagné la guerre.

#### ✓ Gérard Chaliand

En premier lieu, les taliban, comparés aux moudjahidin, sont une troupe indiscutablement bien supérieure. Il n'y a aucun rapport entre les moudjahidin des années 1980 et les taliban d'aujourd'hui. C'est une troupe bien entraînée, professionnelle et à temps complet. Ce ne sont plus des paysans qui s'arrêtent de combattre parce que c'est la moisson ou qui



CESA

Le professeur Collignon sent le besoin de préciser la nature et les moyens de l'adversaire.

refusent de participer à telle ou telle opération parce que ce n'est plus dans leur vallée ou dans leur espace de solidarité.

Deuxièmement, il y a des cadres qui ont été formés par les Pakistanais et ont acquis de l'expérience. On évalue – sachant qu'il est toujours extrêmement difficile de se lancer dans des évaluations chiffrées – le nombre de taliban sur le terrain entre 20 et 30 000. Ce qui est certain, c'est qu'ils sont renouvelables quasiment à l'infini. Donc, le nombre de troupes agissant a peu d'importance. Les armes sont fournies en grande partie, voire en totalité très certainement, par les Pakistanais. L'argent vient essentiellement de personnes du Golfe, sympathisantes de ce genre de combats, même s'il peut aussi parfois provenir des États. En effet, je rappelle qu'à la veille du 11 septembre 2001 trois États reconnaissaient les taliban : le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. L'argent comme les armes viennent donc de ces zones-là.

Maintenant, en ce qui concerne le moral, je vous dirai, comme le général Beauffre, que c'est là que réside l'asymétrie maximum, l'asymétrie fondamentale. Elle réside dans la motivation idéologique. Je trouve, dans ce combat, les taliban mieux motivés que leurs adversaires. ●

# Présentation des débats : Déclinaisons du fait aérien en Afghanistan

Monsieur Jean-Claude Viollet,  
député de la Charente,  
membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées.

Auteur ou co-auteur de nombreux rapports parlementaires sur la puissance aérienne, Jean-Claude Viollet indique que l'engagement en Afghanistan nous montre que l'armée de l'air française doit se donner les moyens de garder son rang de grande puissance et que, pour cela, elle doit acquérir les moyens nécessaires.

Notre première table ronde a permis de replacer le fait aérien dans le contexte général des efforts entrepris pour la mise en œuvre du processus de Bonn et de mesurer en quoi la logique d'emploi des moyens militaires, aériens notamment, avait, dans ce contexte, connu une évolution significative par rapport aux années 1990.

Cet après-midi, nous allons donc poursuivre la réflexion en nous attachant à évoquer plus particulièrement les adaptations conduites à l'occasion des opérations en Afghanistan, dans la pratique du fait aérien et pour l'ensemble des



Monsieur le député Jean-Claude Viollet relance les débats de l'après-midi consacrés au retour d'expérience en Afghanistan. Sa connaissance de l'aviation militaire en fait un modérateur expert.

domaines d'intervention qui sont ceux d'une armée de premier rang telle que l'armée de l'air française.

Avec le général de corps aérien Gilles Desclaux, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes, puis le major général Douglas L. Raaberg, ancien commandant en second de la composante aérienne pour l'Afghanistan, nous aurons l'occasion d'évoquer l'ensemble des dimensions de l'action aérienne, et bien entendu la problématique particulière de la direction de dispositifs aériens complexes, en coalition, sur des théâtres aussi éloignés et difficiles, et pour lesquels l'environnement même constitue une contrainte supplémentaire.

Avec le capitaine commissaire Guilhem Brouard, ancien *Legal advisor*<sup>1</sup> auprès du commandant des éléments air français pour l'Afghanistan, nous aborderons la question, de plus en plus importante et complexe, du droit des conflits armés.

Par la suite nous en viendrons plus directement aux moyens, en commençant par les drones, ou plutôt les systèmes de drones, qui participent à la première des fonctions stratégiques, à savoir *la Connaissance et l'Anticipation*.

Pour avoir travaillé, plusieurs mois durant, avec mon collègue Yves Vandewalle sur ce sujet et m'être rendu, les 14 et 15 octobre dernier, en Afghanistan, à Bagram et sur la FOB<sup>2</sup> Tora, j'ai

1 *Legal advisor* : Conseiller juridique.

2 FOB : *Forward operating base* – Base opérationnelle avancée.



DR

Déchargement d'un *Caracal* de l'armée de l'air française acheminé en Afghanistan par gros porteur *An-124* affecté auprès d'une compagnie privée.

pu personnellement mesurer l'importance de ces moyens, devenus aujourd'hui indispensables à la préparation, à la conduite et à l'évaluation des opérations. Comme j'ai pu l'entrevoir lorsque j'ai rencontré nos alliés américains et nos amis israéliens, de nouvelles perspectives s'ouvrent à nous, à condition que, à la croisée des chemins où nous sommes, nous sachions faire les bons choix.

C'est tout le sens du rapport que nous venons de présenter à la commission de la Défense nationale et des forces armées, le 25 novembre dernier, et qui devrait, je l'espère, rapidement être publié, après avoir été à nouveau débattu au sein de notre commission ce soir même.

Le colonel Cyril Darcy, ancien chef du détachement *SIDM-Harfang* à Bagram, nous éclairera de sa riche expérience dans ce domaine, après dix mois de déploiement et mille cinq cents heures de missions effectuées au service de la coalition.

Nous aborderons par la suite l'appui aérien aux forces terrestres, avec le lieutenant-colonel Jean-Paul Besse, ancien chef de détachement chasse à Kandahar, puis la question des « contrôleurs aériens avancés » (*Joint Terminal Attack Controller* – JTAC en anglais), avec le lieutenant-colonel Bernard Granier, ancien chef de la coordination aérienne (J3 Air) pour le commandement de la région Capitale à Kaboul.

Ces interventions nous permettront d'évoquer, par la suite, l'évolution des moyens déployés : avions (*Rafale*, *Mirage FICR* et *2000D*), hélicoptères (*Caracal*) ou drones (*SIDM-Har-*

*fang*), mais également toutes les difficultés rencontrées, notamment dues à l'absence de moyens de communication embarqués interopérables (RVT : *Remote Video Transmission*) ou de *Pods laser* qui sont en cours de résolution, ainsi qu'au déploiement, au soutien et même au carburant. Ces difficultés complexifient encore la situation sur le terrain, y compris pour l'OTAN, dans la mesure où les forces se trouvent sur un théâtre éloigné, difficile d'accès, et dans un environnement où les conditions climatiques constituent un défi supplémentaire pour les hommes et les matériels.

Enfin, nous évoquerons la question du transport aérien militaire avec le lieutenant-colonel Laurent Solda, ancien chef de détachement transport à Douchanbe.

Nous aborderons en particulier la question de l'aéromobilité, sur laquelle j'ai rendu un rapport en janvier 2008, avec mes collègues Michel Sordi et Alain Marty, rapport qui pointait le fort déficit capacitaire, tant pour le transfert vers les théâtres qu'en leur sein même, et démontrait que des mesures d'urgence étaient indispensables, dans l'attente notamment de l'admission au service de l'*A400M* et de la commande des MRTT<sup>3</sup>, tant pour la tenue du contrat opérationnel que pour le maintien des qualifications des équipages.

À ce sujet, je maintiens ce que j'ai dit en ma qualité de rapporteur sur le programme *Préparation et emploi des forces Air de la mission défense* du projet de loi de finances pour 2010. En effet, la politique des équipements n'a de sens que si elle s'accompagne d'une politique de ressources humaines, puisque ce qui fait de l'armée de l'air française une armée de premier rang, connue et reconnue de toutes les armées du monde et de nos alliés dans la coalition en Afghanistan, c'est avant tout la richesse de ses hommes et de ses femmes. C'est cette richesse qu'il nous appartient de préserver.

C'est donc tout naturellement que je cède désormais la parole au général de corps aérien Gilles Desclaux. ●

**3** MRTT : *Multi-role transport and tanker*. Avions destinés à succéder aux ravitailleurs *C-135 FR* tout en accroissant la capacité de transport.

# Le rôle de l'arme aérienne dans une opération de stabilisation et de contre-insurrection

Général de corps aérien Gilles Desclaux,  
commandant du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes–CDAOA.

Le général Gilles Desclaux revient sur l'évolution du conflit afghan et sur le rôle de l'arme aérienne dans la gestion de crise et la sécurité du pays. Il identifie ses atouts et ses apports dans un engagement qu'il qualifie de « contre-insurrectionnel » et qui implique une adaptation permanente.

Monsieur l'ambassadeur,  
Madame et Messieurs les députés,  
Messieurs les officiers généraux,  
Mesdames et Messieurs,



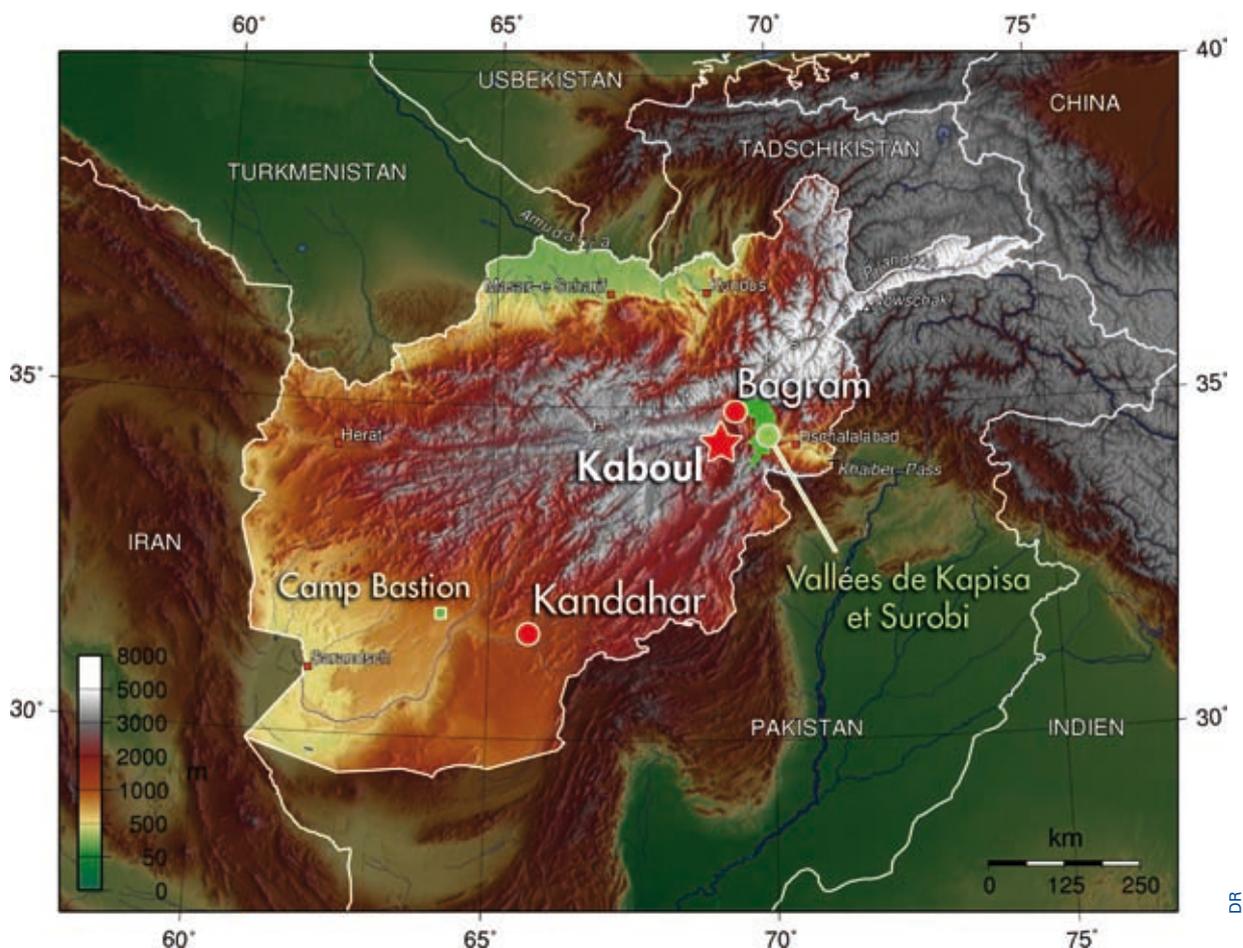
Le général Desclaux supervise les opérations de l'armée de l'air en Afghanistan. Commandeur connaissant parfaitement les mécanismes de l'OTAN, il est un conseiller précieux pour le CEMAA et le CEMA.

Il me revient le plaisir mais aussi la difficile tâche d'introduire en quelques minutes le vaste sujet qui nous réunit ; vaste tant par la

durée de l'engagement des forces aériennes de l'Alliance en Afghanistan que par la richesse des enseignements accumulés depuis. En effet, la crise afghane, qui entre dans sa neuvième année, est passée par plusieurs phases successives, débutant par l'intervention américaine lancée au lendemain du 11 septembre 2001, se poursuivant par une tentative de stabilisation du pays par l'ONU et l'OTAN, pour mener à la situation encore incertaine qui nous a été décrite ce matin et qui s'apparente à un conflit de type contre-insurrectionnel.

Au cours de ces différentes phases, l'arme aérienne a tenu et tient encore un rôle majeur dans la gestion de la crise, dans des registres très variés, en fonction de l'intensité des actions menées et des effets stratégiques recherchés.

Ainsi, les opérations en Afghanistan ont commencé par une campagne aérienne massive qui a atteint ses objectifs en quelques semaines. Cette campagne a eu pour caractéristique essentielle de concilier la très haute technicité des moyens aériens et la rusticité des hommes qui, sur le terrain, guidaient les frappes aériennes.



Avec des voies de communication terrestres difficilement praticables, dans un territoire particulièrement montagneux, le vecteur aérien est un facteur de succès pour la coalition et un multiplicateur de forces.

À l'issue de ces premières semaines de bombardements intensifs, le rôle de l'arme aérienne a logiquement évolué vers des fonctions de soutien, indispensables à la manœuvre de sécurisation et de stabilisation du pays. Comme le disait le général Richard Dannat, ancien chef d'état-major de l'armée de terre britannique : « *Après avoir enfoncé la porte, il faut savoir gagner les cœurs.* »

Aujourd'hui, alors que la coalition est engagée dans des actions de contre-insurrection, les qualités intrinsèques de l'arme aérienne demeurent des atouts précieux dans la conduite des opérations. **La puissance aérienne est un multiplicateur de force qui permet à la coalition de couvrir des espaces plus vastes avec moins de forces et qui fait peser sur l'adversaire une pression physique et psychologique forte, l'empêchant de se regrouper et de mener des actions d'envergure.**

Intervenir en Afghanistan, c'est d'abord projeter des forces à 5 500 kilomètres de l'Europe, dans un pays totalement enclavé, entouré de voisins instables ou peu fiables ; un pays dont la superficie est 1,2 fois celle de la France et dont la géographie alterne vastes étendues désertiques, grandes plaines et hautes montagnes rocheuses aux vallées profondément encaissées.

Intervenir en Afghanistan, c'est aussi agir dans un pays dont les voies de communication terrestres sont parfois difficilement praticables, mais toujours dangereuses. 70 % des pertes subies par la coalition en Afghanistan sont dues aux engins explosifs improvisés<sup>1</sup>, nous aurons l'occasion d'en reparler.

<sup>1</sup> EEI, ou en anglais IED : *Improvised Explosive Device*.



Dans un tel contexte, la mobilité et l'allonge du transport aérien militaire se révèlent déterminantes pour déployer les moyens de la coalition vers le théâtre, et pour assurer dans la durée la part la plus importante de leur soutien logistique. Kaboul, Bagram, Kandahar, Camp Bastion sont devenus d'immenses plates-formes aéronautiques par lesquelles transitent tout le personnel sans exception ainsi que l'ensemble de l'armement amenés par avions de transport stratégique militaires ou affrétés.

Une fois débarqués dans ces grands *hubs*, personnel et matériel sont transportés sur l'ensemble du théâtre par appareils tactiques auto-protégés ou par hélicoptères, afin de s'affranchir des obstacles naturels afghans, tout en procurant un niveau de sécurité que seule la voie des airs peut garantir.

Pour ravitailler les positions les plus isolées, les Américains et les Britanniques comme nous-mêmes avons souvent recours à l'aérolargage qui offre un excellent compromis entre charges livrées et conditions de sécurité. Comme nous le précisera le lieutenant-colonel Solda, nous avons notamment développé la technique du largage de matériel à très grande hauteur avec ouverture basse.



DR



Afin de faire face aux obstacles naturels et à la rareté et la précarité des voies de communication terrestres, l'allonge et la flexibilité du transport aérien sont indispensables aux forces terrestres. ➔

Les récents largages au profit de l'OMLT<sup>2</sup> française en Uruzgan ont montré que cette technique peu coûteuse, qui repose sur l'étude fine des vents sur la zone considérée, est maintenant bien maîtrisée. Larguées à des altitudes de l'ordre de 17 000 pieds, les palettes sont à chaque fois arrivées au sol, espacées d'une cinquantaine de mètres, à environ 200 m du point d'impact prévu.

La rapidité d'intervention est une autre constante de l'arme aérienne qui trouve toute sa signification en Afghanistan.

C'est véritablement une nécessité vitale lorsqu'il s'agit de dégager des troupes amies prises sous le feu des insurgés. L'exemple de l'attaque contre les postes avancés américains *Keating* et *Fritsche*, le 3 octobre dernier, est particulièrement explicite à cet égard. Alors que les défenses américaines étaient sur le point de céder totalement dès les premières minutes de l'assaut mené par les taliban, ce sont des *F-15E* qui ont été les premiers sur zone, moins de dix minutes après la demande d'appui aérien, et une heure quinze avant l'arrivée des premiers *Apache* de l'US Army. Leur intervention s'est d'ailleurs révélée doublement déterminante, tant pour leur réactivité que pour la puissance de feu qu'ils ont apportée tout au long de la journée pour bloquer la progression des insurgés et finalement permettre la reprise de l'initiative. Cet événement illustre parfaitement les possibilités qu'offre l'arme aérienne pour réunir à



DR

<sup>2</sup> OMLT : *Operational Mentoring and Liaison Team*.

un point donné, à un moment donné, une forte concentration de moyens. Même si aujourd'hui l'accent est davantage mis sur la préservation de la population afghane, conduisant à une certaine modération dans l'emploi de la force, il est toujours des circonstances en Afghanistan qui peuvent rendre nécessaire le recours à un emploi massif de la puissance aérienne.

La rapidité d'intervention est aussi primordiale lorsqu'il s'agit d'évacuer les trop nombreux blessés depuis les points les plus reculés du théâtre. L'évacuation médicale par air, connue sous l'acronyme de MEDEVAC<sup>3</sup>, doit être garantie 24h/24h dans des délais prescrits sur l'ensemble de l'Afghanistan et c'est un des soucis constants des responsables Air que de coordonner cette mission essentielle.



La rapidité d'intervention des moyens aériens et leur permanence (24h/24h) sont au cœur de la mission MEDEVAC (évacuation médicale) destinée à secourir les soldats blessés.

L'arme aérienne offre aussi aux décideurs alliés une grande diversité et une meilleure gradation dans l'emploi de la force.

Dans les situations difficiles que peuvent rencontrer les troupes au sol, l'artillerie présente l'avantage de pouvoir être mise en œuvre le plus souvent dans des délais très courts. Cependant, la précision de ces armes peut être insuffisante compte tenu de l'urbanisation des zones d'intervention. Si l'on peut disposer du

temps d'attente nécessaire, en moyenne moins de dix minutes, l'arme aérienne amène l'observation par le haut, peut disperser l'ennemi par sa seule présence, démontrée plus ou moins agressivement, du *show of presence* au *show of force*<sup>4</sup>, ou par des tirs de canon air-sol utilisés comme ultime avertissement.

Si ces effets gradués n'obtiennent pas les résultats escomptés, il peut être nécessaire de frapper avec très grande précision. À chaque fois, ce sont alors les JTAC, les *Joint Terminal Attack Controllers*, qui, depuis le sol, demandent et guident ces tirs. La qualité et la fiabilité des informations fournies par le JTAC constituent des paramètres cruciaux pour l'opportunité de ces frappes comme pour leur précision.

Enfin le général Raaberg, notre invité d'honneur, qui fut responsable de l'emploi au combat des moyens aériens, me rejoindra sans nul doute sur le point suivant. Sur un théâtre où les nations agissent de façon sectorisée, par choix politique ou par la cohérence de leur dispositif terrestre, les capacités de théâtre de l'arme aérienne, gérées de façon centralisée au profit de l'ensemble de la coalition, renforcent les liens entre Alliés. C'est incontestablement un atout politique à faire valoir dans la gestion d'une crise qui met à rude épreuve la solidarité entre nations. En particulier, l'usage qui est fait des moyens aériens français, le plus souvent mis à disposition du commandant de l'ISAF, concourt clairement à cet objectif. Les exemples sont nombreux :

- ✎ C'est notre C-135 qui consacre près de 75 % de son activité à ravitailler les appareils de la coalition ;
- ✎ C'est 80 % du fret transporté par nos C-160 qui se fait au profit des autres pays alliés ;
- ✎ C'est l'aide apportée par le DETAIR de Douchambe aux armées de l'air espagnole et belge pour leurs rotations de personnel ;
- ✎ C'est un de nos C-135 FR qui vient de convoyer des F-16 belges depuis l'Europe ;

3 MEDEVAC : *Medical evacuation*.

4 Démonstration de présence ou de force.



DR

La gestion de l'arme aérienne de manière centralisée, comme ici au Qatar, permet un renforcement des liens au sein de la coalition ainsi qu'une utilisation optimale des moyens aériens.

☞ Ce sont nos *Rafale*, *Mirage 2000D* et *FICR* qui interviennent en soutien des forces alliées, en région Sud pour 70 % des missions et en région Est pour 25 % des missions ;

☞ C'est encore notre drone *Harfang* qui accomplit près de la moitié de ses missions au profit d'autres pays de la coalition, notamment en soutien des contingents américain, norvégien et polonais.

Les diverses capacités de l'arme aérienne que je viens d'énumérer n'ont pas été développées pour répondre aux exigences du théâtre afghan, loin s'en faut. Amorcées bien avant notre intervention en Asie centrale, elles ont trouvé leur application dans un conflit qui ne diffère pas, pour certains aspects, des conflits précédents. **Cependant, même s'il s'agit d'un conflit face à un adversaire rustique dans lequel l'arme**



DR

**aérienne intervient essentiellement en soutien de la manœuvre terrestre, l'Afghanistan a permis à la puissance aérienne d'évoluer dans des compartiments bien particuliers.** Je m'attarderai à développer trois d'entre eux, en commençant bien naturellement par celui du Renseignement, de la Surveillance et de la Reconnaissance, l'ISR.

On assiste notamment aujourd'hui à l'explosion des besoins de *Full Motion Video*,<sup>5</sup> qui ne sont honorés qu'à 40 % sur l'ensemble du théâtre malgré des moyens américains déjà considérables.

C'est aujourd'hui un rôle central pour les drones MALE<sup>6</sup> comme l'a rappelé Monsieur le député. Ces systèmes de surveillance perfectionnés, capables de rester sur zone entre douze et vingt-quatre heures, d'opérer de jour comme de nuit, en toute discrétion, sont idéaux à la fois pour renseigner les forces terrestres en vue de la préparation d'une action future, mais aussi pour assister ces mêmes forces durant l'action. Leur intégration complète au sein des réseaux d'information de la coalition permet de transcender l'emploi de cette capacité.

De même, les drones constituent une précieuse source d'information pour détecter et combattre les poseurs d'IED placés le long des voies de communication et associés



DR

☞ Le conflit en Afghanistan a permis de développer des domaines d'excellence comme celui de l'acquisition de renseignement ou de la surveillance de zones avec des drones.

<sup>5</sup> Vidéo animée qui permet le transfert en temps réel d'images issues de l'avion.

<sup>6</sup> MALE : Moyenne Altitude Longue Endurance.

le plus souvent à des embuscades de courte durée qui restent le mode d'action privilégié des insurgés. Pour l'armée de l'air, l'expérience acquise après bientôt mille cinq cents heures de vol du *Harfang* en Afghanistan est déjà considérable. Le colonel Carcy vous en parlera en détail.

Ce mode d'action conditionne également l'emploi de l'arme aérienne et de l'aviation de chasse en particulier. Ainsi, en dehors des interventions en appui des troupes au contact de l'ennemi, les chasseurs réalisent des missions dites de *Non-Traditional ISR* souvent déclinées en mission de *Counter-IED* au profit des patrouilles terrestres de la coalition, grâce aux capacités offertes par les *Pods* de désignation de nouvelle génération emportés par les chasseurs. Ces missions, consistant en une exploration des voies de communication à la recherche d'objets de petite taille, d'anomalies de terrain, d'activités humaines suspectes, restent difficiles. Des progrès techniques sont en train d'émerger dans ce domaine.

En deuxième point, je souhaite évoquer la coopération Terre/Air ou *Air/Land Integration* pour les Britanniques, et plus particulièrement la chaîne d'appui aérien qui a connu des évolutions notables.

Dans le cadre d'une opération de « contre-insurrection », la maîtrise des dégâts collatéraux est essentielle. À la notion de « connaissance de la situation » se substitue la notion de « compréhension de la situation ». Cette compréhension passe par une fusion en temps réel du renseignement issu des plateformes air, de l'écoute des communications de l'adversaire (COMINT <sup>7</sup>) et de la connaissance de l'environnement humain associé. Pour s'inscrire dans cette fusion réalisée au niveau du commandant de la manœuvre au sol, les aéronefs doivent disposer d'un moyen de liaison interopérable performant qui s'impose aujourd'hui comme étant le système



DF

Le système ROVER, mis en œuvre par les équipes JTAC depuis le sol, permet une intégration maximale de la chaîne d'appui feu entre le pilote et les troupes prises sous le feu. Cette intégration est synonyme d'efficacité du tir mais aussi de sécurité pour les troupes et la population.

ROVER <sup>8</sup> qui renvoie en continu vers le sol les images du *pod* du chasseur. Plus qu'une amélioration du tempo et de la fiabilisation de l'action d'appui, ce système apporte au chef au sol une information décisive lui permettant de choisir le mode d'action pertinent.

Cet outil est aujourd'hui quasiment incontournable pour pouvoir prendre part aux actions de tir, le lieutenant-colonel Besse vous le confirmera.

Nos équipes JTAC ont ainsi acquis un haut niveau de technicité, mettant en œuvre des matériels perfectionnés tels que les récepteurs ROVER et SCARABEE <sup>9</sup>, ou des télémètres laser et des systèmes GPS leur permettant

<sup>7</sup> COMINT : COMmunication INTelligence.

<sup>8</sup> ROVER : Remote Operations Video Enhanced Receiver.

<sup>9</sup> SCARABEE : Système de communication aéroterrestre de restitution, acquisition et bibliothèque, embarqué et évolutif.



d'extraire des coordonnées géographiques. Les membres de ces équipes ont développé une véritable polyvalence de compétences individuelles qui leur confère une grande autonomie d'action : ce sont ainsi tour à tour des tireurs d'élite à longue distance, des opérateurs mortier, des transmetteurs de combat, des auxiliaires sanitaires, ou encore des opérateurs infographie. Collectivement, ils constituent des groupes capables de gérer un ensemble d'appuis tactiques fournis par l'arme aérienne : appui feu, bien sûr, mais aussi ravitaillement, évacuation, ou mise en place tactique.

Comme vous le précisera le lieutenant-colonel Granier, au niveau de la coordination dans la troisième dimension avec les forces

terrestres, le module appelé CTA <sup>10</sup>, placé auprès du chef de groupement tactique, est devenu un maillon central de l'intégration de l'arme aérienne dans la manœuvre terrestre. C'est dans le volet planification des actions terrestres que ce groupe d'aviateurs inséré au niveau bataillonnaire, flanqué d'experts artillerie et drones, trouve toute sa pertinence. Car le CAS <sup>11</sup>, employé en dernier recours sous le double effet de l'urgence et du stress de combat, réduit trop souvent la gamme d'effets possibles aux seuls effets létaux.

En troisième lieu, je souhaiterais aborder brièvement les conditions d'intervention de nos chasseurs et les procédures qui les encadrent.

Dans un conflit de type contre insurrectionnel, le centre de gravité stratégique est clairement la population. C'est le soutien du peuple afghan aux efforts alliés, ou au contraire sa réticence, voire son hostilité, qui détermineront l'issue de cette crise. Dans cette relation délicate entre la coalition et la population, les dégâts collatéraux et les victimes civiles sont une cause importante de friction pouvant conduire au rejet.

La robustesse des règles d'engagement, les « célèbres RoEs <sup>12</sup> », constitue alors un volet essentiel de notre engagement. Elles cimentent la crédibilité indispensable pour espérer gagner la confiance des Afghans.

Or, c'est un fait, même si les frappes aériennes ne sont pas la cause principale des victimes civiles du conflit, et loin s'en faut, le nombre de civils tués par frappes aériennes entre 2006 et 2008 a progressé de façon constante et avec parfois des retentissements importants bien orchestrés par les taliban.

Mais ce qui est aussi avéré, c'est que parmi les facteurs provoquant des pertes civiles lors des frappes aériennes, l'erreur de ciblage est de

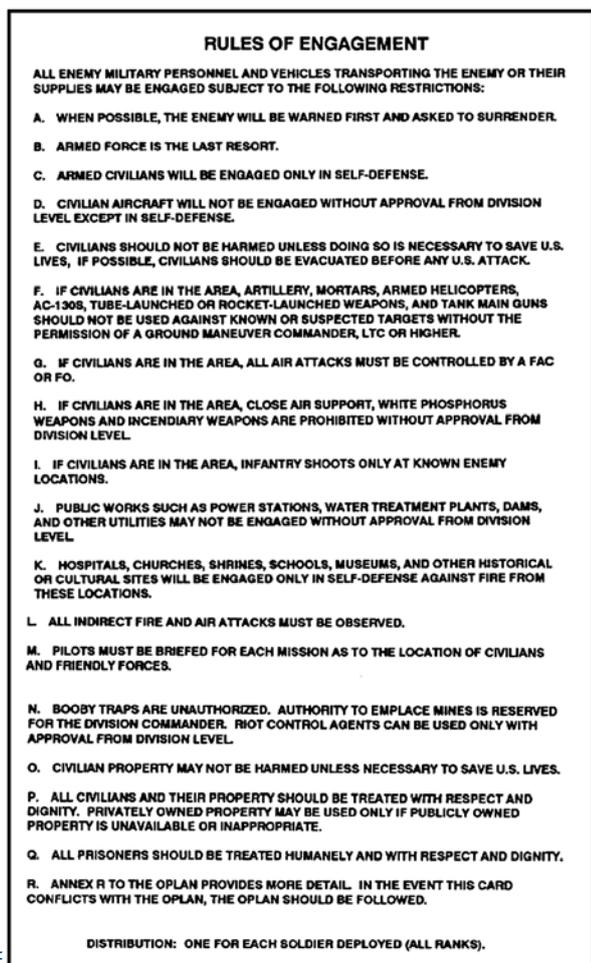


Figure C-1. Example of rules of engagement (continued).

Les règles d'engagement en Afghanistan sont importantes pour la réussite des opérations mais aussi pour s'allier la population. Ici, un exemple de ROE, qui ne sont pas spécifiques à l'Afghanistan.

<sup>10</sup> CTA : Contrôleur Tactique Air.

<sup>11</sup> CAS : Close Air Support.

<sup>12</sup> RoE : Rules of engagement.

loin la principale raison. Ces tragédies n'ont généralement pas pour cause des erreurs de visée de l'équipage ou des effets mal dosés de l'armement utilisé. Elles résultent de décisions d'engagement certes regrettables après coup mais prises dans l'instant sur la base des seules informations disponibles, c'est-à-dire le plus souvent incomplètes et insuffisamment fiables.

Dans les actions que nous avons menées depuis le début de la guerre en Afghanistan, nos équipages ont fait preuve d'une grande prudence. Bien conseillés par nos juristes opérationnels, les *legal Advisors* que représente ici le commissaire capitaine Brouard, les précautions qu'ils ont appliquées dans le dialogue avec les JTAC et les procédures qu'ils ont suivies ont pour un temps pu paraître excessives aux yeux de nos partenaires les plus volontaristes. Aujourd'hui, elles sont devenues la norme pour l'ensemble de la coalition.

**Au niveau national, les capacités que je viens de décrire ou même les évolutions développées dans le cadre de ce conflit ne peuvent cependant masquer des insuffisances que le savoir-faire de notre personnel ne peut combler totalement.**

Le système *Harfang* dont nous disposons aujourd'hui est notoirement limité, avec seulement deux vecteurs, tous deux déployés



DR

Le *Rafale* a fait preuve de sa valeur sur le terrain afghan. Sa polyvalence lui a permis de s'adapter aux opérations de guerre irrégulière et en fait l'outil militaire idéal dans ce type de situation.

sur le théâtre. Il ne permet pas d'assurer dans de bonnes conditions la formation de nos spécialistes tout en disposant d'un nombre suffisant de systèmes pour les opérations intérieures et extérieures. Qui plus est, les capteurs dont dispose le SIDM ne sont plus au standard « qualité » adopté par nos alliés. Ils devront être modernisés, pour gagner en définition et permettre l'extraction de coordonnées par le laser embarqué. Ils devront aussi être complétés par d'autres capteurs, notamment SIGINT, *SIGnal INTelligence*, pour être en mesure d'écouter et de localiser les sources de communication.

Concernant l'aviation de combat, l'Afghanistan a mis en valeur les qualités du *Rafale*, plateforme polyvalente, hautement perfectionnée, qui est capable de mener des opérations aériennes complexes et de s'intégrer dans un conflit asymétrique. Nous ne pouvons plus aujourd'hui développer de nouveaux vecteurs spécialisés dans un nombre restreint de missions. Le *Rafale* sera notre avion porteur pour les décennies à venir. En revanche, il faudra continuer à étendre la panoplie des armements et des capteurs emportés pour pouvoir couvrir avec un type d'avion unique tout le spectre des missions confiées à l'aviation de chasse. Celles du type afghan nécessiteront des armements peu coûteux pour traiter des objectifs « rustiques » et dont les effets pourront être dosés. Je pense notamment, en complément du canon, aux bombes ou missiles de petite taille.

Dans le domaine de l'appui aérien, il existe un besoin permanent de réduire le temps d'engagement, entre le moment où le chasseur arrive sur zone et celui où il délivre effectivement son armement. Les règles d'engagement imposent une identification claire de l'objectif, nous l'avons vu. La phase de désignation de l'objectif, qui nécessite un dialogue entre le JTAC et le pilote, puis un travail en cabine pour identifier et désigner la cible, peut alors prendre plusieurs minutes. Ce temps est souvent encore trop long. Un système de numérisation de l'appui aérien



DR

La diversité des moyens aériens et des effets produits permet de s'adapter aux nouvelles tactiques que les insurgés peuvent mettre en place.

interopérable doit permettre d'améliorer les échanges de données entre l'équipage et le JTAC, pour disposer instantanément d'une référence commune et irréfutable de ciblage.

L'Afghanistan a aussi montré qu'une armée de l'air de premier rang devait pouvoir déployer des bases aériennes de grand format dans un environnement austère, voire hostile. Les bases actuellement mises en place sur le théâtre sont interalliées et s'étendent sur de larges superficies. Leur sécurité est un enjeu constant, pour les protéger de toute incursion ou pour atténuer, autant que faire se peut, les effets des attaques aléatoires de mortier et de roquettes. Leur intégration dans le contexte local doit aussi contribuer à l'approche globale de gestion de crise. De même, l'aide au développement de l'aviation militaire et civile afghane sont des domaines dans lesquels il est vital de s'investir en profondeur.

En dernier lieu, le travail en coalition est souvent un défi. Tout particulièrement dans le domaine air, très centralisé, il est essentiel que tous les acteurs capacitaires puissent trouver leur place dans le C2 qui gouverne les opérations aériennes. Objectifs stratégiques, modes d'action, effets recherchés ou cibles potentielles requièrent une réelle convergence de vue politique et opérationnelle. Je considère comme une anomalie, même

si elle s'explique historiquement, que nous ne puissions aujourd'hui participer pleinement à la planification et à la conduite des opérations. Ainsi, nos partenaires américains et britanniques se privent de notre soutien pour certaines missions spécifiques, comme le *Dynamic Targeting*, qui ne peut se concevoir sans disposer de toute l'information nécessaire pour valider notamment le choix des cibles.

En conclusion, l'arme aérienne en général, et l'armée de l'air française en particulier, en effectuant plus de 10 % des missions d'appui feu de l'Alliance, apportent une contribution indispensable à la gestion de la crise afghane. Ce conflit nous conduit à revisiter les préceptes de la lutte contre-insurrectionnelle et à adapter en permanence nos moyens et nos modes d'action.

Comme l'a répété le chef d'état-major des armées, il faut cependant se garder de toute focalisation excessive sur l'Afghanistan qui pourrait faire perdre de vue le fait que des conflits de haute intensité, interétatiques, requérant de disposer de toute la gamme des capacités aériennes, restent probables dans le futur. La guerre du Golfe de 1991 est là pour nous rappeler que des surprises stratégiques sont toujours possibles. Le risque d'avoir à faire face, à nouveau, à une crise de grande ampleur n'est pas négligeable. Il ne faudrait pas, alors, avoir à redécouvrir qu'une intervention, dans un tel contexte, serait impossible sans la maîtrise du ciel. La supériorité aérienne, si elle ne garantit pas la victoire, reste un préalable indispensable à son avènement. L'obtenir n'est pas une chose facile.

Je vous remercie de votre attention. ●

# L'emploi de la puissance aérienne, élément central de la coopération internationale

Major General Douglas L. Raaberg,  
ancien commandant de la composante aérienne de l'ISAF et de OEF pour l'Afghanistan.

Fort de son expérience en tant qu'ancien commandant en second de la composante aérienne de l'ISAF, le *Major General* Douglas Raaberg analyse les moyens et les actions à mener pour sécuriser le théâtre afghan. Il revient ensuite sur le rapport du général McChrystal, commandant en chef des forces de la coalition en Afghanistan, et sur l'importance de l'*Air power* dans la résolution de cette crise.

Le *Major General* Douglas Raaberg, ancien commandant de la composante aérienne pour l'Afghanistan (juin 2008 – juillet 2009), a centré sa réflexion sur les moyens et les actions à mener pour sécuriser le théâtre afghan ainsi que sur l'effort qui doit désormais être porté sur le développement économique et politique de l'Afghanistan. Pour ce faire, le *Major General* Raaberg prévoit que l'emploi de la puissance aérienne sera un gage de réussite pour atteindre les objectifs fixés en coopération par les Afghans et la coalition.

I am very honored to join you this afternoon in a very important international discussion on air power in Afghanistan and the region. It is even a greater honour to be with you in an amphitheatre dedicated to and in tribute of *generalissime* Ferdinand Foch –soldier, military theorist, and writer credited with the “most original and subtle mind” of the 20th century. On behalf our chief of staff of the United States Air Force, General Norton Schwartz, I thank you for inviting me to this symposium.

It is with equal gratitude, as the former deputy combined force air component commander, that I publicly thank each of the air forces present in this sanatorium today as well as the Afghanistan army air corps, represented by General Dawran, for the devotion to duty and the dedication to the NATO – led mission in Afghanistan.

The contribution of air power is immense. In many cases, air power is unseen and yet, it is decisive. Over the past five years, I have been actively involved in the military operations in this region. It has been intriguing to witness the changes on the ground, at sea and in the air. At the most intimate level, even working with General Stanley McChrystal for over 26 months, I've seen change while orchestrat-



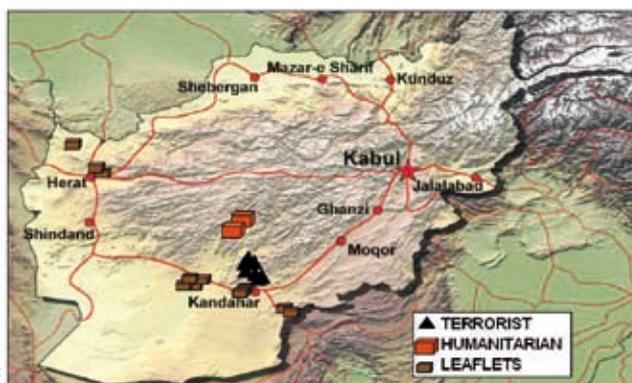
Le *Major General* Raaberg partage son expérience aérienne en Afghanistan et montre le poids de l'aérien dans les succès de la coalition.



ing operations for the United States central command from as early as Afghanistan's first presidential election in October of 2004. Likewise, I saw a significant transformation of air power's contribution when I was deputy commander for the largest air, space and cyber-operation in the Middle East and central Asia where we executed air, space and cyber-operations from the combined air operations center at Al-Udeid air base. Flying combat missions in the *B-1* bomber gave me a bird's eye view of how magnificently the transformation was applied in the ongoing counter-insurgency operations. Operation *Enduring Freedom* (OEF), the UK's operation *Herrick* and now the actions of the International Security Assistance Force (ISAF) have paved the way for an incredible amount of change in the scope, scale and (yes) duration for the use of air in Afghanistan.

a markedly different way. Likewise, ISAF was established by the UN security council at the end of December 2001 to secure Kabul and the surrounding areas. NATO assumed control of ISAF in 2003 and has led the mission since 2006. Today, the Afghan campaign continues across a broad range of actions where we are helping Afghans help themselves, fighting the nexus of drugs, providing economic development, training the next generation of Afghan security forces to fighting a resurging Taliban. In short, we have seen a transformation for the use of air since the opening salvo where we applied stealth and precision strikes from *B-1*, *B-2* and *B-52* bombers and dropped humanitarian supplies from *C-17* cargo aircraft from the first moment of intervention.

**ENDURING FREEDOM**  
December 5



DR

DR

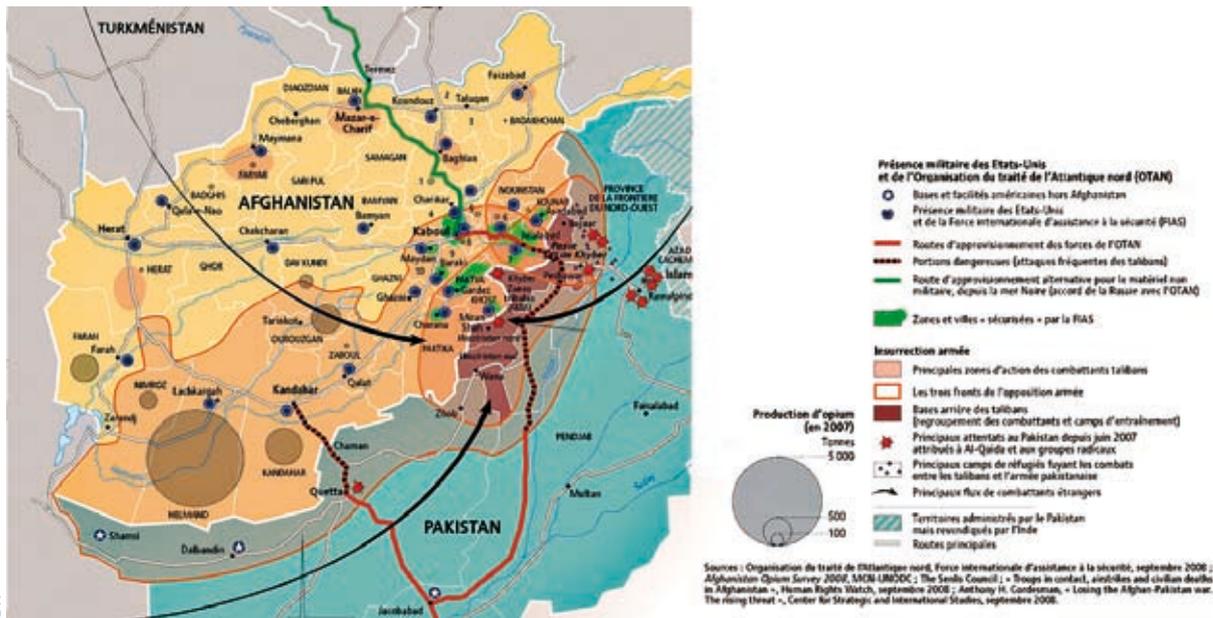
Les opérations menées par la coalition en Afghanistan constituent un facteur de transformation pour le fait aérien. Indispensables tant à la défense contre les insurgés qu'à la reconstruction de l'Afghanistan, les forces aériennes sont un levier majeur de la gestion de la crise.

National and international objectives have changed in those eight years since we first responded to the September 11th attacks in the United States. So has the face of battle. The stated aim of operation *Enduring Freedom*, then, was to effectively destroy *Al-Qaida's* influence and remove the Taliban regime which gave support and safe harbour to its extremist ideology. It continues to this day, perhaps in

Strategically, the conflict in Afghanistan has become a test of wills. Globally, there is a struggle against extremist ideology in its rawest form. The epicentre of both tensions resides along the Afghanistan-Pakistan border.

Air power has adapted to the unconventional or irregular warfare environment on the ground. In many ways, it has transformed to support

DR



La stabilisation finale de l'Afghanistan apparaît d'autant plus difficile que les Talibans se sont réfugiés dans les territoires frontaliers entre le Pakistan et l'Afghanistan. Ils sont ainsi devenus le centre des tensions entre la coalition, alliée au gouvernement afghan, et les insurgés talibans.

the “coin of the realm” counter-insurgency. Clearly, there is still a delicate balance between aerial protection for manoeuvring ground forces and the use of air to respond to troops-in-contact with the enemy, or “tics.” Just as delicate is the balance in removing casualties from the battle field to casualty evacuation beyond the fight where the wounded are rapidly flown to their respective country for intensive care, something our wounded warriors deserve and a standard we expect. Intelligence, surveillance and reconnaissance (ISR) from numerous manned and unmanned platforms, from many nations, has blurred effectively into fused data that directly supports all commanders, not just one. Air power is still a very capable instrument of force employment in today’s coalition, joint warfare. Yet, as noted air power author, Benjamin Lambeth, indicates, “even in the best of circumstances, however, it can never be more effective than the strategy it is intended to support”<sup>1</sup>.

In its case for “why the Afghanistan war deserves more resources, commitment and political will”, *The Economist Magazine*

recently argued, “as for resources, it is worth remembering that in 2006, before the American surge, prospects in Iraq looked far bleaker than they do now in Afghanistan...[today], General McChrystal is believed to have offered a range of proposals to increase the number of American forces –at present about 62,000 out of a total of some 100,000 foreign troops– by between 10,000 and 60,000 troops. General McChrystal says that the core of his strategy is its first stage: to regain the initiative. To do that, a substantial surge is needed.”<sup>2</sup> *New York Times* reporter, Dexter Filkins, recently travelled with General McChrystal throughout Afghanistan. He said in his *New York Times Magazine* article, “at the heart of McChrystal’s strategy are three principles : protect the Afghan people, build an Afghan state and make friends with whomever you can, including insurgents”<sup>3</sup>. In essence, set the conditions for a stable Afghanistan and the region. Whatever the strategy, our discus-

**1** Lambeth, Benjamin S., *NATO’s Air War for Kosovo*, RAND Corporation, p. 250.

**2** “Obama’s War : Why the Afghanistan war deserves more resources, commitment and political will” *The Economist*, October 17th 2009, p. 15. Note : For context, on December 1st, the President of the United States announced in a televised address a force posture increase of 30,000 troops to Afghanistan.

**3** Filkins, Dexter. “His Long War.” *The New York Times Magazine*, 18 October 2009, p. 42.



sion this afternoon must center on how best air, space and cyber power –combined and integrated– will enable all else that follows to produce the sought-after results our political leadership expect and the commander of ISAF seeks on the ground.



DR

Le général Stanley A. McChrystal a redéfini la stratégie de la coalition pour l'Afghanistan. Trois principes guident cette nouvelle approche : la protection du peuple, la construction d'un État afghan et la prise en compte de toutes les composantes afghanes, y compris les insurgés.

In short, how best as airmen can we enable strategic outcomes ? Air power does sew the seeds of success if properly applied from the ground to the cockpit.

While an updated strategy for Afghanistan is debated and refined, counter-insurgency and counter-terrorism do present new doctrinal and technical challenges. Former US chairman of the joint chiefs, General Richard B. Myers, wrote an opinion for the *Washington Times* in late October entitled, “*counter-terrorism begs for a strategy*”. In this thought-provoking piece he indicates, “*the world is watching as the United States government grapples with the next steps in Afghanistan, that the answer in Afghanistan perhaps might be more discernable if viewed in the context of a strategy that dealt with the broader issue of violent extremism. Furthermore, he contends that there must be a more comprehensive global strategy that revolves around three fundamental elements :*

☞ **1. correctly identifying the adversary and its characteristics;**

☞ **2. the global strategy must use all elements of national and international power (military, political-diplomatic, economic and educational-informational);**

☞ **3. America cannot do this alone”<sup>4</sup>.**

Whatever the outcome of this global strategy debate, air power is a key ingredient to its successful outcomes. Again, as Mr. Lambeth has noted, “*the ultimate course and outcome of events is not just air power narrowly construed, but rather operations conducted in, through, and from the earth’s atmosphere backstopped and enabled, in some cases even decisively, by the diverse additional assets in space and by operations conducted within cyberspace (that is, the electromagnetic spectrum).*”<sup>5</sup> Air, space and cyber power will continue to adapt as events on the ground change; perhaps transform. Who would have thought that both manned and unmanned platforms would integrate with a highly sophisticated degree of cooperation where the footprint of the operation is lighter, agile and when necessary, more lethal ?

Coalition air forces continue to fly and fight around the clock with near-impunity. Command of the air is the mainstay of our operations. Additionally, air power in Afghanistan enjoys the immutable characteristics of speed, range and flexibility. Every sortie counts whether it’s a French C-135, British VC-10, *Tristar* or US KC-10, KC-135 or KC-130 aerial-tanker offloading over 3-million pounds of jet fuel to one of more than 300 daily receivers. We advertise that’s enough fuel in a day to light up Las Vegas for two days or drive your personal car around the globe over 250 times. I will not speculate how long the lights in Paris would glow with that much

<sup>4</sup> Myers, Richard B., General, USAF (Ret). “*Counter-terrorism Begs For A Strategy.*” *Washington Times*, October 29th, 2009, p. 4.

<sup>5</sup> Lambeth, Benjamin S. *Air Power, Space Power, and Cyber Power : A Stocktaking of Early 21st-Century American Capabilities and Challenge.* RAND Corporation paper prepared for presentation at the second annual Forum on Space and Defense, US Air Force Academy, Colorado Springs, Colorado, 11-12 January 2007, p. 2.



DF

Le ravitaillement en vol est un élément essentiel de la puissance aérienne en Afghanistan. La quantité de carburant utilisée tous les jours est tout à fait représentative des efforts financiers et matériels de ce conflit.

fuel to burn! Every day, our nations deliver much needed freight to over 40 international partners *via* more than 250 cargo-aircraft flights that transit into, out of and within Afghanistan.

Each flight makes a difference each and every hour. In Afghanistan, there are greater challenges that we have to overcome to meet the commander's needs on the ground. For example, take geography. Afghanistan is remote in comparison to its connectivity to the rest of the world. It is formidable terrain for those on the ground but it is equally demanding for those in the air. Access is limited either from airfields within Afghanistan or to the north from Dushanbe, Tajikistan or further north from Bishkek, Kyrgystan (Manas transit port). And yet, the preponderance of air traffic transits the southern boulevard of Pakistan from the aircraft carriers in the gulf of Oman or one of many airfields in the Arabian gulf. It is no wonder Bagram, Kabul, Kandahar and bastion

have grown immensely in the past two years to base more fighters, cargo, unmanned systems and other capabilities. Expanding Herat in the West, Mazari Sharif in the North to Jalalabad in the East is critical to that growing effort.

We have been driven to air dropping supplies to forces in isolated areas. The demand has increased a 1,000% in the past four years. Australian, French, British and US cargo aircraft provide over 30 air drops a week delivering every class of supply –food, water, ammunition to fuel, building materials and humanitarian supplies. This is equivalent to over 500 pallets a week of freight delivered by parachute to the remotest redoubts using the most sophisticated air-drop systems in the world. The days of throwing a bundle out the back door and hitting the drop zone have given way to precision-guided parachutes that float and 'fly' from as high as 25,000 feet to reach a "postage-stamp sized" target on the ground. In 2008, coalition air forces air dropped 16 million pounds of materials. In 2009, we project that to be nearly 20-million pounds of cargo that will float from aircraft to reach the remote supply points throughout all of Afghanistan.

Eventually, Afghanistan must have a more robust connection to the international air traffic system. For example, over 300,000 commercial flights transit Afghanistan at the higher altitudes from Europe to the Asian markets. That volume alone is a challenge. NATO is working with the Afghan ministry of transportation and civil aviation to build a more mature system. We are integral to making that effort a success. Militarily, Afghan security forces operate in remote locations. Our challenge is to help train the air corps to deliver the forces and their equipment regardless of terrain. It takes a combined airpower transition force to organize, train and equip our Afghan airmen. The seeds of their success have been sewn and are producing incredible results. One of the most important elements to Afghanistan's future is to grow Afghanistan's army air corps and develop the



infrastructure to handle the commercial and military traffic of tomorrow. The air corps has proven itself in battle. I distinctly remember in June 2008 when Taliban fighters attacked the Kandahar jail and freed over a 1,000 prisoners ; 400 of whom were Taliban. It was the Afghan air corps that provided the preponderance of airlift to fly over 4,000 Afghan soldiers into the Kandahar area as part of a large NATO response to the outbreak. As a reminder, it was Afghanistan's army air corps *Mi-17* helicopters that responded first with vital rotary-wing assistance to the October 2005 earthquake victims in the devastated area of Musaffarabad in the Kashmir region of Pakistan. Transforming the capability and complexion of the Afghan army air corps is critical to the stability efforts.

Space is vital in bounding the terrestrial isolation of Afghanistan. This is a country that has limited telephone and no Internet connection to the international community. Most communication is limited by satellite band-width. Command and control through data linkage to unmanned aerial systems, Internet, voice and ship-to-shore communication even radar procedural control of aircraft passes through space-based satellite systems. We still operate seamlessly, beyond these limitations, when an operator can fly their *Predator* or *Reaper* unmanned aerial system (UAS) from Las Vegas, Nevada, in the United States. Also, we are unbounded when weather data is retrieved from Toulouse, France, for a high-altitude French *C-160* air drop to forces near Kabul. Afghanistan is globally networked through space.

Doctrinally, the combined air operations center (as a weapon system) and the air cell in Kabul link strategy-to-task through a very sophisticated, mature theater air control system, or TACS. The CAOC<sup>6</sup>, unlike any other operations center, truly conducts centralized planning and facilitates decentralized execution of all air, space and cyber operations. That is why a coalition one-star flag officer is responsible for the daily oversight of the most detailed operation, from the joint terminal attack controller's (JTACs) actions on the ground to direct support to the air support operations center (ASOC) and joint intelligence operations center (JIOC) in Kabul. Air battle management is real time, responsive and flexible to combat engagements on the ground. In the past year, coalition air responded to over 5,000 troops-in-contact events, on average, taking about 10.2 minutes from the field commander's request to having an aircraft overhead talking to a JTAC. When I assumed the deputy air component commander position at the combined air operations center in the summer of 2008, it was clear much had changed in strategy, force structure and the shift in focus of effort from



DR

Le largage de matériels, vivres, carburants et médicaments apparaît comme l'une des missions critiques de la force aérienne. C'est, bien souvent, le seul moyen d'aider des populations complètement isolées par la géographie du pays.

<sup>6</sup> CAOC : Combined Air Operations Center.

Iraq to Afghanistan. In the summer of 2008, US Navy carrier operations were added to provide a nearly 25% increase in armed over-watch sorties. Overall, the sustaining annual effort from air is astonishing –over 115,000 successful sorties flown, 880,000 passengers moved and 200,000 tons of cargo delivered. The CAOC is adaptable to meet the demands of coin operations, especially for NATO-ISAF operations. Our success as an air component will not be measured by the number of bombs we drop; rather, how we meet the tactical, operational and strategic effects expected from our commanders on the ground and in the headquarters. It is apparent that we can never stop learning and adapting. Discipline of the theater air control system is crucial. The operations conducted through the TACS reflects the strategy our commander expects us to execute. Furthermore, we emphasize accountability to the air tasking order that we will assess and scrutinize all air, space and cyber actions. In turn, the air component commander lets his units know through written feedback how they are performing to the standards set forth in his combined air operations plan, a plan that is germinated from the published strategy. We constantly assess the air control system and the CAOC's processes to assure the operational strategy is executed from supporting a detailed clear-hold-build



Le rôle du CAOC (*Combined Air Operations Center*) du Qatar est essentiel à la coordination des moyens aériens de la coalition. En tant que responsable de la planification et de la conduite des opérations aériennes, il joue un rôle central dans l'action des forces aériennes déployées en Afghanistan par les pays de la coalition.



Rapidité d'intervention, mobilité et puissance de feu démultiplient les effets de la puissance aérienne, permettant de soutenir les troupes au sol mais aussi de peser sur le moral de l'adversaire.

approach in delivering an electrical generator to the Kajaki dam in the Helmund river basin or protecting the forces on the ground so they can conduct face-to-face engagement with our Afghan partners.

In closing, we have much to discuss. It should be clear that the strategy has guided the conduct of air activity from the beginning that has never changed. As a practitioner of the operational arts, I know that the transformation of coalition air power in Afghanistan will usher in new challenges to understanding the strategy we are responsible to carry out, abiding by the legal authorities that will guide our conduct of combat operations, and knowing how our ground commanders, and that of the enemy, think in terms of manoeuvre and force. They are both vying for the same ground and equal cooperation of the Afghan people. I marvel at the magnificent contribution of joint and coalition air power. It is the pivotal enabler for the science and the art of combining and employing the intricate military, economic, political and informational elements of power in Afghanistan to achieve a stable Afghanistan for the Afghan people. Thank you for the honour and privilege to be with you today. ●



# Le rôle du conseiller juridique au sein des éléments air des forces en Afghanistan

Capitaine commissaire Guilhem Brouard,  
commissaire de l'air, bureau pilotage de l'EMAA,  
ancien *legad* du commandement des éléments air français pour l'Afghanistan.

Le capitaine commissaire Guilhem Brouard indique quelles sont les conditions juridiques d'engagement des forces en Afghanistan avant d'énoncer les principes du droit humanitaire qui sont applicables au conflit afghan. Il revient ensuite sur son expérience personnelle et sur le rôle d'un conseiller juridique (*legad*) dans une composante air.



Le commissaire capitaine Brouard intervient dans la seconde table ronde du colloque pour expliquer les enjeux juridiques auxquels la coalition est confrontée.

Monsieur le député,  
Messieur les parlementaires,  
Messieurs les officiers généraux et supérieurs,  
Mesdames, Messieurs,

J'ai servi comme conseiller juridique auprès du commandant des éléments air

en Afghanistan, de janvier à juin 2009, auprès du colonel Erschens. J'interviens donc en fonction de cette expérience. Mon intervention va se diviser en deux parties inégales : la première traite de la question principale qu'affronte tout conseiller juridique en Afghanistan, à savoir les conditions d'engagement de la force ; la seconde traitera

du rôle du conseiller juridique au sein du dispositif air.

### Les conditions d'engagement de la force en Afghanistan

Les forces de la coalition, les forces de l'ISAF, sont en Afghanistan afin de maintenir la sécurité en appuyant l'action du gouvernement afghan. C'est ce qu'énonce la résolution 1386, du Conseil de sécurité, du 20 décembre 2001, d'abord limitée à Kaboul, étendue ensuite à l'ensemble du territoire afghan. Cette résolution est fondée sur le chapitre VII de la Charte des Nations unies, par lequel le Conseil de sécurité autorise l'emploi de la force. Dans cette résolution se trouvent trois mots décisifs : « *Les États parties à l'ISAF peuvent accomplir leur mission en employant à cette fin toute mesure nécessaire* ». « **Toute mesure nécessaire** », cette expression, avec le chapitre VII de la Charte en visa, signifie que la force militaire peut être employée en dehors de cas de légitime défense. C'est donc en vertu de ce texte que nous pouvons ouvrir le feu quand cela est nécessaire pour nos missions.

Mais quel droit est applicable en Afghanistan ? Le droit humanitaire considère deux types de conflits armés non internationaux car, bien sûr, l'Afghanistan est un conflit armé non international.



Le représentant de l'Afghanistan présente la position de son pays lors d'une séance du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le premier cas correspond aux situations de désordre intérieur, ce sont des types de conflits comme l'Irlande du Nord ou les territoires occupés au Proche-Orient, où l'insurrection a un faible degré d'organisation et où le conflit a un faible degré de perte. Dans ce cas-là, on applique l'article 3 commun des conventions de Genève, qui permet de préserver les droits les plus élémentaires de la personne humaine, dont le droit à la vie.

L'autre situation concerne un conflit armé international de haute intensité, du type de la guerre civile espagnole des années 1930 ou, plus récemment, de la guerre civile ivoirienne au début des années 2000.

L'Afghanistan ne correspond à aucun de ces deux types. Il est donc difficile de savoir s'il faut appliquer l'article 3 commun ou si on est en présence d'un cas où on peut appliquer le protocole additionnel de 1977. Cette situation est d'autant plus complexe que les États-Unis n'ont pas ratifié ce protocole. Dans cette situation, que faire ?

Les résolutions 1386 et 1510, qui autorisent l'emploi de la force, permettent d'appliquer le droit humanitaire dit coutumier. Ce droit humanitaire est reconnu par tous les États et il est de ce fait considéré comme opposable à tous. De plus, ce droit est aussi opposable à toute organisation militaire, qu'elle soit ou non étatique, c'est-à-dire qu'il est opposable à l'insurrection afghane.

Le droit humanitaire coutumier se résume en quatre principes.

Le premier principe est le principe de **distinction**. Qui est un ennemi, qui est un civil ? Est-ce que l'objectif est militaire ? Il est évident qu'un objectif non militaire ne peut pas, ne doit pas être frappé. Un objectif militaire est un objectif dont la neutralisation, la destruction, la capture peut procurer à la force qui attaque un avantage militaire certain ou peut permettre de refuser à l'adversaire un avantage ou un soutien à ses opérations militaires.



La précision des capteurs embarqués et des armements permet de discriminer les cibles potentielles et de réduire les dommages au tiers.

Le deuxième principe est celui de la **nécessité**. La nature militaire de l'objectif étant acquise, est-il nécessaire de détruire celui-ci, peut-il être contourné ? Peut-on employer des munitions plus appropriées au traitement de l'objectif ? Dans certains cas, l'aviation peut être le moyen le plus approprié, mais, dans d'autres, cela peut être un tir d'artillerie ou un tir de tireur d'élite.

Le troisième principe est le principe de **proportionnalité**. Il s'agit de faire la balance entre l'avantage militaire que l'on attend de la destruction de l'objectif et les dégâts qu'elle va causer à son environnement civil immédiat. Le principe de proportionnalité s'applique de plusieurs façons. D'abord, il s'applique au regard du renseignement que l'on a sur l'objectif. Il s'applique ensuite au regard de l'armement que l'on possède. En effet, pour ce qui est de l'action aérienne, autant il pouvait éventuellement être acceptable de raser un quartier d'une ville allemande en 1945 pour atteindre une usine, autant cela ne l'est plus lorsque l'on dispose de munitions de précision. Il faut enfin prendre en compte l'effet politique. Qu'est-ce que l'autorité politique veut obtenir comme

effet ? Dans le cadre de l'Afghanistan, c'est un critère extrêmement important. Il est évident que l'effet politique d'une frappe aérienne sur la population civile et sur les relations éventuelles avec le gouvernement en Afghanistan n'est pas du tout neutre.

Le principe d'**humanité** est le quatrième principe. Il signifie que, l'action militaire étant accomplie, il n'est pas nécessaire d'infliger à la population civile, et/ou à l'adversaire, des souffrances inutiles. Lorsqu'un armement cinétique ou explosif peut effectuer la mission, il est totalement hors de propos d'utiliser des armements qui infligent des souffrances non nécessaires.

Ces principes sont issus du manuel de la Croix-Rouge, diffusé par le Comité international. Maintenant appliquons-les à l'Afghanistan. Quelles sont les principales contraintes du théâtre afghan ? Nous sommes dans un conflit contre-insurrectionnel et la frappe aérienne n'est pas planifiée, elle est demandée dans un instant très court par des troupes au sol. La contrainte de temps est donc très importante.



Les règles d'engagement et de procédures de communication utilisées dans les échanges entre le sol (ici équipe JTAC de l'armée de l'air) et les aéronefs sont au cœur du travail des legad.

Pour le principe de distinction, il s'agit de déterminer comment identifier les insurgés. Ils se mêlent à la population civile, se réfugient au sein de zones urbaines civiles et n'ont pas d'infrastructures militaires propres. Ils portent parfois des signes distinctifs mais nous sommes incapables de les identifier avec certitude.

Le deuxième principe, le principe de nécessité, doit permettre d'évaluer l'opportunité de la frappe dans un laps de temps très court. Le général Desclaux disait que la force aérienne intervenait en dix minutes, et bien souvent le besoin d'appui aérien aux troupes au sol s'évalue en quelques dizaines de minutes. Comment en quelques dizaines de minutes peut-on estimer la nécessité de la frappe aérienne ? L'objectif peut-il être contourné ? Peut-il être traité par d'autres moyens ? Vous avez parfois vingt minutes pour répondre, parfois beaucoup moins.

Le principe de proportionnalité implique une évaluation rapide par les pilotes dans

l'avion, par les contrôleurs aériens avancés au sol des dommages collatéraux possibles. Ils ont très peu de temps pour réagir et les conséquences de leur décision seront considérables.

Je ne parle pas du principe d'humanité, qui est largement maîtrisé en Afghanistan.

Toutes ces questions-là, nous les rencontrons en Afghanistan tous les jours ; comme conseiller juridique, j'ai eu à les affronter. Ces problèmes sont tous traités dans les règles d'engagement (ROE) qui fournissent des méthodes et des procédures afin de maximiser l'efficacité de l'action aérienne et de la concilier avec le droit aérien.

Malheureusement, vous comprendrez que je ne puisse pas évoquer dans le détail les règles d'engagement. D'une part, ce sont des informations classifiées ; d'autre part, elles évoluent très rapidement et je crains qu'une partie de mes connaissances ne soit déjà obsolète.



## Le rôle du conseiller juridique (ou legad)

Initialement, le rôle du conseiller juridique – défini à l’occasion des conflits dans les Balkans – était d’être présent dans le cycle de planification de l’action aérienne, d’une frappe aérienne, type conflit du Kosovo. Il s’agissait de valider ou non la frappe sur un objectif déterminé. La boucle de décision était longue et le permettait très largement.

Aujourd’hui, dans les contraintes du conflit afghan, les frappes ne sont pas planifiées dans le cadre d’un appui au sol. La boucle décisionnelle est très courte, il s’agit tout simplement d’un dialogue entre le sol et le pilote dans l’aéronef. Les communications se font en anglais avec des types d’accents extrêmement différents et avec des qualités de communication « qui sont ce qu’elles sont ». Dans cette boucle décisionnelle, le *legad* ne peut pas intervenir. Vous n’imaginez pas, alors que le délai de réponse est de vingt minutes, que le *legad* soit à la radio dans le CAOC ou encore moins qu’il monte en place arrière d’un *Mirage 2000 D*.

Le rôle du *legad* est donc de conseiller les équipages, de guider le pilote qui doit non seulement gérer son vol dans une zone extrêmement accidentée, présentant une menace potentielle, et dialoguer avec le sol mais aussi pouvoir, dans ce dialogue,



DR

Le *legad* joue le rôle de conseiller juridique auprès du commandement et des équipages afin d’assurer le respect des règles d’engagement.

veiller à l’application des règles d’engagement. Il appartient donc au conseiller juridique de définir un vocabulaire très précis à employer, de normaliser le dialogue qui doit avoir lieu entre l’air et le sol et, de guider le pilote, de lui fournir des solutions, des cas pratiques, pour des situations qui sont toujours extrêmement complexes et extrêmement imprévisibles.

Chaque pilote qui se trouve sur le théâtre afghan n’a jamais commencé à voler sans avoir été convenablement « briefé » par le conseiller juridique. C’est une obligation cardinale des fonctions de conseiller juridique.

Celui-ci est placé auprès du commandant des éléments air, pas à Kandahar. Il va analyser *a posteriori* l’action aérienne, il va fournir des éléments de retour d’expérience (Retex), il va améliorer le processus décisionnel, il va faire un rapport et des comptes-rendus en direction des autorités nationales, sur l’amélioration de l’adaptation juridique française et en direction de la coalition sur l’amélioration des règles d’engagement.

Le conseiller juridique est surtout là pour garantir au commandement des éléments air que l’action aérienne se fait dans un cadre juridique précis. Le commandant des éléments air ne peut se passer du *legad* comme il ne peut pas se passer, par exemple, d’un conseiller en matière de renseignement.

La responsabilité du commandement, comme la responsabilité du pilote, est extrêmement importante dans les conflits actuels. On commence à le voir malheureusement peut-être même de manière excessive, pour ce qui est de l’action au sol, et on pourrait le voir pour l’action aérienne.

Mesdames, Messieurs, je ne peux que vous remercier de votre attention et j’espère avoir satisfait à vos attentes, surtout en parlant de droit en ce début d’après-midi. ●

# Les drones opératifs : l'emploi du *Harfang* en Afghanistan

Colonel Cyril Carcy,  
assistant militaire du CEMAA,  
ancien chef de détachement du système de drone *Harfang* à Bagram.

À travers l'expérience acquise depuis le déploiement du système de drones *Harfang* sur le théâtre afghan, le colonel Cyril Carcy présente la plus-value d'un drone de type MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance). Il évoque ses caractéristiques opérationnelles, les conditions d'emploi, le travail en réseau puis l'approche originale adoptée par l'escadron.

Monsieur le député,  
Messieurs les officiers généraux,  
Mesdames, messieurs.



Le lieutenant-colonel Carcy, ancien chef de détachement du système de drone *Harfang* à Bagram, intervient sur la plus-value de l'utilisation d'un drone de type MALE sur le théâtre afghan.

Il me revient donc l'honneur de rentrer dans le vif du sujet, le fait aérien en Afghanistan. Vous remarquerez que la situation est quand même singulière : on autorise un commandant d'escadron drone à s'exprimer sur ce type de sujet. Je pense que l'on n'aurait pas pu voir cela, ne serait-ce qu'il y a un an. Pour autant, je m'en réjouis, même si je suis moi-même pilote de chasse. À travers l'expérience acquise depuis le

déploiement du *Harfang* au mois de février, je souhaiterais vous présenter la plus-value d'un drone de longue endurance ou drone MALE c'est-à-dire « *moyenne altitude longue endurance* » sur ce théâtre particulièrement exigeant. Je vous propose d'aborder mon propos à travers quatre parties.

La première s'emploiera à présenter les grandes caractéristiques opérationnelles du *Harfang*. La seconde rappellera les conditions d'emploi du *Harfang* en Afghanistan même si elles ont déjà été évoquées. Dans la troisième, je vous présenterai le travail en réseau en insistant sur certains aspects rendus nécessaires par la transmission d'information de type *Full motion video*<sup>1</sup> tant vers les centres de commandement que vers les troupes au sol.

Comme l'ont souligné mes prédécesseurs, l'adaptation est une caractéristique intrinsèque des forces aériennes et, à ce titre, la quatrième partie s'attardera sur l'approche originale adoptée par l'escadron pour réaliser des missions au profit des différentes *Task force* présentes sur le théâtre en l'absence de dispositif *ROVER*<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Vidéo animée qui permet le transfert en temps réel d'images issues de l'avion.

<sup>2</sup> *ROVER* : *Remote Operations Video Enhanced Receiver*.



En ce qui concerne le *Harfang*, il s'agit d'une plate-forme d'une envergure de 17 mètres, qui est dans la catégorie du *Predator A*. Il peut évoluer à des altitudes de 15 000 à 20 000 pieds, donc à des altitudes suffisantes pour pouvoir passer au-dessus des montagnes de l'Hindu Kuch grâce à un simple moteur à piston. Sa vitesse de croisière est de 70 nœuds. Il n'est donc pas très réactif. En revanche, il peut rester au-dessus d'un objectif près de vingt heures. Cette qualité de permanence est fondamentale, vous allez l'entendre tout au long de mon discours. Nous avons d'ailleurs réalisé plusieurs missions entre 15 et 18 heures et nous totalisons aujourd'hui 1 500 heures au travers de près de 150 missions.

Je souhaiterais souligner deux atouts techniques : la liaison de données SATCOM et le système de décollage et d'atterrissage automatique. En effet, la liaison de données SATCOM s'est avérée particulièrement robuste. Merci à la société EADS qui, au tout dernier moment, comme l'a souligné Monsieur le député, a conçu un système qui pouvait accepter des satellites à orbite inclinée. Le général Raaberg a insisté sur la faible ressource satellitaire en bande Ku<sup>3</sup> existante au-dessus de l'Afghanistan et nous avons été obligés de développer un outil pour pouvoir utiliser des satellites vieillissants et donc avec des orbites instables. À notre grande surprise, nous avons constaté la grande fiabilité de cette liaison et nos amis américains ont été jaloux de sa robustesse car ils subissaient de temps en temps des ruptures de liaison dans des phases critiques de mission.

Pour ce qui concerne le système de décollage et d'atterrissage automatique, il fonctionne sur la base d'un différentiel GPS et, ainsi, nous n'avons aucune limite météorologique pour décoller puisqu'il s'agit tout simplement d'une information donnée à la plate-forme pour se placer sur une position GPS. Même avec un brouillard sur la plate-forme de Bagram laissant à peine deux ou trois mètres de visibilité, nous pouvions réaliser la mission.

**3** Bande Ku (*Kurtz-under*) : partie du spectre électromagnétique définie par des bandes de fréquences micro-ondes de 10,7 à 12,75 gigahertz.



Aujourd'hui, penser « Drone » implique aussi penser « Moyens de communication par satellite ». La liaison satellitaire, véritable « cordon ombilical » du drone, permet la gestion en temps réel et s'avère aussi structurante que les capteurs ou l'armement embarqué. Dès lors, les ressources en bande passante pour les communications entre le drone et le centre de conduite des opérations (qui peut se situer à plusieurs milliers de kilomètres du théâtre) constituent un défi pour les armées.

Enfin, les charges utiles intégrées dans cette plate-forme sont de trois types : un capteur « beau temps » permettant le recueil vidéo optique mais également infrarouge, un capteur « tout temps » favorisant une recherche sur de plus grandes zones et permettant par la suite un ralliement du capteur optique suite à une détection par le capteur radar. Ce dispositif se compose de deux parties : un capteur qui fournit de l'imagerie radar et un capteur qui permet de détecter des mobiles par un système *Doppler* appelé MTI<sup>4</sup>. Le troisième type est un équipement laser qui a principalement été utilisé à des fins de géolocalisation précise.

En termes de missions depuis son déploiement en février 2009 sur la base de Bagram, le *Harfang* a été placé sous contrôle opérationnel de l'ISAF. 52 % des missions ont été réalisées au profit des forces de la coalition principalement dans la région Nord-Est de l'Afghanistan, la *RC East*. Le reste des missions a été réalisé au profit des forces françaises en Kapisa et en Surobi, étant donné la proximité géographique entre la base de Bagram et ces deux vallées qui en sont situées à 35 et 50 kilomètres.

**4** MTI : *Moving target indicator*.

Quant aux types de missions, les opérateurs *Harfang* se sont concentrés sur des missions de surveillance ou de protection. J'ai, à cet effet, une diapositive qui résume l'utilisation principale du *Harfang* comparativement à ses homologues américains. Il s'agit tout simplement du constat actuel de l'utilisation des *Predator A* et *Reaper* à des fins d'appui feu ou pour des missions de *Dynamic targeting*. Or la *Dynamic targeting*, c'est juste le ciblage d'objectifs insurgés à haute valeur ajoutée. Comme vous pouvez le constater, les *Reaper* et *Predator* sont extrêmement concentrés dans ce type de mission. Étant donné qu'ils emportent de l'armement, c'est tout naturellement que nous avons comblé une partie, laissée pour compte, de missions qui pouvaient intéresser la coalition, à savoir les missions d'*IPB* (*International preparation of battlefix*). Il s'agit pour ces missions de fournir des images de zones au profit des forces terrestres, en prévision d'une opération d'envergure. Mais la principale partie de nos missions concerne les missions de surveillance et d'observation des habitudes de vie ainsi que l'escorte, c'est-à-dire la protection de convois routiers. Voici une première vidéo filmée lors d'une mission de surveillance réalisée dans la région de Surobi au mois d'avril 2009. Le drone était en surveillance aux alentours d'une position avancée de l'armée nationale afghane (ANA). L'opérateur qui était en train de scanner la zone a constaté un départ de tir de roquettes sur la position de l'ANA. Immédiatement, il a eu le réflexe de recentrer son capteur de manière à essayer au plus vite de localiser la position. Quelques minutes après, il arrive, sans aucun repère visuel, en pleine nuit et au milieu de la montagne – en sachant qu'avec l'infrarouge tous les reliefs sont faussés –, à positionner son capteur. Il parvient donc, avec l'aide des sous-officiers opérateurs qui étaient juste à côté de lui, à localiser avec précision – à moins de 50 mètres – la position insurgée. Il s'avère qu'une patrouille de *A-10* était dans la zone et, grâce au réseau, cette patrouille est très rapidement intervenue – en moins de sept minutes – pour neutraliser cette position insurgée qui tirait sur la position avancée afghane.

Pour terminer cette partie sur les missions, je voudrais vous faire comprendre que, lorsque nous sommes arrivés sur ce théâtre, nous n'avions aucune expérience si ce n'est celle, opérationnelle, issue de nos expériences de chasseurs sur *Mirage 2000* ou *Mirage F1*. Nous découvrons donc la mission FMV (*Full motion video*) et la mission des drones de longue endurance. Nous avons tout naturellement proposé nos services dans un spectre de missions qui était quelque peu abandonné par la coalition et c'est ainsi que nous avons gagné en crédibilité.

Quant au bénéfice de l'association des capteurs, j'aimerais également vous parler d'une expérience intéressante lors de missions de surveillance de la base de Bagram le 21 juin. Ce jour là, trois roquettes sont tombées sur la base provoquant la mort de deux soldats américains et faisant également plusieurs blessés. Les autorités américaines ont extrêmement redouté de nouveaux tirs durant les festivités du 4 juillet, hautement symboliques, vous en conviendrez. Ils nous ont donc demandé si l'on pouvait utiliser le *Harfang* à des fins de surveillance et nous avons eu l'idée d'utiliser ce fameux capteur MTI qui nous permettait d'observer, de surveiller les axes utilisés par les insurgés et, dès que nous détectons un véhicule, car bien entendu très peu de véhicules circulent sur ces routes de nuit, nous utilisons nos capteurs optiques pour l'observer et savoir s'il maintenait sa route ou bien s'il était prêt à s'arrêter pour tirer une roquette. Voilà le mode d'action insurgé : ils sont extrêmement rapides, ils s'arrêtent, ils positionnent la roquette, de manière imprécise d'ailleurs, ils tirent et repartent vite car ils savent très bien que les représailles seront massives. J'ajoute que cette mission a été réalisée en coordination avec des appareils de type *F1*<sup>5</sup>, *A-10* et des hélicoptères *Apache* qui se trouvaient également dans la zone. Nous jouions finalement le rôle d'un *AWACS*<sup>5</sup> à la différence près que nous fournissons une surveillance aérienne sur des cibles au sol et non pas des cibles aériennes.

---

**5** AWACS : Système de détection et de commandement aéroporté.



Le drone s'est imposé comme l'un des outils les plus propices aux opérations réseaux-centrés en contribuant, par exemple, à une cartographie des menaces terrestres d'une zone donnée. Ici, image infra-rouge lors d'une surveillance de zone.

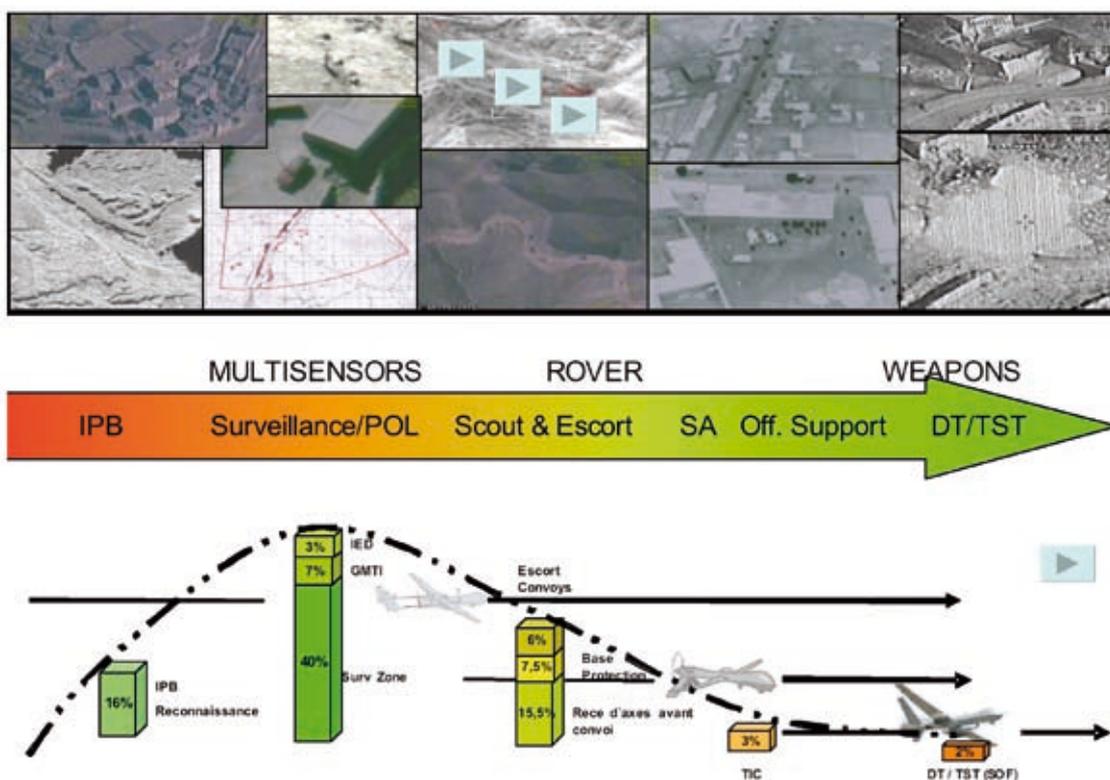
Nous avons déjà évoqué les réseaux à travers les interventions précédentes et je tiens à préciser qu'aujourd'hui un système de drones ne peut pas faire du travail efficace sans s'intégrer totalement au réseau. Pour nous, cela a été un véritable défi, comme l'a souligné Monsieur le député. Nous avons déployé des talents d'ingéniosité pour communiquer avec les réseaux américains qui sont principalement mis en œuvre dans la partie *RC East* de l'Afghanistan. Les communications par fibres optiques ainsi établies ont permis la transmission de la vidéo tant auprès des centres de commandement que des postes avancés disposant d'un terminal cybernet. Bien entendu, pendant toutes les missions, nous avons systématiquement un contact avec les troupes au sol, soit à travers d'une liaison *TacSat* (satellite tactique), soit à travers le *Chat* grâce au réseau *Chat tactique* qui permettait de communiquer avec les centres de type *GTIA*, centres déportés de commandement au plus près des troupes terrestres.

La station sol *Harfang* est en liaison avec le centre de commandement de la *RC East* situé à Bagram qui, *via* le réseau cybernet américain, peut envoyer la vidéo en temps réel vers les différentes *FOB*, les bases avancées américaines et françaises dans la région. À terme, j'espère que d'ici quelques semaines une passerelle nous permettra aussi de faire de même avec le réseau *ISAF secret*.

Tout cela pourrait paraître obscur à certains d'entre vous, mais il s'agit de la réalité quotidienne de ce théâtre et nous participons à des missions de contre-insurrection nécessitant à la fois permanence et réactivité pour détecter et neutraliser un ennemi particulièrement fugace. Dans ces cas, les réseaux constituent la seule réponse à ce défi.

Enfin, comme je vous l'ai évoqué au départ, nous avons développé une démarche originale, car jusqu'à présent nous ne disposions pas de dispositif *ROVER* permettant de transmettre cette vidéo vers les troupes au sol ; nous espérons pouvoir l'intégrer d'ici à la fin de l'année 2009. C'est pourquoi, en attendant, nous avons proposé aux *JTAC* des *Task forces*, et en particulier au *JTAC* des forces spéciales particulièrement intéressées par cet outil assez flexible, de réaliser des prestations sur mesure. Il s'agit de leur proposer de venir dans la station sol et de conduire leur mission, grâce à la vue aérienne, la *God view*, en contact direct avec leur personnel au sol. Voici une vidéo assez parlante d'une mission réalisée avec les forces spéciales norvégiennes dans le cadre d'un *Dynamic targeting* que nous avons réalisé au mois de juillet 2009, pour la capture d'un chef taliban dans la banlieue de Kaboul. On peut voir qu'un *JTAC* a tout intérêt à se trouver en station et à observer et guider ses troupes sur le terrain. Nous voyons le *compound* où se trouve le chef taliban et l'attaque des forces spéciales norvégiennes ; nous avons en permanence la vision sur le *compound* et ce qui va se passer autour. Les forces norvégiennes vont se déployer tout autour et nous voyons les insurgés en sortir et être interceptés par d'autres forces norvégiennes qui se trouvaient aux alentours. Il y a donc une coordination étroite, *via* une liaison tactique. Je pense qu'à lui seul ce film résume ce que l'on peut appeler la *God view* et il est fort intéressant pour le *JTAC* car il se trouve juste à côté de l'opérateur et il peut donc, en direct, orienter les capteurs et être beaucoup plus réactif.

Voilà, je souhaiterais conclure en rappelant toute la pertinence, selon moi, des drones de longue endurance en Afghanistan, au travers



DR

Comme le montre ce schéma, l'action du drone *Harfang* est prédominante dans la surveillance aérienne et l'escorte des convois.

des 1 500 heures réalisées par le *Harfang*. Ce dernier a démontré la qualité et la fiabilité de ses transmissions de données, comme je l'ai évoqué avec la SATCOM ; les deux atouts majeurs offerts par ce type de système sont, bien entendu, la permanence et la transmission en temps réel de l'information, qui sont indispensables face à un ennemi parfaitement aguerri et fugace. La complémentarité des capteurs a également contribué à élargir les zones de surveillance, et à développer des concepts originaux et efficaces. Enfin, une plate-forme telle que le *Harfang* offre des effets variés et adaptables à la mission.

Nous nous sommes notamment très vite rendu compte que nous pouvions, à la fois, mener des missions de discrétion mais aussi des missions de dissuasion, dans le cadre de ce type d'intervention avec les forces spéciales norvégiennes. Bien entendu, vous avez vu

la phase finale de la mission mais en amont de cela nous sommes restés sur ce même *compound* pendant près de quinze heures avant de décider l'intervention vers 4 heures du matin, une fois que nous étions sûrs que l'ensemble des insurgés se trouvait à l'intérieur. Tout cela a été fait en toute discrétion en maintenant une distance suffisante pour que l'on ne soit pas entendu. En contrepartie, nous nous sommes rendu compte, grâce aux témoignages des convois routiers de l'armée de terre française, qu'il serait intéressant de nous rapprocher des objectifs, de descendre à moins de cinq kilomètres et de nous faire entendre pour éviter toute embuscade insurgée. ●



## Appui aérien et force de protection

Lieutenant-colonel Jean-Paul Besse,  
chef de la division RETEX certification qualité de l'EMAA,  
commandant d'un détachement « chasse » en Afghanistan.

Le lieutenant-colonel Jean-Paul Besse présente les principes qui guident l'emploi de l'arme aérienne dans les missions d'appui aux forces terrestres, les principales contraintes qui pèsent sur leur action, compte tenu de l'environnement, les particularités de la menace, et les conditions d'application.

Monsieur le Député, messieurs les Parlementaires,  
mon général, mesdames, messieurs.

Je suis rentré d'Afghanistan fin juillet et c'est à ce titre que j'interviens ici. La période a été riche en enseignements. Je ne vous ferai pas l'injure de vous décrire comment nos avions volent là-bas, mais je vais plutôt essayer de vous présenter les principes qui guident l'emploi de l'arme aérienne dans les missions d'appui aux forces terrestres, les principales contraintes qui pèsent sur leur action, compte tenu de l'environnement, des particularités de la menace, et des conditions d'application.

En sous-titre de ma présentation, j'ai ajouté les termes « acquérir, partager, valider, agir, évaluer », qui vont dans le sens des propos tenus tout à l'heure par le général Raaberg, qui parlait d'effets dans les sphères politiques, militaires, économiques, sociales et informationnelles. Cette approche, bien connue, par les effets, nous impose d'acquérir, de partager, de valider, d'agir, et d'évaluer et surtout de définir préalablement dans quelles conditions nous allons appliquer la force, pour quelles raisons, quels effets, et réciproquement quels effets sont indésirables.

Pour qualifier ce conflit, nous parlons souvent de menace asymétrique. Or, nous sommes confrontés à cette menace et nous essayons de la traiter avec



Le lieutenant-colonel Besse partage son expérience de pilote de combat en Afghanistan.

une réponse qui est dissymétrique. Notre objectif est d'obtenir un effet prépondérant, infiniment supérieur à cette menace, la plupart du temps par l'usage des armes, mais pas seulement pour une durée déterminée à un instant déterminé. Nous n'utilisons pas les mêmes modes d'action que cette menace asymétrique, et c'est heureux. L'espace de bataille évolue en permanence, et n'a pas de délimitation. Il existe un instant « *t* » sur un espace très restreint, mais cet instant disparaît, et le seul espace de bataille sur lequel nous pouvons essayer d'agir en permanence est l'espace informationnel, sur lequel je reviendrai après.

J'exposerai, en particulier, les conditions dans lesquelles l'appui feu et l'appui renseignement sont élaborés.



*« Intervenir vite et avec discernement. L'emploi de la puissance aérienne implique plusieurs phases avec des temporalités différentes : planification (préparation de la mission et choix des moyens idoines), intervention et évaluation des effets obtenus. »*

Les missions sont effectuées par les vecteurs pilotés, puisque nous contribuons, dans une moindre mesure bien sûr que les drones, à l'appui renseignement des forces. Nous en déduisons donc, et c'est le cheminement logique, le socle capacitaire dont nos avions et nos forces doivent disposer afin de s'acquitter de tous ces paramètres. Pour revenir sur la menace asymétrique, il faut préciser qu'elle est polymorphe parce que les modes d'action sont différents. Ainsi, elle prend une forme qui est toujours renouvelée, et ne cesse de nous surprendre. On peut notamment citer les attentats, et en particulier les attentats suicides, les engins explosifs improvisés (IED), les embuscades de groupes plus ou moins grands, les tireurs d'élite, ou encore les tirs de roquettes sur l'enceinte même de nos lieux de stationnement. Cette menace est donc bien polymorphe et éphémère, puisqu'elle a une durée de vie qui n'est attachée qu'à l'événement, ce qui contraint énormément nos modes d'action. Par ailleurs, elle est souvent non discriminée, pour la simple raison qu'elle ressemble pour la plupart du temps à n'importe quel paysan afghan qui circule à proximité immédiate. Plus important pour nous, sa vulnérabilité est réduite dans le temps car elle ne commence à montrer son identité que peu de temps avant l'événement, ce qui nous impose une contrainte

temporelle prépondérante dans la façon dont nous allons intervenir. Ce « facteur temps » entre en conflit direct avec une appréhension sereine et une prise en compte de l'intégralité des paramètres qui vont nous amener à frapper ou à appliquer nos effets de façon précise et discriminée dans notre réponse dissymétrique.

Cette réponse doit être décisive, car nous intervenons dans une situation qui est généralement déjà très dégradée. Le personnel au sol, le JTAC, les forces qui sont engagées dans des combats, nous demandent la plupart du temps de ne pas seulement appuyer leur action, mais aussi de la parachever.

Lorsqu'on arrive sur une position de troupes en contact, que le JTAC qui vous parle est en mouvement, que vous entendez des rafales d'armes automatiques et que la radio vous demande de tirer, le temps est compté. Pourtant, il est indispensable que l'on prenne le temps de ne pas faire n'importe quoi, et de saisir la situation avant d'agir.

Notre effet, qui est limité dans le temps, va s'appliquer violemment à un instant «  $t$  » sur un périmètre très réduit, puis va disparaître avec la fin de l'événement.



Nous devons discriminer la façon dont nous appliquons la force, ce qui est essentiel pour la légitimité de notre action et pour les effets non désirés.

Appliquer la force de façon non discriminée reviendrait à détruire tous les efforts que nous conduisons au quotidien sur le terrain. C'est pourquoi les objectifs doivent être modulables : entre le moment où nous arrivons sur une position de troupe en contact et le moment où nous procédons à un tir, la menace, le niveau de menace peut changer, de même que sa localisation. L'adversaire peut notamment passer de l'extérieur d'une maison à l'intérieur de la maison ou recevoir des renforts, et la menace peut donc se dissoudre, disparaître ou réapparaître un peu plus loin.

Vis-à-vis de nos troupes, nous devons être en mesure de moduler cette réponse quasiment jusqu'au dernier moment en fonction des risques et de l'évolution de la situation, que ce soit sur le plan technique ou sur la maîtrise de la tactique d'appréhension par l'équipage. Un dialogue doit s'instaurer entre le JTAC et l'équipage, car ce dernier doit constituer une plus-value pour le JTAC, et ne doit pas simplement être un pourvoyeur de feu. C'est pourquoi les missions d'appui aérien ont énormément évolué ces dernières années avec le théâtre afghan, et cette nouvelle relation a permis la constitution d'un réseau d'appui aérien où chaque maillon a une importance dans l'élaboration de la situation.

Le haut potentiel de visibilité peut être positif comme extrêmement négatif, en fonction des effets désirables et des effets indésirables, et il faut être conscient que l'effet négatif durera toujours plus longtemps que l'effet positif et marquera plus profondément les esprits. Notre action sur l'espace de bataille est donc contrainte par cette « arythmie opérationnelle ». Nous passons de périodes où il ne se passe presque rien à des périodes de très haute intensité, en général assez courtes, dont l'effet retombe rapidement, et le personnel doit rester en permanence mobilisé. Il doit être toujours prêt à agir et à effectuer des vols d'alerte en l'air où il ne se passe strictement rien sans être contacté par personne parfois pendant plusieurs semaines,

jusqu'à ce que la situation change soudainement, et le tout en gardant la tête suffisamment froide et en étant en pleine possession de ses moyens, de sa technique, et de son savoir-faire pour appliquer les effets au bon endroit, au bon moment, dans le volume demandé.

Plus important encore, aucun des acteurs de cette chaîne du « CAS »<sup>1</sup> ne peut, seul, percevoir l'intégralité de la situation dans laquelle il se trouve et dans laquelle les effets vont être appliqués. Aucun des acteurs n'a une représentation complète des tenants, des aboutissants et des enjeux de la situation.

En effet, le JTAC est forcément lié à la proximité de l'événement, et manque donc de profondeur et de perspective. Le drone, qui peut donner une image extrêmement précise sur de très longues durées, est toutefois contraint de se déplacer plus lentement d'un point A à un point B, et l'avion de chasse est très précis mais ne peut pas rester pendant des dizaines d'heures en vol.

Ainsi, personne ne dispose de la totalité des moyens pour se faire son idée de la situation, mais chacun présente ses domaines d'excellence.

Ainsi, le JTAC détecte et classe très bien les informations car il a une appréhension très précise de la situation. Mais, en revanche, il n'est pas très mobile, et n'intervient que de manière marginale dans le processus de ciblage. Le drone permet de classifier les documents et bénéficie d'une certaine permanence, comme nous le précisait le colonel Carcy tout à l'heure.

Quant au chasseur, il a des difficultés à évaluer une situation dans son ensemble, mais peut, en revanche, cibler et traiter le problème. Si on veut couvrir la totalité du spectre des capacités dont nous avons besoin, il nous faut partager les informations, parce qu'aucun acteur ne dispose de toutes les informations qui vont lui permettre d'arriver au bout de la mission et d'appliquer les effets requis, au moment voulu, à l'instant et à l'endroit nécessaire.

---

1 CAS : Close Air Support.

	Chasseur	Drone	JTAC
Détecter			
Classifier			
Suivre			
Cibler			
Traiter			
Evaluer			

En Afghanistan, la complémentarité des moyens permet à l'armée de l'air d'être présente avec efficacité sur tout le spectre des effets qui sont indiqués dans le tableau ci-dessus. La couleur bleue symbolise l'adéquation entre l'opérateur/vecteur et l'effet désiré, le rouge la moindre adéquation.

L'appui en Afghanistan, se divise en appui-renseignement et en appui-feu.

Dans ce cadre de l'appui renseignement, nous disposons actuellement de *Mirage F1-CR*, qui seront relevés par des *Rafale* avec un *pod* de reconnaissance qui sera encore beaucoup plus performant que celui dont dispose le *Mirage F1*. Aujourd'hui, cet appui est important, car la zone couverte par un avion d'armes équipé d'un système d'acquisition du renseignement image est très importante.

De plus, nous fournissons un support géographique au travers de ces produits images afin de permettre aux gens au sol de posséder un fond cartographique qui décrit leur environnement, précisément, avec des coordonnées qui leur permettent de faire intervenir les vecteurs aériens ou de guider un tir sol-sol de façon précise. L'appui feu permet, quant à lui, la rapidité d'intervention, et nécessite pour les équipages qui le mettent en œuvre de garder constamment une distance par rapport à l'événement, pour pouvoir en quelques minutes se faire son propre jugement, sans se contenter d'être le pourvoyeur de feu. Ainsi, les

équipages français ont différé un tir à maintes reprises, en proposant un autre mode d'action qui s'est, la plupart du temps, révélé payant.

Notre capacité à procurer aux troupes au sol un appui feu de qualité repose également sur la flexibilité et la continuité des effets. La flexibilité consiste à pouvoir modifier pratiquement jusqu'au dernier instant le volume de la réponse et le volume de feu que l'on va délivrer. La continuité, c'est être capable de délivrer et de posséder une capacité de feu qui va nous permettre de poursuivre cette action, de la reproduire si c'est nécessaire pendant une durée appropriée. C'est typiquement la différence qui existe entre un avion qui emporte une bombe et qui n'a plus rien quand il a tiré, et un avion qui emporte un canon, des bombes, voire des roquettes, et qui dispose d'un spectre complet d'effets cinétiques qu'il peut utiliser de façon différenciée sur une période de temps importante. La fiabilité des informations nécessite de partager ces informations afin que chacun dispose des pièces qui lui permette de reconstituer le puzzle et d'effectuer sa mission en délivrant son armement dans de bonnes conditions.



Du *show of force* à la bombe par guidage laser ou GPS, le vecteur aérien est capable de délivrer une large gamme d'armements lui permettant ainsi de varier ses effets pour s'adapter au mieux à la situation opérationnelle.

La sécurité du vecteur, enfin, passe par le fait de minimiser les prises de risque qui conduisent à un effet militaire sans donner satisfaction aux troupes au sol. J'en déduirai donc le socle capacitaire dont nous devons disposer pour effectuer ces missions de façon efficace en termes de capteurs.

Nous disposons de capteurs optiques, qui permettent l'acquisition de l'information, de capteurs de reconnaissance et de capteurs de désignation, qui peuvent parfois être utilisés à la même fin selon le contexte. Ainsi, on peut utiliser un capteur de reconnaissance pour désigner une cible, et désigner un capteur de désignation pour faire ce que l'on appelle de la « reconnaissance traditionnelle ».



DR

Un A-10 de Spangdahlem montre toute sa panoplie d'armements air-sol type A-10 (GBU, paniers roquettes, missile *Maverick* AGM-65, canon, etc.).

Il existe, à la marge de ce spectre cinétique, d'autres effets qui peuvent être tout aussi productifs et qui ne nécessitent aucune explosion et l'application d'aucune énergie cinétique sur l'objectif. À l'aide de capteurs SIGINT (*SIGNAL INTeelligence*), on peut obtenir du renseignement. Vous pouvez également à l'aide de capteurs radar faire du ciblage et de la reconnaissance. De même, l'on peut obtenir du renseignement à partir du moment où l'on a une connaissance des sources SIGINT sur le théâtre, et agir au niveau de la suppression ou du brouillage, ce qui

constitue aussi un effet. Pour pouvoir partager l'information, il faut que tous nos systèmes soient parfaitement interopérables et compatibles, mais aussi qu'ils se connaissent mieux. Nous le faisons déjà, mais il faut que nous autres, aviateurs, soyons capables de mieux appréhender la façon dont travaillent les troupes au sol. Il faut que nous puissions mieux comprendre le positionnement de leurs dispositifs, la façon dont elles évoluent, pourquoi elles se déplacent de telle manière pour pouvoir s'approprier leur mode d'action, et pouvoir mieux comprendre et appliquer nos effets dans ce contexte. Enfin, aucune information n'est fiable sans sécurité de l'information. En termes d'armement, la précision est primordiale, de même que la rapidité pour délivrer cet armement.

On peut privilégier un armement simple qui ne va pas nécessiter une préparation longue, une acquisition longue, une désignation, une passe de tir compliquée, comme les roquettes, qui sont souvent utilisées sur le théâtre afghan. Cela donne une flexibilité qui est importante, car deux roquettes permettent d'obtenir l'effet militaire d'une salve d'une trentaine d'obus de 30 mm, et que huit roquettes équivalent au même effet militaire qu'une bombe de 250 kg. Il convient par conséquent de moduler leurs effets pour aboutir au meilleur résultat.

Les effets non cinétiques doivent être pris en compte, au moins au niveau de la réflexion, car ils peuvent s'obtenir la plupart du temps après une réflexion capacitaire complète pour un coût relativement restreint. Ils méritent donc une attention particulière de notre part, d'autant que certains pays s'y penchent déjà et ont des capacités plus ou moins significatives à ce niveau, là, qui constituent également des effets.

Mon général, Messieurs les parlementaires, je vous remercie. ●

## La spécificité française en matière de « *Joint Terminal Attack Controller* » (JTAC) : le contrôle tactique air (CTA)

Lieutenant-colonel Bernard Granier,  
chef du bureau expertise tactique à l'état-major du CFA,  
ancien chef de la coordination aérienne (G3 Air)  
pour le commandement de la région Capitale à Kaboul.

Le lieutenant-colonel Bernard Granier évoque le segment sol de l'appui aérien constitué par le JTAC (*Joint Terminal Attack Control*). Il explique ensuite que la France a innové en matière d'organisation de l'appui aérien avec la création du contrôle tactique air (CTA), dont il présente l'intérêt pour les forces et détaille la mise en œuvre.

J'étais chef de la cellule G3 Air au sein de la région Capitale à Kaboul entre avril et juillet 2009, et j'ai eu l'occasion de travailler avec le colonel Carcy, notamment lors de certaines opérations avec les forces spéciales norvégiennes.



Le colonel Granier présente la logique de coordination des opérations aéroterrestres.

Je vous remercie, Messieurs les députés, Messieurs les officiers généraux, Mesdames et Messieurs, de me permettre d'intervenir devant vous. Je risque d'être un peu « terre à terre », puisque je vais vous parler du segment sol de l'appui aérien. En la matière, on parle souvent du JTAC<sup>1</sup> mais on oublie parfois que nous avons une véritable spécificité française puisque nous avons élargi le segment sol de l'appui aérien en déployant des CTA (contrôleurs tactiques air) auprès des composantes de forces terrestres.

### Le CTA, spécificité française du segment sol de l'appui aérien...

C'est une nouveauté qui consacre quelque peu le caractère novateur de l'armée de l'air, évoqué tout à l'heure par le chef d'état-major des armées, le général Georgelin.

Pour ce faire, l'armée de l'air s'est inspirée du retour d'expériences (RETEX) du commando parachutiste de l'air n° 10, lorsqu'il a été engagé

<sup>1</sup> JTAC : *Joint Terminal Attack Control* placé auprès des forces de l'avant. Suite aux travaux du comité exécutif de l'appui aérien, la terminologie OTAN de *Forward Air Controller* ou *FAC* a été retenue à la place de celle de JTAC.



dans le cadre de l'opération *Arès*<sup>2</sup>. Le comité exécutif de l'appui aérien<sup>3</sup>, alliant les parties prenantes interarmées dans le domaine de l'appui aérien s'est donc penché sur la pertinence de l'emploi du CTA au sein d'un GTIA<sup>4</sup> ou d'une brigade. Dès le mois de juillet 2008, lors du premier mandat du GTIA « Kapisa », il a proposé de mettre en place ce nouveau maillon, dont le RETEX soulignera par la suite l'intérêt de ce segment au sein du TOC<sup>5</sup>. Par la suite (courant 2009), un CTA sera déployé au sein des OMLT<sup>6</sup> et du BATFRA<sup>7</sup>.

Le principal domaine de compétence des CTA reste l'expertise dans la connaissance de la conduite des missions aériennes, notamment en appui aérien, et des capacités des vecteurs aériens. En second lieu, le CTA doit être capable de s'intégrer efficacement dans le processus de planification et de conduite d'une manœuvre terrestre.

Le CTA apporte donc une vraie plus-value dans la conduite des opérations aériennes, notamment pour l'appui feu aérien et pour l'appui renseignement. Je souhaite insister sur ce point essentiel. On oublie souvent que le segment sol de l'appui aérien dispose de moyens sur le terrain qui permettent au TOC de la *Task Force* d'obtenir des informations très rapidement.

Mais, pour cela, il faut que ces informations soient préalablement exploitées par une structure capable de mesurer leur intérêt pour la manœuvre d'ensemble et traduites en éléments utilisables par la *Task Force*. C'est tout l'enjeu du CTA.

---

**2** *Arès* : Participation des forces spéciales françaises à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan.  
**3** Comité mixte entre l'armée de l'air et l'armée de terre.  
**4** GTIA : Groupement Tactique Interarmes.  
**5** TOC : *Tactical Operations Center* placé auprès d'un GTIA.  
**6** OMLT : *Operational Mentoring Liaison Team*.  
**7** BATFRA : nom donné au GTIA stationné à Kaboul et dont le domaine d'action se situe dans les vallées d'Uzbin et de Surobi.

## Le module CTA, relais de la puissance aérienne au cœur des opérations terrestres...

À titre d'exemple, lorsque je suis arrivé au mois d'avril 2009 sur Kaboul, un CTA était mis en place au profit du bataillon français (BATFRA) qui était armé principalement à l'époque par le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de Sarrebourg. J'ai rapidement pris conscience de la plus-value apportée par le CTA dans le montage des opérations dans la vallée de Surobi ou d'Uzbin. Outre la planification, il tenait un rôle prépondérant dans la chaîne des appuis durant la phase de conduite des opérations.

Lors de la planification des opérations, le commandant GTIA s'attachait les avis de ce conseiller pour les appuis de la composante aérienne lors de l'élaboration du CONOPS (*Concept of operations*). Par ailleurs, il faut savoir qu'en Afghanistan le principe opérationnel, c'est de ne jamais faire « un pas sans appui ». Dans ce contexte, était élaborée une matrice des appuis prenant en compte la troisième dimension avec les différents acteurs concernés : le CAS<sup>8</sup> des avions de combat, le CCA<sup>9</sup> des hélicoptères de combat, l'ISR<sup>10</sup> des vecteurs dédiés. Le but est de pouvoir conjuguer les différents appuis en fonction de la manœuvre au sol.

Afin d'œuvrer dans le spectre de la mission confiée, le CTA ne se résume pas à une seule personne. Il agit au travers d'une équipe de quatre personnes exclusivement composée de personnel de l'armée de l'air, un adjoint ainsi qu'une équipe « image » (un interpréteur image et un transmetteur). Il dispose d'une panoplie de moyens conférant à cette équipe une capacité *full motion video*<sup>11</sup> à partir de la mise en œuvre du système ROVER, de recueil et d'exploitation du renseignement, de mise en œuvre d'un panel de transmissions ultra-

---

**8** CAS : *Close air support*.  
**9** CCA : *Close combat attack*, appui assuré par les hélicoptères de combat.  
**10** ISR : *Intelligence Surveillance Reconnaissance*.  
**11** Vidéo animée qui permet le transfert en temps réel d'images issues de l'avion.



DR

La mission d'appui feu des forces terrestres est centrale sur le théâtre afghan. Par essence interarmées, elle peut mettre en œuvre de nombreux effecteurs : drones, hélicoptères, avions de combat ou encore artillerie, dont il faut coordonner l'action.

perfectionnées (PRC 117A) nécessaires à la conduite des opérations et à la réalisation des missions CAS de type 2 et de type 3<sup>12</sup>.

En outre, le CTA dispose des équipes de ciblage, les équipes TACP<sup>13</sup>. Le BATFRA comprenait, lors de mon séjour, deux équipes TACP : une équipe « Air », au caractère, dirons-nous, plus « offensif », grâce notamment à son expertise « avions de combat » et aux moyens mis en place d'exploitation du renseignement, et une équipe « Terre » composée de personnel à dominance « artillerie », beaucoup plus centrée sur la mise en œuvre des appuis interarmes.

Lors de l'élaboration d'une opération terrestre, le commandant de la force intègre l'ensemble des appuis dont il dispose et planifie les demandes de CAS en fonction des opérations menées.

### **Le module CTA, le modèle d'insertion de la puissance aérienne dans la chaîne des appuis au niveau opératif...**

Placé sous commandement tactique du chef des opérations de BatFra (ou du GTIA « Kapisa » ou des OMLT), le CTA assisté de son équipe co-localisée avec le DL-Art<sup>14</sup> œuvrent au sein du TOC<sup>15</sup> d'une FOB<sup>16</sup>. Chacun dans ses domaines respectifs gère ses différents moyens (équipes TACP, EO<sup>17</sup>, mortiers, drones, hélicoptères et aéronefs) dans un souci de cohérence opérationnelle, impliquant ainsi une coordination accrue. La totale collaboration entre le CTA et le DL-Art contribue à faire régner un climat de confiance réciproque exemplaire.

**12** CAS de type 2 ou 3 : différents du type 1 (CAS classique avec contrôle serré du contrôleur au sol), ils laissent une plus grande autorité au pilote pour traiter l'objectif avec ses propres moyens d'identification et de ciblage. Le contrôleur au sol coordonne seulement l'activité opérationnelle et peut fournir des coordonnées au pilote mais n'est pas forcément en visuel de la cible (mauvais temps, nuit, relief).

**13** TACP : *Tactical Air Control Party* ou plus communément dénommée sur le théâtre équipe JTAC.

**14** Chef du détachement artillerie.

**15** *Tactical Operation Center*.

**16** *Forward Operating Base*.

**17** Élément d'observation d'artillerie.



La qualité des relations entretenues entre les acteurs des appuis, plus précisément celles liant le CTA au DL-Art, est primordiale !

L'existence d'un « *feeling* » participe indubitablement à gommer certaines incompréhensions interarmées en matière de gestion des appuis, fonction transverse qui représente un enjeu majeur.

En la matière, j'ai pu constater une étroite collaboration, voire une totale complémentarité, entre le capitaine artilleur chef du DL-Art et le capitaine commando de l'air qui était chef de l'équipe CTA. Dans un tel contexte, le CTA et le DL-Art ont démontré toute la pertinence du concept de DLOC<sup>18</sup>. Le DLOC est une émanation directe de la doctrine des appuis feu interarmes et interarmées. Le fonctionnement de ce détachement est encore en cours d'évolution, pour prendre en compte toute la capacité du CTA.

### Le CTA, une expérience dans les domaines tactiques ainsi que dans la gestion et le contrôle des vecteurs aériens...

La structure CTA requiert de réels efforts, notamment en ce qui concerne l'armement de la fonction CTA. Cette fonction est assumée par des navigants ou fusiliers-commandos disposant à la fois d'une réelle expérience en matière de gestion et de contrôle des vecteurs aériens et d'une compréhension de la manœuvre tactique terrestre.

Tout le personnel de l'armée de l'air spécialisé dans la coordination de la troisième dimension est appelé à y participer. Dans ce contexte, on peut souligner la prédominance naturelle des aviateurs dans la gestion des appuis aériens. Mais pour autant, le défi demeure entier et il ne s'agit pas seulement d'insérer ces aviateurs, mais de les intégrer pleinement dans la chaîne du segment sol de l'appui aérien interarmées.

**18** Détachement de liaison, observation et coordination développé dans le concept d'intégration des appuis feu interarmes et interarmées à la manœuvre.



Dépose par hélicoptère d'une équipe JTAC sur un point haut préalablement à une opération terrestre.

Pour cela, l'armée de l'air s'attache à offrir un cursus de formation adapté au besoin. En outre en liaison avec le CFT<sup>19</sup>, elle contribue à détacher au sein de certaines phases spécifiques des MCP<sup>20</sup> les équipes CTA qui seront insérées dans le GTIA ou les OMLT. Le « réservoir » de CTA se répartit au sein de la BAAC<sup>21</sup>, de la BAFSI<sup>22</sup> et du CFAS<sup>23</sup>.

**19** CFT : Commandement des forces terrestres.

**20** MCP : phase de préparation préliminaire à chaque détachement sur le théâtre afghan que suit chaque GTIA ou OMLT.

**21** BAAC : Brigade aérienne de l'aviation de chasse relevant du Commandement des forces aériennes (CFA).

**22** BAFSI : Brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention relevant du Commandement des forces aériennes (CFA).

**23** CFAS : Commandement des forces aériennes stratégiques.

### Une mise en œuvre de matériels très perfectionnés prolongeant la puissance aérienne, un cadre d'emploi strict qui nécessitent un haut niveau de compétence du segment sol de l'appui aérien...

Concernant le matériel, on ne peut que souligner l'emploi de matériels particulièrement perfectionnés : transmission, extracteur de coordonnées, désignateur, etc.

L'évolution est sans commune mesure avec ce que j'ai connu lorsque j'étais FAC<sup>24</sup> lors des opérations en ex-Yougoslavie. À l'époque, notre équipe TACP comprenait quatre personnes (aujourd'hui six à douze personnes par équipe) et était assez mobile, légère, sans trop d'équipements, puisqu'une carte, une ficelle, une boussole et une radio nous suffisaient.

Actuellement, le FAC évolue dans un contexte de contre-insurrection face à un adversaire aguerri, rustique, fugace, disposant d'une parfaite connaissance du terrain et doté d'une capacité certaine d'adaptation. Avec son équipe il symbolise le recours à l'appui salvateur venant des airs face à une situation de TIC<sup>25</sup>. Dans le cadre de sa mission, il est en outre soumis à un ensemble de ROEs cadrant strictement la délivrance d'un effet où la précision conjuguée à la réactivité constitue le maître mot. Cela requiert des moyens de plus en plus complexes et variés. Il s'agit d'une évolution nécessaire en adéquation avec les objectifs recherchés mais présentant quelques contraintes en termes de transport, d'alimentation électrique...

J'illustrerai mes propos en évoquant la problématique des surcharges désormais transportées par l'ensemble d'une équipe TACP lors de son déploiement sur le terrain. Le personnel évolue avec des charges de près

de 50 kilos, et ce, sur un terrain difficile aux reliefs escarpés. Outre le poids cumulé des différents systèmes, il convient de ne pas négliger les moyens nécessaires à leur alimentation. À cela s'ajoutent naturellement les munitions, les accumulateurs pour les systèmes d'aide à la visée de l'armement organique, les subsistances...

Que ce soit en ex-Yougoslavie ou aujourd'hui en Afghanistan, le FAC constitue le segment prolongeant la puissance aérienne au profit de la manœuvre terrestre au contact. Les matériels utilisés ont connu une réelle évolution en matière de complexité et de diversité, et ce, dans un but d'offrir en permanence une parfaite intégration de la puissance aérienne dans la manœuvre. Cela requiert, outre l'expérience du théâtre, des spécialistes ayant une parfaite connaissance du cadre d'emploi des matériels.

Des efforts doivent être envisagés dans deux directions : la miniaturisation des matériels mis en œuvre et la professionnalisation des FAC.

Le niveau de complexité du matériel, le cadre d'emploi mais aussi le coût de formation de maintien en condition opérationnelle ne peuvent que militer en faveur d'une professionnalisation des FAC.

Par ailleurs, une tendance visant à vouloir « désilhouettiser »<sup>26</sup> les équipes TACP, en les singularisant par un matériel particulier m'interpelle quelque peu. Je pense notamment aux véhicules et au risque lié au IED particulièrement présent sur le théâtre afghan. Il convient de ne pas négliger les capacités des insurgés en termes d'identification des éléments insérés dans un convoi. Les équipes TACP françaises disposent de VAB se mêlant facilement aux autres véhicules d'un convoi.

<sup>24</sup> FAC : *Forward Air Controller*. Suite aux travaux du comité exécutif de l'appui aérien, la terminologie OTAN de *Forward Air Controller* ou FAC a été retenue à la place de celle de JTAC.

<sup>25</sup> TIC : *Troop in contact*.

<sup>26</sup> Jargon professionnel indiquant que, à cause de leur équipement, les FAC ont une silhouette qui les différencie du reste de la troupe et qu'ils sont, dès lors, plus vulnérables.



DR

« Au travers des modules CTA et des équipes TACP, le segment sol de l'appui aérien constitue le prolongement de la puissance aérienne. Composé d'aviateurs et/ou de soldats de l'armée de terre, il est le relais garantissant la délivrance d'un effet efficace entre les troupes au contact et l'équipage d'un aéronef. »

Je pense qu'il nous faut y porter attention, afin de ne pas exposer nos équipes TACP et de conserver intacte une capacité d'appui qui pourrait s'avérer être le « dernier recours » pour dégager un élément lors d'un contact avec les insurgés et que, pour ma part, je considère comme une véritable « assurance vie ».

Je voudrais également revenir sur la fonction « renseignement », souvent oubliée dans les documents spécialisés qui traitent du FAC. Ils véhiculent souvent une image déformée du JTAC en le présentant exclusivement à travers le combat terrestre, et en omettant de mentionner qu'il dispose également du renseignement non négligeable. Par exemple, le réseau artillerie, avec ses éléments d'observation, permet d'obtenir des informations, autant utiles à la manœuvre terrestre qu'à la manœuvre aérienne.

Ainsi, au mois de juin, lors d'une opération dans la vallée d'Uzbin, un véhicule s'est trouvé immobilisé. Le CTA, par l'intermédiaire du FAC, a rapidement recueilli et exploité les

informations d'environnement grâce à l'interpréteur image de l'équipe CTA. Elles ont fourni au commandement une modélisation précise du lieu de l'incident dans le quart d'heure qui suivait. Cela lui a permis de réarticuler la manœuvre et de planifier une couverture CAS par des A-10 de manière à protéger le matériel, et une surveillance par les drones Harfang et Predator.

Le segment sol à l'appui aérien au travers des modules CTA et des équipes TACP constitue le prolongement de la puissance aérienne. Composé d'aviateurs et/ou de terriens, il est notamment le relais garantissant la délivrance d'un effet efficace entre les troupes au contact guettant un appui et l'équipage d'un aéronef. Pour cela, il s'adapte et évolue en permanence. ●

## Le transport aérien militaire tactique : largage de matériels à très grande hauteur avec ouverture basse des parachutes

Lieutenant-colonel Laurent Solda, commandant de l'escadron de transport 02.061 Franche-Comté/Anjou, ancien chef de détachement transport tactique à Douchanbe.

Le lieutenant-colonel Laurent Solda revient sur une nouvelle capacité développée en matière de transport aérien militaire et de ravitaillement des forces placées en première ligne : le largage de matériels à très grande hauteur avec ouverture basse (LMTGH-OB). Il explique le fonctionnement de cette technique et la plus-value qu'elle apporte en cas de difficultés de la chaîne logistique standard, et ce, de jour comme de nuit, avec ou sans références visuelles.



CESA

Le lieutenant-colonel Solda explique ce qu'est l'expertise de l'aviation de transport et en quoi l'Afghanistan l'a poussée à innover sur le plan opérationnel.

J'ai eu l'occasion et la chance d'être le chef du groupement de transport opérationnel à Douchanbe. Ce matin, le général Georgelin, chef d'état-major des armées, disait qu'il fallait que l'on fasse preuve d'imagination et que l'on soit capable d'utiliser au mieux les moyens existants dans une synergie interarmées pour répondre au besoin du théâtre opérationnel

afghan, tout en n'omettant pas de nous préparer à des conflits pour lesquels on n'aurait guère envie de se battre.

À ce titre, le transport aérien militaire a développé une capacité qui contribue à remplir ce cahier des charges. C'est pourquoi je vais vous présenter le largage de matériels à très grande



hauteur avec ouverture basse (LMTGH-OB), à travers un petit film explicitant mon propos, avant d'entrer plus dans les détails.

Ce film a été tourné en Uruzgan lors du deuxième largage opérationnel pour le CPAD (Centre de parrainage et d'aide pour le développement). Nous pouvons noter qu'à l'instar des drones cette nouvelle forme de largage a été développée et validée sur le théâtre.

De fait, cette mission est née d'un besoin exprimé par le théâtre, qui a été ensuite communiqué à l'armée de l'air. Elle devait dépasser le cadre de l'engagement initial de fin 2001 et de 2002, alors que la mission consistait uniquement à soutenir les forces qui s'engageaient sur le théâtre.

En effet, le nouveau besoin était, fin 2007, de se préparer à soutenir les forces insérées au sein des OMLT (*Operational mentor and liaison teams*), et d'être capable de soutenir la force, au plus près, en cas de difficultés de la chaîne logistique standard, et ce en tout temps, de jour comme de nuit, avec ou sans références visuelles.

À cette époque-là, nous ne disposions que d'une seule capacité, le largage de nuit sous jumelles de vision nocturne (JVN). Il avait été immédiatement mis en œuvre sur le théâtre, mais ne permettait de répondre que partiellement au cahier des charges. Il a donc fallu développer, avec nos moyens, une autre capacité qui soit à même de soutenir les forces au plus près de l'engagement.

Cette capacité, c'est le largage à très haute altitude avec une ouverture basse des parachutes pour augmenter la précision d'atterrissage. Compte tenu de l'altitude élevée à laquelle ces largages sont réalisés, le travail en soute doit s'accomplir avec des masques à oxygène pour l'ensemble des membres d'équipage. C'est pourquoi cette capacité a été développée en liaison étroite avec le service de santé des armées, sans lequel elle n'aurait pas pu être réalisée.

L'objectif est de maintenir l'avion suffisamment haut pour être hors de portée des systèmes sol-air. Mais, ce faisant, il fait inévitablement subir à la charge larguée les vents pendant la phase de chute libre, qui s'effectue sous un simple parachute stabilisateur s'ouvrant à seulement 500 mètres du sol, pour tomber sur la zone de pose.

Ce qui est remarquable dans la solution choisie, c'est qu'il n'y a aucun système de guidage pour la charge. C'est seulement le calcul de la balistique qui bénéficie d'une précision remarquable, tout à fait comparable à celle qui est obtenue avec des systèmes de charges larguées et guidées par GPS, mais avec un coût d'exploitation qui défie toute concurrence puisque le largage coûte quatorze fois moins cher que les solutions américaines, et qu'il emploie du matériel réutilisable.

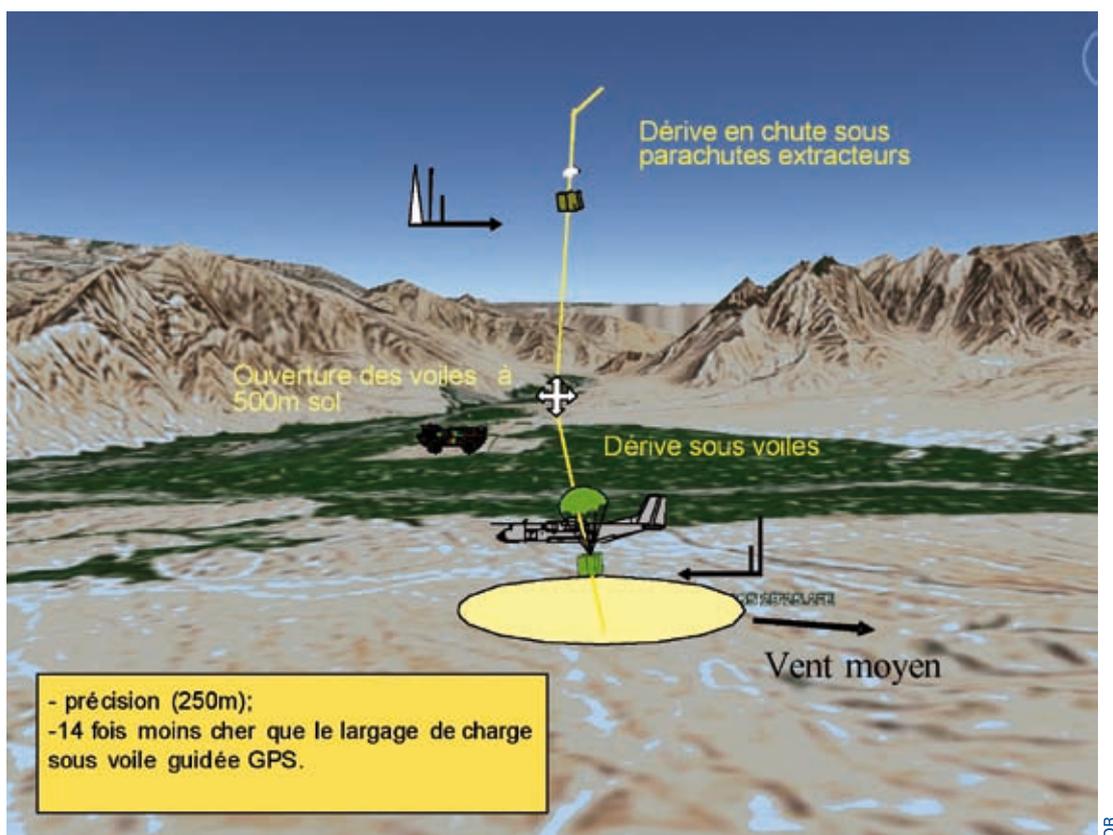
Pour déterminer le point de largage, nous procédons à un calcul très précis. Si le principe général de ce calcul est relativement simple, sa réalisation et sa mise au point sont complexes puisque tous les éléments de vent, de température, de pression sont pris en compte pour déterminer le point exact de relaxation qui permet d'avoir une précision de l'ordre de 250 mètres. En réalité, nous n'aurions pas pu arriver à ce résultat sans le savoir-faire de *Météo France* qui a développé un modèle mathématique spécifique au théâtre, modèle que nous avons validé par la suite.

Tous les intervenants de cette table ronde ont insisté sur l'importance des règles d'engagement, et il en va de même pour ce mode de livraison. En termes de RoEs<sup>1</sup>, nous essayons de maîtriser au maximum la trajectoire de nos charges, en envisageant également une ouverture haute du parachute, qui pour nous est la plus pénalisante.

C'est pourquoi nous recherchons des trajectoires qui nous garantissent que l'on ne causera pas des dommages collatéraux. Concernant

---

1 RoEs : *Rules of Engagement*.



Le largage par gravité à haute altitude est un bel exemple d'adaptation qui permet de livrer avec précision du ravitaillement aux forces isolées, notamment aux FOB.

les adaptations du matériel, nous avons dû faire évoluer l'entraînement des équipages, tout en partant de *basics*<sup>2</sup> que nous maîtrisons et que nous avons réadaptés pour réaliser cette capacité. Par exemple, l'équipement spécifique de l'aéronef permet d'avoir deux circuits d'oxygène différents que nous avons exploités.

Les données météo précises sont aussi un pré-requis fondamental à cette capacité, ainsi que l'expertise dans le conditionnement des charges larguées. Je veux insister sur le fait que ce dernier domaine d'excellence est celui du 1<sup>er</sup> RTP<sup>3</sup>. Au final, la capacité LMTGH-OB constitue une compétence totalement interarmées, inter-services et en liaison avec nos partenaires civils de *Météo-France*.

Pour réaliser cette mission dans le ciel afghan qui est largement encombré, il nous faut coor-

donner l'action, et c'est pourquoi nous avons publié des procédures standard, afin de faire remonter le besoin au plus près de l'utilisateur.

La formation des unités terrestres engagées sur le théâtre constitue également un point fort, mais elle est indispensable. Toutefois, il s'agit là de trouver et de préparer une zone dégagée de 500 mètres de rayon, et d'être capable de relever les coordonnées et de les transmettre, ce qui est bien moins contraignant que d'homologuer une zone standard de largage en basse altitude.

La photo satellite montre que le résultat d'un largage est d'une précision tout à fait acceptable pour le théâtre, puisqu'elle met en évidence le point de relaxation calculée par l'équipage et le positionnement des deux charges.

En introduction, je disais que l'on avait répondu globalement au cahier des charges du général Georgelin, puisque notre capacité de largage

**2** *Basics* : notions de base.

**3** RTP : Régiment du train parachutiste.

est pérenne et adaptée au théâtre, et offre une liberté d'action sans précédent à l'aviation de transport tactique.

En effet, ce dernier est désormais capable d'aller délivrer et de soutenir les forces engagées malgré

un très fort niveau de menaces, avec pour seul pré-requis celui de la supériorité aérienne, qui doit être acquise afin de nous permettre de réaliser pleinement notre mission.

Je vous remercie de votre attention. ●

Éléments de largage prévisionnels			
FL largage	Alt ZMT (m)	Hauteur largage (m)	Temp AE (C)
FL 200	1110m	5166m	-8°C
OPÉ ZMT	Temp	ZMT	
File	ZMT (sec)	prévis	
Altitude	27°C	1101m	

Charge	
Masse (kg)	Tension New Charge (N)
700	17
T1 (s)	E (m)
5 s	620m

- Avant utilisation vérifiez l'activation des Utilitaires d'analyse dans le menu "Outils/Macros.com plan enlèves".  
- Lors de la reactualisation des éléments m'étéo sur niveau, cochez toujours la case "Éléments de largage prévisionnels".

Météo prévi					
FL	Altitude	Hauteur (m) / ZMT	Temp (C) prévi	Direction prévi (Vinc)	Force prévi (m/s)
FL 000	000m	000m			
FL 010	100m	100m			
FL 020	200m	200m			
FL 030	300m	300m			
FL 040	400m	400m			
FL 050	500m	500m			
FL 060	600m	600m			
FL 070	700m	700m			
FL 080	800m	800m			
FL 090	900m	900m			
FL 100	1000m	1000m			
FL 110	1100m	1100m			
FL 120	1200m	1200m			
FL 130	1300m	1300m			
FL 140	1400m	1400m			
FL 150	1500m	1500m			
FL 160	1600m	1600m			
FL 170	1700m	1700m			
FL 180	1800m	1800m			
FL 190	1900m	1900m			
FL 200	2000m	2000m			
FL 210	2100m	2100m			
FL 220	2200m	2200m			
FL 230	2300m	2300m			
FL 240	2400m	2400m			
FL 250	2500m	2500m			
FL 260	2600m	2600m			
FL 270	2700m	2700m			
FL 280	2800m	2800m			
FL 290	2900m	2900m			
FL 300	3000m	3000m			
FL 310	3100m	3100m			
FL 320	3200m	3200m			
FL 330	3300m	3300m			
FL 340	3400m	3400m			
FL 350	3500m	3500m			
FL 360	3600m	3600m			
FL 370	3700m	3700m			
FL 380	3800m	3800m			
FL 390	3900m	3900m			
FL 400	4000m	4000m			
FL 410	4100m	4100m			
FL 420	4200m	4200m			
FL 430	4300m	4300m			
FL 440	4400m	4400m			
FL 450	4500m	4500m			
FL 460	4600m	4600m			
FL 470	4700m	4700m			
FL 480	4800m	4800m			
FL 490	4900m	4900m			
FL 500	5000m	5000m			
PR ZMT	35 m/s	454 m/s			
PR ZMT	rad 400°	165°			
Vitesse moyen	004°	72 m/s			

Point d'impact	N/S/E/W	Deg	Min.Cents
LATITUDE	N	32°	37,03'
LONGITUDE	E	065°	29,25'

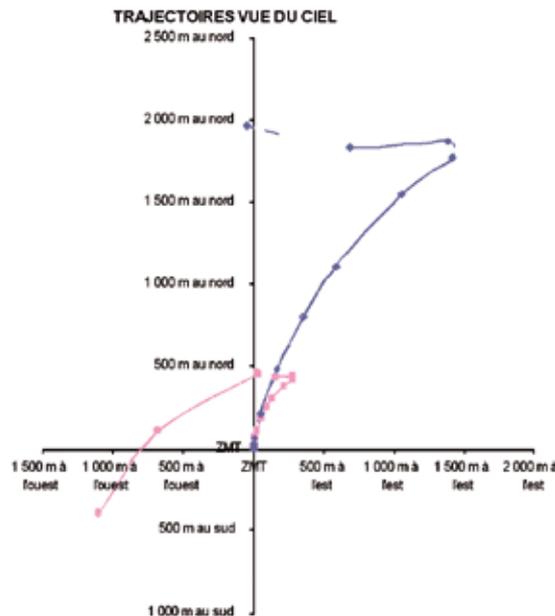
PR OB (MTO prévi)	N/S/E/W	Deg	Min.Cents
LATITUDE	N	32°	37,28'
LONGITUDE	E	65°	29,27'

Légende	
rouge	(valeurs corrigées, complètes et valides)
bleu	(valeurs obtenues automatiquement)
gris	(valeurs non prises en compte)

DR

## Trajectoire

OB Météo Prém  
OH Météo Prém



Un processus apparemment simple, mais à appliquer avec une extrême précision, permet d'élaborer le point de largage des charges. Il repose sur la parfaite maîtrise des phénomènes aérologiques et balistiques.

## Questions / Réponses - Après-midi

Remy Mauduit – Rédacteur en chef de l'*Airpower Journal* de l'USAF



CESA

Expert des guerres d'insurrection, Remy Mauduit, de l'USAF, apporte son analyse sur la menace.

? Question adressée au lieutenant-colonel Besse

Mon colonel, vous avez dit que la menace asymétrique n'est pas discriminée alors que j'ai toujours pensé qu'une action d'insurgés est nécessairement basée sur un effet à produire. C'est très important, car si elle n'est pas discriminée, on ne peut pas la prévoir, donc on ne peut prévoir aucune action d'insurgés. Par contre, si elle est basée sur les effets, on peut la prévoir et, dans ce cas, on peut prévoir pas mal d'actions des insurgés.

✓ Réponse du colonel Besse

Tout à fait. Ce que j'essayais d'expliquer, c'est que la menace asymétrique, sous la forme d'un combat, ne prend corps qu'au moment de l'application de la force. Donc, dans un premier temps,

sa vulnérabilité en termes d'identification par les forces de la coalition s'exerce sur un temps très court, juste avant cette application, puisque la menace apparaît généralement à ce moment-là.

Ensuite, quand je dis qu'elle n'est pas discriminée, c'est que cette menace asymétrique peut exercer sa force au milieu d'une population civile à laquelle elle est mêlée. Donc, elle n'est pas auto-discriminée dans la mesure où, ses membres ne possédant pas d'uniforme, ils ont rarement des équipements spécifiques très visibles et, en tout état de cause, ils peuvent s'en débarrasser très rapidement. C'est ce que l'on disait tout à l'heure en parlant du muletier ou du berger qui s'arme d'une *Kalachnikov* et qui, cinq minutes après, s'en défait comme si de rien n'était.

Cette menace précise n'est pas auto-discriminée mais nous devons, grâce à notre connaissance de la menace plus globale, la discriminer, grâce justement à la fusion de nos informations qui balaye un spectre extrêmement large et qui suppose un partage très rapide et très fiable des informations collectées.

Diego Ruiz Palmer – Division des opérations du secrétariat international de l'OTAN – Bruxelles

? Question adressée au général Desclaux et au général Raaberg

Depuis cinquante ans, de manière récurrente, les armées de l'air occidentales ont un débat sur le « *High Low Mix* » dans la conception de leurs chasseurs. On a vu par exemple, dans les années 1960, les armées de l'air italienne et allemande acheter à la fois le *F-104* et le *G-91* italien. Il y a aussi eu des débats aux États-Unis, au moment du *F-4*, du *A-4*, puis plus tard avec le *F-16*, le *F-15*, etc.



CFSA

Diego Ruiz Palmer, chef de la section planification à l'État-major international de l'OTAN, aborde le concept de « High Low Mix ».

À la lumière des enseignements de l'Afghanistan, quelles sont les réponses à apporter dans le futur ? Est-ce que l'on doit aller vers des avions très complexes mais éventuellement multirôles ? On a vu, par exemple, l'US Air Force réadapter le *F-22* ou bien les armées européennes réadapter le *Typhoon* pour des missions au sol. On voit maintenant des essais en Afghanistan de l'ancien avion américain *OV-10* – un avion à hélices – qui avait été retiré des forces américaines en Allemagne, il y a une quinzaine d'années, et qui est maintenant en train d'être réadapté pour le *Close Air Support* avec différentes charges. Cet avion est plus lent et souvent plus robuste dans des circonstances austères et souvent moins cher.

Donc, je ne m'attends pas à ce que vous me donniez de réponses définitives sur la question, je ne suis pas sûr qu'il y en ait. Mais je pense qu'il serait intéressant d'avoir votre point de vue sur ces questions de « *High Low Mix* », et de savoir si l'on va vers un seul vecteur

ultraperfectionné ou si on devrait réfléchir à nouveau à une combinaison d'avions plus ou moins complexes. Merci.

#### ✓ Réponse du général Raaberg

Vous faites référence au « *High Low Mix* », qui combine haute et basse altitudes. Je vais prendre une perspective différente pour vous répondre. L'US Air Force développe des avions multirôles. Le *Predator*, par exemple, en est un. Il a une mission principale de surveillance et sa plate-forme va évoluer puisqu'il a des caméras, une plate-forme *SIGINT* (*Signal Intelligence*). D'autres avions ont été présentés comme le *MC-12*, un avion bimoteur, multirôles, qui a aussi un rôle de surveillance. Vous avez aussi mentionné le *F-22*.

Je ne connais pas de vecteur aérien qui soit développé pour une seule altitude ou pour une seule mission. Par exemple, quand nous avons construit le bombardier *B-2*, c'était pour qu'il puisse fonctionner à haute et à basse altitudes. Nous nous sommes rendu compte que sa survie en basse altitude était limitée. Mais quand vous parlez de rôle, de fonction et de survie, cela pose la question d'une capacité multirôles. À l'heure actuelle, nous essayons de définir quelle serait la meilleure plate-forme à utiliser pour en doter l'armée de l'air afghane. Il est évident qu'il devrait y avoir un avion multirôles et non un avion avec un rôle unique.

#### ✓ Réponse du général Desclaux

Je suis d'accord avec ce que vient de dire le général Raaberg. Il y a deux mondes : le monde idéal et le monde réel.

Le monde idéal nous permettrait d'imaginer des plates-formes totalement adaptées à chaque type de guerre. La réalité, notamment la réalité économique – et c'est la voie qu'a choisie l'armée de l'air –, c'est de se concentrer sur un type d'avion unique, vraiment multirôles, vraiment multi-missions, multi-capteurs, que l'on essaye d'adapter et qui donne déjà des résultats particulièrement

intéressants, des armements qui conviennent tout à fait et qui peuvent s'étendre à des tas de missions. L'A2SM, notamment, est un armement que l'on est en train de découvrir et qui, couplé au *Rafale* et à la capacité de ses capteurs, nous ouvre des horizons que l'on avait à peine soupçonnés.

La deuxième voie que l'on a choisie, ce sont les drones. Je crois qu'il y a cette complémentarité entre drones et avions de combat qui peut aussi nous amener à traiter d'autres types de menaces, dans d'autres secteurs. Je pense que ce sont deux voies raisonnables.

#### ✓ Réponse du général Raaberg

Est-ce que je peux ajouter à cela que le bombardier *B-1*, quand il a été introduit sur le théâtre, correspondait à l'origine à une idée que nous avions eu de mettre un système de ciblage avancé sur l'avion lui-même, de façon à lui permettre de mieux identifier les cibles sur le terrain ? Voilà un exemple d'avions multirôles dont on a modifié le rôle et les capacités. Le *Rover* est un bon exemple de cette évolution avec le passage du *Rover I* de surveillance, au *Rover II* puis *Rover III*, *Rover IV* et suivants. Nous avons besoin de simultanéité entre les différents vecteurs inhabités multirôles en lien avec le *JTAC*. Nous essayons également de miniaturiser les équipements.

#### Le colonel de Gramont, du Centre de doctrine de l'armée de terre, s'interroge sur la formation des équipages à l'appui feu.

##### ? Question adressée au colonel Besse

Il est nécessaire, pour les pilotes de chasse en appui « CAS », de bien connaître les modes d'actions des forces terrestres engagées. Cela est absolument essentiel : il s'agit d'une confiance mutuelle. Nos forces terrestres, engagées à terre, ont confiance parce que les équipages des *Tigre* sont souvent d'anciens officiers ou sous-officiers d'infanterie qui connaissent donc parfaitement ce qui se passe au sol. Comment améliorer cette appréhension chez

les pilotes de chasse ? Faites-vous des stages avec les troupes engagées au sol pour mieux appréhender ce qu'il s'y passe ?

#### ✓ Réponse du colonel Besse



Le colonel de Gramont, du CDEF, évoque la formation à l'appui aérien.

Nous avons trouvé deux façons d'améliorer ces connaissances.

La première manière a été d'aller vers les gens qui ont cette connaissance, c'est-à-dire des troupes terrestres étrangères puisque nous ne disposons pas de troupes françaises à Kandahar. Nous sommes donc allés voir nos camarades des *Marines*, et les troupes canadiennes avec qui, pour des raisons évidentes de langage, nous avons des rapports plus privilégiés. Nous nous sommes faits exposer leur mode d'action en patrouille, en escorte de convois, en prise de contrôle de zones, de points particuliers, etc. Sachant que l'interopérabilité était ce qu'elle est, nous nous attendions, de la part des troupes des autres pays, à des modes de fonctionnement comparables, mais pas strictement identiques. Le but n'était pas de faire de nous des spécialistes, mais de sensibiliser les équipages à ce qu'il se passait au sol.

En second lieu, nous avons noué des relations intéressantes avec le « *Ground Liaison Officer* » du détachement *Harrier* puis du détachement *Tornado* britannique, qui est un officier de l'armée de terre et qui n'est là que pour ça.



Le général Mennessier interroge les intervenants sur l'armement des drones.

Il est là pour préparer les missions avec les pilotes, leur expliquer en fonction du type de mission, de la structure du *JTAR (Joint Task Air (strike) request)* et des besoins exprimés : quel dispositif va être mis en place, comment ils vont évoluer, quelle manœuvre est prévue et, par défaut, quels modes d'action sont appliqués. C'est très constructif, très intéressant, et c'est un besoin que nous avons exprimé au retour dans nos comptes-rendus et qui est relativement simple à satisfaire sous la forme de stages de sensibilisation.

#### ✓ Réponse du colonel Carcy

En plus de ce qu'a dit le colonel Besse, je souhaiterais évoquer la symbiose que nous avons trouvée à travers l'expérience avec les forces spéciales norvégiennes, dont je vous ai parlé tout à l'heure. Nous nous sommes rendu compte que nous avons un grand intérêt à avoir un *JTAC* à moins d'un mètre de l'opérateur, car celui-ci nous expliquait au quotidien les habitudes de vie de ces insurgés, mais également leurs modes d'action, et je crains fort que, dès lors que nous aurons le *Rover*, nous ne pourrions plus bénéficier des mêmes acquis.

#### ? Question du général (2S) Claude Mennessier, CLM Consulting

Vous n'avez pas abordé la question de l'armement des drones. Alors est-ce que vous n'en

éprouvez pas le besoin ? Ou alors est-ce que vous pensez que c'est prématuré d'en parler aujourd'hui ?

#### ✓ Réponse du colonel Carcy

Le général Abrial avait l'habitude de parler de l'évolution naturelle de ce type de système. Je crois que ça résume en quelques mots l'aboutissement et l'intérêt de l'emport d'armement sur un drone, étant donné que nous offrons, dans ce cas là, à la fois la permanence, la surveillance et l'action coercitive.

#### Député Jean-Claude Viollet – Modérateur

Dans le rapport sur les drones, qui va être autorisé à la publication tout à l'heure, nous consacrons une assez large partie à l'armement des drones en disant que si ceux que nous avons en dotation aujourd'hui ne peuvent pas être armés – à vérifier –, les perspectives d'achat, les nouveaux programmes doivent intégrer cette dimension, au moins en capacité d'emport, de façon que l'on puisse les moduler en fonction des décisions qui pourront être prises au niveau plus opérationnel. Je considère que si une plateforme pouvait être armée, cela permettrait un retour d'expérience intéressant pour préparer l'avenir. ●

## Remerciements par le général de division aérienne Jean-Marc Laurent – Directeur du CESA–

---

Mon général, nous arrivons au terme de ce colloque et avant de vous céder la parole pour clore cette journée, je voudrais présenter quelques éléments de synthèse relatifs à nos travaux, bien que vous ayez participé à la quasi-totalité des échanges. À cet égard votre présence témoigne de l'intérêt que vous avez porté à cette conférence et nous en sommes très fiers.

Vous avez, comme moi-même, entendu ce matin le chef d'état-major des armées (CEMA) qui nous a fourni quelques orientations quant à la façon d'aborder ce colloque et surtout les écueils à éviter.

Dans nos échanges lors de la première table ronde, vous avez été témoin de la qualité des débats et de la franchise des propos. Personnellement, je m'en réjouis. La fusion que j'ai ressentie entre les différents intervenants au cours de leurs échanges m'a marqué. Je crois que c'est assez rare pour mériter d'être souligné. Cela est sûrement dû à la qualité des intervenants et du modérateur, monsieur Ulysse Gosset, dont on connaît l'expertise et l'expérience dans ce genre d'exercice.

La table ronde de cet après-midi était axée sur l'activité opérationnelle et je voudrais remercier monsieur Viollet qui l'a parfaitement pilotée, avec la maîtrise qu'on lui connaît. On connaît sa passion pour les drones, pour l'aéronautique en général et pour la chose militaire et de défense plus globalement.

Nous avons eu la chance de mesurer l'énergie et l'engagement de nos aviateurs et de ceux de la coalition, et, surtout, d'écouter le retour d'expérience concret et constructif dont ils nous ont fait profiter, leur capacité à s'adapter et celle à améliorer leur propre effi-

cacité. C'est extrêmement encourageant pour ceux qui, comme moi, sont malheureusement aujourd'hui éloignés des théâtres. En cela, et je vais répondre au mot du chef d'état-major des armées, je crois que ce colloque n'a pas « dérivé », il n'a pas « refait l'histoire » et il est resté « au cœur du sujet ». C'est un succès dont je me félicite. Je n'en suis pas à l'origine car ce sont tous les intervenants qui ont réussi à rester dans le cadre que le CEMA nous avait fixé.

Je retiens que cette conférence a mis en évidence les effets stratégiques et tactiques de la puissance aérienne et spatiale dont nous avons rappelé l'importance dans l'action de tous les militaires – et pas seulement les aviateurs – sur le théâtre d'Asie centrale. Ce colloque a aussi révélé les effets politiques du facteur aérien, qui sont au cœur de la dynamique de développement et de l'aide que nous apportons au peuple afghan, qui doivent rester au centre de nos objectifs, comme le CEMA et vous tous l'avez rappelé. Peut-être avons-nous d'ailleurs une définition de ce que pourrait être le « fait aérien » : effet stratégique de la puissance aérienne, d'une part, effet politique du facteur aérien, d'autre part.

Je vais laisser le chef d'état-major de l'armée de l'air remercier les personnes qui ont participé à ce colloque. Je m'associe du fond du cœur à tous ces remerciements, en particulier envers nos hôtes étrangers. Je m'en tiendrai, pour ce qui me concerne, à féliciter les équipes du CESA, en particulier le colonel Erschens qui a piloté ce projet, et tout le personnel qui l'a aidé à accomplir cette mission que je lui avais fixée.

Je m'autorise à remercier le CEMA qui nous a permis de nous réunir aujourd'hui et je remercie le chef d'état-major de l'armée de l'air qui nous a fait confiance dans cette aventure. ●

## Clôture du colloque

Général d'armée aérienne Jean-Paul PALOMEROS,  
chef d'état-major de l'armée de l'air

Le chef d'état-major de l'armée de l'air rappelle l'importance et le rôle essentiel de la puissance aérienne dans le conflit afghan et évoque les moyens, humains ou techniques, qu'il est nécessaire de posséder et de consolider pour être à la hauteur des enjeux de ce conflit.

Mesdames et Messieurs les élus, Excellence, Mon général, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de nous faire l'honneur de votre présence qui démontre l'intérêt que vous portez à la réflexion, et vous souhaite la bienvenue.



CESA

Le chef d'état-major de l'armée de l'air clôt le colloque et rappelle que les forces aériennes ont été les premières à intervenir sur le théâtre d'Asie centrale.

C'est un réel plaisir d'avoir pu échanger avec autant de personnalités marquantes, diverses et complémentaires, françaises et étrangères, autant de compétences et d'esprits, de capacités d'imagination provenant d'horizons variés : politique, militaire, diplomatique, domaines de la recherche, de la santé, de l'éducation, des médias ou encore organisations non gouvernementales (ONG).

Je tiens à vous remercier d'avoir répondu à l'invitation du CESA, qui a organisé ce colloque sous la direction du général Jean-Marc Laurent et du colonel Erschens. Ce fut une formidable occasion pour chacun de partager son expé-

rience et ses analyses avec des membres de l'état-major de l'armée de l'air française et des armées de l'air étrangères ainsi qu'avec l'ensemble des membres qui ont participé à ce colloque.

Les échanges ont été riches. Je salue et je remercie les participants pour leur liberté de ton et de parole, l'expression de leur compétence, leur connaissance du terrain et des hommes. Et, comme l'a souhaité le chef d'état-major des armées, ce colloque constitue une nouvelle pierre à l'édifice, une nouvelle contribution utile et efficace. Indéniablement, ce colloque aura servi à faire progresser nos idées et à amorcer de nouvelles réflexions.

C'est également un grand honneur et un vrai plaisir d'avoir en notre présence, pour la première fois en France, le chef d'état-major afghan. Je remercie le général Dawran, originaire de Kapisa, région où les forces françaises œuvrent aujourd'hui, d'avoir bien voulu faire ce long voyage pour être ici avec nous. Je suis certain que cette rencontre est le début d'une longue amitié et d'une expérience commune que nous souhaitons partager.

Ce théâtre afghan mérite toute notre attention. Le fait aérien y est connu depuis longtemps. Ainsi, dès 1925, le roi Arnânoullâh avait décidé d'employer l'aviation, aux côtés des forces gouvernementales terrestres, pour lutter contre la rébellion qui s'opposait, déjà, à sa réforme de la justice.



DR

Le roi Arnânoullâh, ici lors d'un discours après sa victoire sur la rébellion de 1925, introduisit l'aviation dans les combats, plaçant l'Afghanistan au rang des puissances modernes en termes de stratégie et de conduite des opérations.

Le succès fut total. La puissance aérienne a permis aux combattants d'agir rapidement, d'observer et de frapper, vite et loin, bouleversant ainsi à jamais la stratégie et la conduite des opérations.

Cependant, un tel gain apparaît moins évident dans une guerre contre-insurrectionnelle, nous ramenant aux leçons apprises plusieurs décennies plus tôt. Face à la maîtrise de l'air alliée, les insurgés n'ont d'autre solution que de se cacher : ils sont contraints à une lutte plus irrégulière, sous peine d'une destruction rapide.

Ainsi, plus le temps passe, moins les forces ennemies sont visibles. Leurs actions de déstabilisation, physiques et psychologiques, ne s'insinuent que plus profondément dans une société civile que nous sommes chargés de protéger. Voilà le dilemme.

Dans cet environnement paradoxal, où l'ennemi est aussi difficile à discerner et à localiser qu'il est présent et dangereux, et pour lequel il ne peut être envisagé qu'un traitement global, le fait aérien joue aujourd'hui un rôle inestimable sur le chemin de la paix et de la sécurité en Afghanistan. J'aimerais vous expliquer pourquoi.

Tout d'abord, le fait aérien présente des qualités intrinsèques déterminantes.

Les taliban au pouvoir, il y a huit ans, soutenaient Al-Qaïda, qui avait en sa possession de

nombreux camps d'entraînement répartis dans ce magnifique pays, très montagneux, plus grand que la France, n'offrant aucune façade maritime.

Quelques semaines seulement après les premiers survols de reconnaissance stratégique auxquels nous avons participé avec nos *Mirage IVP*, les camps d'entraînement d'Al-Qaïda ont été détruits. Certains d'entre eux, au cœur de l'Hindou-Kouch, le piémont himalayen, étaient particulièrement difficiles d'accès, et alimentaient le terrorisme international. C'était un objectif politique essentiel.

Le fait aérien, c'est avant tout l'absence de frontières physiques et de sanctuaires pour l'adversaire.

Huit ans plus tard, soit au début du mois d'octobre de cette année, au petit matin, la COP<sup>1</sup> *Keating*, poste avancé tenu par l'armée afghane et les Américains dans l'extrême Nord-Est de l'Afghanistan, est, en quelques minutes, prise d'assaut par plusieurs dizaines d'insurgés lourdement équipés. Malheureusement, de nombreuses pertes sont à déplorer.

Les soldats alliés se réfugient alors dans deux bâtiments. Moins de dix minutes après le premier appel radio, deux avions sont sur zone et rétablissent *in extremis* la situation, en soutenant le courage des soldats au sol, malgré une météo très défavorable, et grâce à des armements ultra-modernes.

Deux leçons essentielles sont à tirer de cette expérience. Tout d'abord, la rapidité de l'intervention aérienne est décisive. Sans elle, l'issue de cette attaque, très bien préparée par l'adversaire, aurait été tragique, et le bilan encore plus lourd. Enfin, nos ennemis ont compris qu'une épaisse couverture nuageuse limite l'utilisation d'armes aériennes qui ne possèdent pas de capacité tout temps. Ils

<sup>1</sup> COP : *Combat Out Post*. Point d'appui plus petit qu'une FOB (*Forward Operating Base*).



DR

L'attaque contre la COP *Keating*, en 2009, a été mise en échec *in extremis* par l'appui aérien et un armement embarqué ultra-moderne.

ont, eux aussi, retenu les leçons de la guerre et ne perdront pas une occasion de nous le rappeler.

Il y a un peu plus d'un an maintenant, nos soldats, très courageux et héroïques, en avaient fait l'amère expérience dans la vallée d'Uzbin. L'intervention d'hélicoptères *Caracal*, des avions de la coalition, des appuis aériens, avait, là encore, permis de reprendre l'initiative tactique.

Le fait aérien, c'est l'action rapide et décisive. À cette vitesse déterminante, la puissance aérienne permet d'ajouter cette capacité irremplaçable à voir de loin, à distance de sécurité. L'anticipation procurée est donc stratégique, parfois paralysante pour l'ennemi, et facteur de sécurité et d'efficacité pour les troupes amies au sol.

Les résultats sont indéniables : les combattants insurgés sont aujourd'hui contraints de vivre cachés. Toute liberté de mouvement diurne, à découvert, leur est quasiment interdite, laissant le champ libre aux forces terrestres alliées, qui ne partent plus en opérations sans couverture aérienne.

Le fait aérien, c'est une contrainte permanente, une menace imposée à l'adversaire au sol. Dans ce conflit, les munitions les plus précises ne peuvent renverser à elles seules, une atmosphère de terreur ou un climat de subversion.

Parfois, faire fuir l'ennemi s'avère bien plus efficace que d'en faire un martyr. Le passage judicieux d'un avion de chasse peut suffire. Ces « *shows of force* » constituent d'ailleurs un mode d'action utilisé aujourd'hui au quotidien. En effet, faire savoir que l'on est présent fait partie de la dissuasion.

De même, chaque évacuation rapide, par les airs, d'un civil, d'un malade ou d'un blessé, vers un centre de soins constitue un pas de plus vers le mieux-être de la société afghane, et l'acceptation de la présence étrangère, à l'instar du ravitaillement en médicaments ou en vivres, parachutés ou hélicoptérés, à destination d'un village reculé ou isolé par la neige.

Le fait aérien, c'est une gamme étendue d'effets. Les actions aériennes n'auraient pas de sens si elles n'étaient pas qualitatives. Plus que jamais, nous devons être capables d'intervenir très rapidement en fusionnant, dans un temps limité, l'ensemble des informations à notre disposition, qu'elles soient d'origine humaine ou technique, pour faire face à cet ennemi particulièrement fugace.

Nous devons mettre en œuvre des armements précis dont les effets doivent être parfaitement maîtrisés. Nous devons donc être très exigeants sur la qualité des systèmes d'armes qu'emportent nos vecteurs.

Malgré l'urgence, en cas d'appui des troupes au sol prises sous le feu adverse, le choix de l'arme ainsi que de sa cible précise doivent être analysés avec rigueur. L'objectif est toujours assigné par un autre combattant, parfois par un autre aviateur qui se trouve au cœur de l'action, au sol. Chaque tir aérien doit ensuite faire l'objet d'une restitution minutieuse, sur vidéo, où l'on mesure précisément, et systématiquement, le résultat de l'appui : c'est cela le professionnalisme.

Le fait aérien sait désormais discerner le chaos grâce à la technique, à la formation et aux entraînements de plus en plus exigeants des combattants.



DF

L'évacuation de blessés ou de malades, par les appareils de la coalition, a permis de participer largement au renforcement des liens avec la population grâce à son efficacité et à sa rapidité.

Enfin, si la probabilité de régler le conflit de manière décisive en utilisant une puissance de feu supérieure apparaît inversement proportionnelle à la durée de l'engagement, il faut aussi savoir où et quand frapper. L'ennemi a rapidement adapté ses modes d'action : les quatre cinquièmes des pertes enregistrées par nos forces aujourd'hui sont le fait d'explosifs improvisés, placés la nuit, le long des routes et des chemins. La connaissance du théâtre, des insurgés et de leurs déplacements est donc essentielle.

L'arme aérienne, bien employée, répond aujourd'hui à tous les besoins de renseignement, du satellite à l'avion spécialisé dans la surveillance électronique, en passant par le drone, cet avion piloté à distance. Les progrès techniques, liés indéfectiblement à la puissance aérospatiale, nous apportent l'avantage capital de maintenir une présence permanente dans le ciel. Désormais, le fait aérien réside dans la capacité de surveillance

permanente du théâtre.

Une telle efficacité est obtenue au prix d'un engagement relativement faible sur le terrain : un peu moins de 600 aviateurs sont par exemple engagés sur un total de 3 400 combattants français qui participent aux opérations de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Mais ce ratio est important, il peut être décisif.

Ainsi, les quarante aviateurs français de l'escadron de drones *Harfang*, à Bagram, assurent une surveillance de douze heures chaque jour, sur plus de 2 500 km<sup>2</sup> ! La réduction d'empreintes au sol participe ainsi à la réduction des risques courus par nos troupes.

Le fait aérien consiste en l'occurrence en un rapport coût /efficacité remarquable.

L'un des aspects essentiels rappelé dans la première table ronde est l'apport de la dimension aérienne. La sécurisation et la reconstruction sont un aspect essentiel du fait aérien. Celui-ci participe à la reconstruction du pays, de l'État, dans le soutien du peuple afghan dans sa lutte pour la liberté et la prospérité. Il concourt en particulier à la reconstruction des forces aériennes afghanes, créées il y a deux ans. Une armée de l'air pérenne est en effet un pas important vers la souveraineté retrouvée de l'Afghanistan. Le chemin sera long et nécessitera des moyens et des efforts importants, mais les aviateurs sont prêts à participer à cette tâche qu'ils connaissent bien.

Enfin, le fait aérien en Afghanistan ne doit pas être réduit à sa partie militaire. Le rétablissement de la paix civile et de la démocratie nécessite de la sécurité, mais aussi la possibilité de s'appuyer sur une économie saine en plein essor. Pour un pays tel que l'Afghanistan, il faut pouvoir s'appuyer sur les capacités de trafic et de transport aérien, d'accueil et de circulation aérienne.

Les forces de la coalition ont ainsi permis la réouverture des plates-formes aéroportuaires, et assurent aujourd'hui le contrôle aérien du trafic civil et militaire au-dessus du pays. Cette



DR

Le dispositif militaire français a évolué le 1<sup>er</sup> novembre 2009. Son volet aérien permet à la France d'intervenir sur tout le théâtre.

réouverture progressive du ciel afghan est un pas considérable et participe d'ores et déjà au redressement économique.

Le fait aérien, c'est aussi la participation active à la reconstruction et au développement économique.

Perfectionnement et haute technicité, voilà un vrai débat. Le coût technique de nos forces aériennes modernes est justifié par les attentes des nations en la matière. En effet, les opinions publiques, accoutumées depuis la première guerre du Golfe à l'efficacité de la puissance aérienne, sont peu résilientes au prix du sang et attendent des résultats militaires rapides.

Or, cette exigence d'atteinte immédiate, et « propre », des buts, est une illusion stratégique : le feu tue toujours, c'est une réalité.

Ce conflit met en évidence l'influence de l'exposition médiatique permanente, diffusée globalement et instantanément.

Les pertes humaines sont, semble-t-il, devenues inacceptables dans nos sociétés qui ont oublié les aléas tragiques de la guerre. Ce domaine est devenu un champ de bataille à part entière, avec ses surprises, ses attaques décisives, ses francs-tireurs et ses contre-offensives.

Il n'est plus possible, pour les forces armées, de négliger la portée médiatique des actions de guerre, sous peine de transformer les succès tactiques en défaites stratégiques. Les Israéliens en ont fait l'expérience en 2006.

Contrairement aux apparences, le cessez-le-feu a probablement sauvé le Hezbollah de la



DR

Les échanges avec la population afghane sont fondamentaux pour la réussite de la stabilisation du pays et pour la compréhension de la mission de la coalition en Afghanistan.

faillite, de la ruine et de la destruction. Le succès des opérations aériennes a été occulté et transformé en échec politique par le jeu des manipulations adroites de l'opinion publique internationale. La prééminence du fait aérien fait finalement naître de grandes attentes, et parfois de grandes critiques.

Ces infortunes médiatiques ont pu faire croire que l'avantage technique et la supériorité aérienne ne servent finalement plus à grand-chose dans les conflits asymétriques.

Mais ce mauvais procès n'a pas lieu d'être. Qui nierait aujourd'hui l'intérêt de pouvoir voler de nuit, par mauvais temps, au secours de nos hommes au sol ? Qui nierait l'intérêt de pouvoir distinguer, au milieu d'une foule civile amassée le long d'une route, les individus disposant un engin explosif ? Qui nierait, enfin, l'intérêt de pouvoir parachuter en haute altitude, discrètement, et avec précision, des palettes qui iront automatiquement se poser au plus près des troupes à ravitailler ?

Refuser ces apports serait un non-sens. Un avion moderne n'est pas moins en mesure d'appuyer des troupes au sol qu'un modèle des années 1950, surtout lorsque les minutes sont comptées. Combien faudrait-il de *T-6* pour assurer les missions d'un seul *Rafale*, durant un même vol ?

Refuser le progrès serait enfin suicidaire car nos ennemis ont aussi accès à la technique. Comme le chef d'état-major des armées l'a rappelé, les Soviétiques ont définitivement perdu la supériorité aérienne sur ce théâtre avec l'arrivée des missiles *Stinger*, contre lesquels les appareils de la coalition sont aujourd'hui protégés.

Ils avaient oublié le pouvoir égalisateur de la technique. La supériorité stratégique n'est jamais définitive, si on ne lui consent pas un effort industriel et technique continu.

Par ailleurs, il faut prendre garde à ne pas se focaliser sur un seul type de conflit. La contre-insurrection ne doit pas nous faire oublier d'autres facteurs de préoccupation géostratégiques, comme la prolifération d'armements de dernière génération, pas toujours loin de chez nous, et d'armes de destruction massive.

Dans le brouillard clausewitzien de la guerre, l'avantage technique permet de réduire l'incertitude des engagements futurs, et c'est ce que nous constatons encore aujourd'hui en Afghanistan. En effet, la technicité et la polyvalence de nos moyens de combats sont encore un paradoxe dans les conflits asymétriques car, loin d'être inutiles et inefficaces, ces moyens offrent au contraire des capacités nouvelles et précieuses pour lutter efficacement contre des insurgés de mieux en mieux équipés. Le fait aérien, c'est aussi l'avantage que confère l'innovation technique.

La variété des effets que nous pouvons délivrer au cours d'une même mission – plus loin, plus vite, tout en restant plus longtemps au-dessus des zones de combat – est déterminante contre cet ennemi fugace, difficile à localiser, et très bien organisé. L'arme aérienne est décisive pour identifier, faire fuir ou neutraliser des cibles à haute valeur pour l'adversaire, tout en protégeant les nôtres.

Mais cette complexité, cette haute technicité qui sont une source d'avantages indéniables sur le terrain, ne changent pas pour autant la nature politique du problème, ni la façon de le traiter. En effet, la guerre aérienne n'est pas menée



DR

En Afghanistan, les drones ont fait preuve de leur efficacité. Il convient de toujours garder à l'esprit que derrière un drone se cachent une station sol déportée et un équipage expérimenté et entraîné.

par des ordinateurs et ne le sera jamais. Au contraire, la guerre est, de manière tragique, une affaire humaine. L'Homme en est la victime autant que l'acteur.

L'exemple emblématique est celui des drones *Harfang*, qui s'appêtent d'ailleurs à franchir le cap des 1 500 heures de vol, alors qu'il y a neuf mois la mise en place de ce système en phase expérimentale représentait un véritable défi. Néanmoins, l'audace a payé : il est aujourd'hui une pièce maîtresse du dispositif allié.

Ces drones ne sont pas des robots, comme ils sont trop souvent représentés, mais bel et bien des avions pilotés à distance. Leur utilisation et leurs performances nécessitent d'ailleurs d'employer autant de pilotes ou d'opérateurs que pour faire voler un nombre équivalent d'aéronefs traditionnels. Les missions sont en effet particulièrement longues, et exigent absolument la même concentration et la même rigueur de la part des opératifs que dans un cockpit traditionnel.

La meilleure illustration que je puisse vous donner de cette prééminence de l'Homme dans le fait aérien reste que, depuis le début de notre engagement en Afghanistan, il y a maintenant huit ans, toutes les spécialités de l'armée de l'air, du commando parachutiste, au tireur d'élite, en passant par l'intercepteur de signaux électroniques, le pilote d'avion ravitailleur ou le

sauveteur-plongeur, ont été présentes au cœur du théâtre.

La technique n'est donc rien si elle n'est pas mise entre les mains d'hommes et de femmes compétents et entraînés. La principale leçon à tirer réside dans la formation et l'entraînement rigoureux qui sont de véritables multiplicateurs d'efficacité de l'arme aérienne. C'est la formation et l'entraînement méticuleux et réaliste qui garantissent aux aviateurs leur capacité d'adaptation, et la qualité des résultats qu'ils obtiennent.

Depuis le début de nos engagements en Afghanistan, les aviateurs français ont appris à connaître ce pays, à l'aimer et à s'y adapter, et sont conscients de leurs responsabilités.

Si l'étude du théâtre afghan nous apporte une certitude, c'est la certitude que la contre-insurrection est bien trop complexe pour qu'un seul outil, si puissant soit-il, puisse prétendre régler tous les problèmes. L'action aérienne doit impérativement s'intégrer au sein d'une action militaire globale, qui doit elle-même s'inscrire dans une action politique, économique et sociale cohérente.

Dans ce schéma, tous ces acteurs sont étroitement dépendants les uns des autres. L'intérêt de la puissance aérienne repose sur l'efficacité des effets variés qu'elle propose et qui garantissent sa capacité d'adaptation aux situations les plus inattendues.

Enfin, l'opposition manichéenne, et parfois caricaturale, de l'homme à la technique est dépassée.

Le meilleur outil du monde ne vaut rien sans les mains d'un artisan doué. Inversement, l'extrême complexité, les performances élevées de nos matériels placent tous les aviateurs au cœur de la guerre, imposant de grandes qualités intellectuelles et morales.

De même, le coût souvent élevé de la modernité doit être mis en perspective avec le coût des



DR

Le meilleur outil du monde ne vaut rien sans les mains d'un artisan doué. Inversement, l'extrême complexité, les performances élevées de nos matériels placent tous les aviateurs au cœur de la guerre, imposant de grandes qualités intellectuelles et morales.

vies humaines sur le terrain, qui, elles, n'ont pas de prix.

Dans cet environnement complexe, fugace, soumis à la pression de l'immédiat et des médias, le socle de notre armée de l'air repose plus que jamais sur un système de formation réactif et performant, capable de garantir que nous serons, demain, toujours capables de faire face, avec audace et ingéniosité, à des exigences qui ne seront certainement pas moindres que celles d'aujourd'hui.

Au moment où l'attention pourrait se fixer sur le court terme, notre responsabilité devant la Nation nous impose, au contraire, de regarder le plus loin possible pour préparer d'ores et déjà les capacités futures dont nous aurons besoin.

Les obstacles immenses auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, aux côtés du peuple afghan, doivent nous rappeler que la fatalité ne triomphe que si l'on croit en elle.

Comme l'écrivait George Bernard Shaw, en bon Irlandais têtu, « *l'homme raisonnable*

*s'adapte au monde, l'homme déraisonnable s'obstine à essayer d'adapter le monde à lui-même. Tout progrès dépend donc de l'homme déraisonnable !* ».

Est-il déraisonnable de penser que nous arriverons un jour à participer, à contribuer, à assurer la stabilité, la pérennité de ce grand pays, de ce grand peuple afghan, et à l'aider à se reconstruire, à construire un avenir meilleur pour ses enfants ? Je ne le pense pas.

De même, je suis convaincu que le fait aérien, sous toutes ses formes, a sa place à jouer dans ce grand effort qui concerne la sécurité et la paix de l'ensemble de nos pays.

Je vous remercie. ●